

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE CHINOISE:
UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE (1000-2010)

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE
PAR
MATHIEU JEAN

AVRIL 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Malgré ce qu'en pensent les ministres et recteurs de ce monde, c'est la sensibilité pour l'émancipation, c'est le climat d'ébullition permanent, porteur dans la pratique d'une critique qui sans cela resterait vaine, qui rend supportables les conditions d'aliénation dans lesquelles se déroulent le travail universitaire. Merci donc à toutes celles et tous ceux qui, par leur militantisme, on su créer cette liberté intellectuelle qui m'a tellement stimulé.

Cependant, un mémoire est aussi un travail intellectuel. L'aide et les conseils que j'ai reçus de Frédérick-Guillaume Dufour, mon directeur de recherche, ont joué un rôle inestimable tout au long de ma formation académique, ainsi que les merveilleux séminaires de maîtrise d'Elsa Galerand et de Paul Eid. Je voudrais aussi souligner l'ironie du fait qu'un homme comme moi, qui a écrit une maîtrise où l'appropriation du travail gratuit des femmes occupe une place prépondérante, a dû lui-même recourir au travail gratuit des femmes de son entourage pour s'occuper de ses enfants durant sa période de rédaction. Merci donc à Claudine Leduc, Natacha Dubey, Geneviève Sirois et Karine Fortier-Brunelle, sans qui jamais je n'aurais eu le temps de terminer ce travail dans les délais prescrits. Merci aussi à Virginie Robert, qui m'a donné un grand coup de pouce dans la mise en page de ce document. J'aimerais de plus remercier mes parents, qui m'ont toujours soutenu dans cette entreprise. Finalement, je remercie le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et le Fonds québécois de recherche société et culture, qui m'ont fourni l'aide financière nécessaire à ma subsistance.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE I	
LES DAGONGMEIS : ENTRE CAPITALISME ET PATRIARCAT.....	17
1.1 Une conceptualisation du genre problématique.....	24
1.2 Méthodologie et cadre théorique.....	25
1.2.1 Des rapports de sexage.....	25
1.2.2 La pertinence d'une sociologie historique.....	28
1.2.3 L'impasse de l'intersectionnalité.....	31
1.2.4 Le problème de la généralisation et rôle de la théorie.....	34
CHAPITRE II	
LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE DANS LA CHINE IMPÉRIALE (1000-1845).....	36
2.1 La Chine des Tang écartelée: la dernière dynastie féodale et la transition vers l'empire tardif.....	37
2.2 La Chine impériale tardive: structure sociale.....	41
2.2.1 La dynastie des Song: un point tournant.....	41
2.2.2 La commercialisation et l'émergence des élites locales dans la Chine impériale tardive.....	41
2.2.3 Les classes sociales dans la Chine impériale tardive: petite production marchande et mode de production tributaire.....	44
2.2.4 Compétition et mobilité sociale.....	46

2.3	Le système familial, les femmes et la propriété dans la Chine impériale tardive.....	48
2.3.1	Les familles.....	48
2.3.2	La patricorporation: la propriété encadrée dans les rapports de parenté.....	49
2.3.3	Les femmes dans les patricorporations.....	50
2.3.4	La division sexuelle du travail.....	52
2.3.5	Trajectoire de développement de la Chine impériale tardive.....	53
CHAPITRE III		
LES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT INVOLUTIF DE LA CHINE IMPÉRIALE TARDIVE.....		
3.1	L'évolution des droits de propriété et le renforcement des patricorporations.....	57
3.2	La synthèse néo-confucéenne.....	60
3.3	La commercialisation et l'évolution de la division sexuelle du travail.....	64
3.4	La marchandisation des femmes dans la trajectoire de développement involutive: des rapports de sexage qui s'intensifient.....	68
3.1.1	L'émergence de la pratique du bandage des pieds.....	69
3.1.2	Vente des filles, mariage et infanticide: le précaire équilibre de la main-d'oeuvre dans les patricorporation.....	72
3.1.3	Le renforcement du rôle reproductif et le prestige social des épouses.....	77
CHAPITRE IV		
LES FEMMES DANS LA CHINE RÉPUBLICAINE.....		
4.1	Intégration de la Chine au marché mondial: les conséquences des guerres de l'opium.....	81
4.2	Évolution de la petite production marchande et stabilité de la structure de classe à la campagne.....	83

4.3	L'évolution du droit des femmes sous la république.....	86
4.3.1	La Chine face à la modernité: l'oppression des femmes au coeur de la faiblesse nationale.....	86
4.3.2	Des droits formels niés par les pratiques sociales.....	90
4.4	Industrialisation et textile: naissance des dagongmeis.....	92
4.4.1	Les migrations de travail à Shanghai.....	92
4.4.2	Migrations et déclin de la petite production marchande.....	96
4.4.3	Femmes et migrations: le système de travail contractuel à Shanghai.....	99
CHAPITRE V		
LE COLLECTIVISME ET LES RÉFORMES: UNE RÉVOLUTION INCOMPLÈTE		
.....		107
5.1	Origines et base sociale de la République Populaire de Chine.....	108
5.1.1	Les origines du régime: la période de lutte, l'occupation japonaise et la guerre civile.....	108
5.1.2	La base sociale du régime et le modèle de développement maoïste.....	110
5.1.3	Les femmes et la révolution maoïste.....	112
5.2	La trajectoire de développement et la structure de classe de la République populaire.....	118
5.2.1	Les différentes phases de développement de la République populaire	119
5.2.2	Les relations sociales de propriété dans les campagnes.....	125
5.2.3	Les relations sociales de propriété dans l'industrie : Danwei et encadrement social.....	126
5.3	Les femmes dans la République populaire.....	126
5.3.1	Maintien du mariage patrilocal exogame et de la famille comme unité	

socioéconomique.....	127
5.3.2 Le hukou et ses effets sur le mariage.....	129
5.3.3 Contrôle politique patriarcal.....	130
5.3.4 Double fardeau, éducation et division sexuelle du travail.....	131
5.3.5 Les réformes économiques et l'apparition des <i>dagongmeis</i>	134
CONCLUSION.....	138
ANNEXE A	
CHRONOLOGIE DES DYNASTIES CHINOISES.....	153
BIBLIOGRAPHIE.....	154

RÉSUMÉ

Dans le débat sur la transition de la Chine au capitalisme, la construction sociale de la force de travail a souvent été prise pour acquis, les principales approches la postulant comme un donné. Or l'apparition d'une telle force de travail est le résultat d'un processus historique qui implique une transformation radicale des rapports de production, processus qu'il s'agit d'expliquer. Dans ce cadre, un certain nombre de travaux féministes ont fait ressortir l'importance de la mobilisation des *dagongmei*, de jeunes travailleuses célibataires soumises à un régime de travail disciplinaire dans les industries exportatrices intégrées au marché mondial. Toutefois, la conception des rapports sociaux de sexe sur laquelle ces travaux s'appuient confine généralement l'explication de la subordination de ces femmes à des facteurs idéologiques et culturels. Or une analyse historique de la construction sociale de la main-d'œuvre féminine suggère l'importance économique, passée et actuelle, de l'appropriation du travail et du corps des femmes pour les familles chinoises.

Cette analyse dégage un modèle de prolétarianisation partiel fortement influencé par des rapports sociaux de sexe préalablement constitués. Les rapports sociaux de propriété, encadrés dans les rapports de parenté, définissaient pour les femmes le mode d'accès au moyen de production et fragilisaient leur statut à une époque de leur vie où elles étaient considérées comme ne faisant pas vraiment partie de la famille. Cette période charnière dans la vie des femmes chinoises en faisait temporairement des prolétaires, une main-d'œuvre excédentaire qui pouvait ainsi être louée jusqu'au moment du mariage. C'est cette prolétarianisation partielle qui constitue le lien historique qui lie l'ancienne division sexuelle du travail de la Chine impériale et les rapports sociaux de sexe qui l'accompagnaient avec le mode de régulation du travail que l'on peut retrouver dans les zones économiques spéciales. Les rapports sociaux de sexe se retrouvent alors au cœur même du capitalisme chinois.

Mots clés : *dagongmei*; sexe; Chine; rapports sociaux de sexe, intersectionnalité

INTRODUCTION

Le dynamisme de l'économie chinoise et l'importance sans précédent des transformations économiques qui ont eu lieu depuis 1978 ne font pas de doute. Si l'importance majeure de l'apport des capitaux étrangers et de l'insertion de la Chine dans le marché mondial sur le développement économique chinois est peu contestée, les causes profondes de ces transformations et du dynamisme économique chinois font toujours l'objet d'importants débats. Aux fins de ce travail, il est néanmoins possible de regrouper en trois grandes familles les diverses explications de la trajectoire de développement chinoise¹.

Le premier type d'explication reprend le cadre conceptuel développé par l'économie néo-classique. La croissance des marchés favoriserait une allocation rationnelle des ressources qui serait à son tour la cause du développement économique. Dans cette perspective, les efforts de la Chine pour lever les obstacles au fonctionnement d'un marché libre auraient favorisé l'éclosion de groupes d'entrepreneurs qui seraient au cœur du dynamisme économique chinois, et de manière plus importante encore, auraient permis d'attirer des investissements étrangers importants en garantissant les droits de propriété (Nee 1989; Nee, Opper et Wong 2007; Yang et Nee 2000; Tian 2001; Nee 1996). Ainsi, l'intégration de la Chine au marché mondial serait le résultat de l'adoption d'un cadre légal et institutionnel libérant les forces du marché.

Un deuxième modèle, que l'on pourrait qualifier de développementaliste étatique, se situe à l'opposé de cette perspective néolibérale. Plusieurs analystes soulignent que l'État chinois continue en effet de jouer un rôle majeur dans le développement économique (Bergère 2013; So 2006; Oi 1992; Wang 2009). L'État chinois, développemen-

1 La typologie que nous utilisons ici a été développée par Fligstein et Zhang (2011)

tal et entrepreneurial, serait un chef d'orchestre permettant une transition en douceur vers une économie de marché qui continuerait d'être doublée par un important secteur étatisé. Dans ce modèle, la levée des obstacles au libre marché n'est pas suffisante pour attirer des capitaux : la stratégie de développement économique de la Chine miserait sur la constitution graduelle de zones économiques spéciales fiscalement avantageuse où le développement des infrastructures profiterait aussi d'une aide substantielle de l'État (Naughton 2007). Ici, le succès développemental chinois est associé avec une politique pragmatique de libéralisation contrôlée, ainsi qu'au maintien d'un fort secteur entrepreneurial d'État. La libéralisation lente et contrôlée, couplée avec le maintien du rôle de l'État dans les secteurs économiques clés permettrait ainsi de préserver une forme de stabilité économique tout en maintenant un processus de modernisation centré sur la transition vers le capitalisme.

Le modèle des *guanxis*, de son côté, postule que le contexte institutionnel et juridique de la Chine rend impossible, dans son état actuel, la constitution d'une économie de marché (Peng et Luo 2000; Xin et Pearce 1996; Krug et Hendrischke 2008; Boisot et Child 1999). L'absence de règles claires encadrant les affaires, l'imprévisibilité du droit et des marchés financiers déficients déboucheraient sur une importante incertitude qui découragerait les investissements. Les réseaux constitués par la diaspora chinoise auraient alors servi à canaliser les investissements vers la Chine. En construisant des liens personnalisés entre différents acteurs sur différentes échelles, ces réseaux – les *guanxis* - auraient lié les investisseurs et les entrepreneurs aux fonctionnaires chinois, permettant ainsi aux premiers de protéger leurs investissements par le développement d'une relation de patronage et de clientélisme avec un homme politique disposant de certaines ressources institutionnelles. L'avantage chinois aurait alors été centré sur les connexions développées entre les diasporas chinoises capables de mobiliser un capital important et les élites politiques locales, provinciales et natio-

nales capables d'encadrer la pénétration de ces capitaux dans l'espace continental chinois.

Malgré leurs différences, ces modèles fondent leur *explanans* sur les deux mêmes piliers: l'apport de capitaux extérieurs et l'intégration de la Chine au marché mondial. Ils ne divergent alors qu'en fonction de l'importance à donner à tel ou tel facteur dans l'obtention de ces deux conditions. Ce qui est alors évacué de l'analyse, parce qu'ils assument tous l'existence a priori du marché du travail et postulent toutes comme un donné, comme un fait établi et non problématique, la présence d'une main-d'œuvre industrielle bon marché et disciplinée, c'est le fait que l'apparition d'une force de travail capitaliste est le résultat d'un processus historique qui implique une transformation radicale des rapports de production. Comme le soulignait Marx (2006, 859), le capital n'est pas une chose, mais un rapport social qui présuppose lui-même une structuration particulière de l'économie, de la société et des classes sociales.

La Chine maoïste, celle d'avant les réformes, ne disposait pas du type de main-d'œuvre à bon marché nécessaire à la production capitaliste : les travailleurs et les travailleuses n'étaient pas, ni formellement ni pratiquement, séparés des moyens de production (Lü et Perry 1997), et le travail ne pouvait ni être vendu ni être acheté sur le marché (Andreas 2008). La main-d'œuvre industrielle était intégrée dans des unités de travail – les *danweis* - qui lui fournissaient divers services sociaux comme de l'éducation, des soins de santé et du logement, et qui régulaient l'utilisation de la force de travail (Lü et Perry 1997; Andreas 2008). S'ils étaient salariés, les travailleurs des entreprises d'État et des entreprises collectives jouissaient d'une sécurité d'emploi à vie, et les *danweis* avaient la responsabilité de s'assurer du bien-être de leur personne jusqu'à leur mort. De même, l'accès des paysans à la terre, garanti par la constitution de 1949, permettait à l'immense masse paysanne du rang de laquelle émergera le nou-

veau prolétariat chinois de jouir d'une certaine forme de sécurité sociale et de stabilité économique (Hsing 2010; Lin 2009; Wang, Weaver et You 2013)².

Depuis 1978, un ensemble de réformes économiques a graduellement installé les conditions nécessaires à l'émergence d'un marché du travail capitaliste. Les entreprises d'État ont d'abord été soumises à des normes de rentabilité capitaliste, puis ont procédé à des licenciements de masse qui ont produit une "armée de réserve" ouvrière qui n'était plus encadrée à vie par les *danweis*. Ainsi séparés des moyens de production, ces travailleurs ont été contraints d'investir un marché du travail émergent pour garantir leur subsistance. (Andreas 2008; Chen 2003; Chen 2006; Solinger 2006; Solinger 1995). Alors qu'à la campagne le système de responsabilité familiale instaure des incitatifs économiques pour stimuler la hausse de la productivité du travail, une population flottante constituée de la main-d'oeuvre rurale excédentaire est apparue (Andreas 2008; Chen 2011; Dong, Bowles et Chang 2009; Nolan 1993; Perelman 2009; Poncet et Zhu 2005; So 2008; Solinger 1995; Walker et Buck 2007; Webber 2008; Webber 2009). Depuis l'apparition des zones économiques spéciales au début des années 1980 en effet, le capitalisme chinois a de plus en plus mobilisé une main-d'œuvre migrante et rurale poussée sur le marché du travail capitaliste par la précarisation des conditions de vies à la campagne. C'est ainsi que s'est constitué un marché du travail capitaliste, à la confluence entre les ouvriers licenciés des entreprises d'État et des travailleurs migrants en provenance des campagnes.

Toutefois, la marchandisation de la force de travail et sa séparation d'avec les moyens de production ne s'avère pas suffisante pour expliquer, à elle seule, le faible coût du travail sur le marché capitaliste, son abondance ou la relative discipline de la main-d'œuvre chinoise. Le marché du travail capitaliste, en effet, est façonné par un en-

2 En Chine, la constitution confie officiellement la propriété des terres rurales aux "collectivités villageoises" et des terres urbaines à l'État.

semble de pratiques sociales et institutionnelles (Kalleberg et Sorensen 1979) qui jouent un important rôle dans la construction sociale de la force de travail. Il est donc un lieu contesté dans lequel vient se déverser un ensemble de rapports conflictuels qui participe à façonner le capitalisme, sans pouvoir y être réduit.

Le fait que la force de travail capitaliste ne possède pas de valeur, mais seulement un prix (Duménil 1980; Lipietz 1982; Salama 1992) est ici d'une importance majeure, car le résultat est que le salaire ne dépend pas d'un processus purement économique – par exemple, des forces impersonnelles du marché du travail –, mais bien de l'état du rapport de force politique entre les classes (Salama 1992; Delphy 2003; Delphy 2004). Ce fait place donc la conflictualité du travail au cœur même du capitalisme (Duménil 1980; Salama 1992) d'où l'importance des mécanismes de régulation de cette conflictualité pour la stabilité de l'accumulation du capital. Ces mécanismes de régulation couvrent un champ vaste allant de l'institutionnalisation et la régulation des marchés par l'État (Jessop 1990; Teschke 2002), aux mécanismes de segmentation du marché du travail (Piore 1970; Piore 1972; Piore 1983; Kalleberg et Sorensen 1979), et à « l'appareil politique de gestion de la production »³ (Burawoy 1985) qui instaure une hégémonie⁴ patronale sur les lieux de travail. Les interactions entre ces divers processus ont non seulement un effet sur le niveau des salaires, mais permettent aussi de discipliner la main-d'œuvre et de la plier aux exigences de la production capitaliste.

Or ces mécanismes de régulation ne sont pas « neutres en genre », ce qui fait que la division sexuelle du travail (Kergoat 2000; Angeloff 2012; Zeytinoglu et Muteshi 2000; Falquet 2006; Daune-Richard et Devreux 1992), qui vient attribuer des tâches

3 Notre traduction

4 L'hégémonie fait ici référence au concept de Gramsci (2000) qui désigne la capacité des dominants à faire accepter leur vision du monde par les subalternes, ce qui produit le consentement tacite de ces derniers à leur domination. Contrairement à la notion de légitimité chez Weber (2003), le concept d'hégémonie n'exclut toutefois pas un usage « mesuré » de la force et de la répression.

différentes aux hommes et aux femmes, est primordiale. Cette division du travail est généralement caractérisée par un confinement relatif des femmes dans la sphère re-productive ainsi par une hiérarchie de valeurs entre les travaux des hommes et les travaux des femmes, au détriment des femmes (Kergoat 2010; Angeloff 2012). La division sexuelle du travail débouche alors sur une distribution inégale des ressources au détriment des femmes et en faveur des hommes, ainsi qu'au confinement des femmes dans des tâches spécifiques qui viennent, dans les économies capitalistes, façonner le marché du travail.

Les rapports sociaux capitalistes, couplés avec la division sexuelle du travail, produisent alors un marché du travail segmenté dans lequel certains groupes sont confinés à des segments d'emploi précis et hiérarchisés selon une échelle conférant des valeurs distinctes à chaque segment. La politique de la production, de son côté, mobilise les effets politiques des aspects « techniques » de l'organisation de la production qui permettent de créer des hiérarchies que les patrons peuvent ensuite utiliser pour diviser la force de travail et circonscrire la contestation de leur droit de gérance (Burawoy 1985). La segmentation des rôles en fonction des sexes, des races ou d'autres statuts permet ici de jouer une catégorie de personnel contre une autre et ainsi d'instituer le pouvoir politique patronal sur le procès de production selon le vieux principe machiavélien de « diviser pour régner » (Burawoy 1985).

Par conséquent, plusieurs auteurs ont suggéré que la subordination des femmes faciliterait l'accumulation du capital en garantissant la présence d'une main-d'œuvre bon marché et disciplinée qui serait fortement recherchée par les investisseurs capitalistes dans une économie mondialisée (Safa 1981; Elson et Pearson 1981; Mills 2003). Mais encore une fois, ces travaux présupposent que le capitalisme trouve toute prête à être exploitée une force de travail déjà structurée par ces rapports sociaux de sexe qui facilitent l'exploitation.

À cet égard, la transition actuelle de la Chine au capitalisme offre un exemple frappant dans lequel la division sexuelle du travail et les rapports sociaux de sexe fournissent au capitalisme une main-d'œuvre féminine bon marché et disciplinée. Depuis l'apparition des zones économiques spéciales au début des années 1980, le capitalisme chinois a en effet de plus en plus mobilisé une main-d'œuvre migrante et rurale poussée sur le marché du travail capitaliste par la précarisation des conditions de vies à la campagne, mais il l'a fait d'une manière très différente pour les hommes et pour les femmes. Les *dagongmeis*, ces jeunes travailleuses migrantes soumises à un régime de travail disciplinaire particulièrement sévère (Chan 2003) constituent en effet un élément central du capitalisme chinois et se retrouvent au coeur même de l'avantage comparatif de la Chine sur le marché mondial (Chan et Xiaoyang 2003).

Historiquement, cela peut surprendre, puisque le maoïsme, qui avait pour devise que « les femmes portent sur les épaules la moitié du ciel », avait proclamé l'égalité des hommes et des femmes devant la loi. Une bonne partie du rôle économique des familles patriarcales avait été pris en charge par les communes populaires et l'État poursuivait officiellement une politique d'égalité des sexes à tous les niveaux de l'administration, alors que les femmes étaient encouragées à investir la sphère productive (Jacka 1997; Johnson 1983). Dans un tel cadre, l'apparition d'une main-d'œuvre féminine docile, abondante, bon marché et confinée dans des segments d'emplois précis caractéristique de la Chine des réformes ne peut être tenue pour acquise: elle doit être expliquée. Une telle explication implique de se demander comment la division sexuelle du travail spécifique à la Chine a pu être socialement construite, et comment les rapports sociaux de sexe sur lesquels repose une bonne partie de la discipline de la main-d'œuvre ont pu être construits ?

Nous faisons l'hypothèse que la réponse à ces questions tient dans le fait que les rapports sociaux de sexe qui contribuent à produire les *dagongmeis* sont le résultat d'un

processus sociohistorique de longue durée caractérisé par l'importance économique, passée et actuelle, de l'appropriation du travail et du corps des femmes. Les rapports sociaux de sexe se retrouveraient alors au cœur même du capitalisme chinois. C'est pourquoi nous croyons que c'est en réinscrivant les *dagongmeis* dans une analyse sociohistorique de la construction sociale de la main-d'œuvre féminine chinoise qu'il sera possible de comprendre la marchandisation de la force de travail des femmes et la place qu'elles occupent au cœur même du capitalisme chinois.

CHAPITRE I

LES *DAGONGMEIS* : ENTRE CAPITALISME ET PATRIARCAT

La littérature sur les *dagongmeis* regroupe un certain nombre de travaux féministes qui ont, depuis le milieu des années 1990, fait ressortir l'importance de la catégorie des jeunes travailleuses célibataires migrantes soumises à un régime de travail disciplinaire dans les industries exportatrices chinoises intégrées au marché mondial.

Ces travaux sur les *dagongmeis* cherchent à cerner les caractéristiques genrées de l'émergence d'une population migrante issue des processus d'intégration de la Chine au marché mondial et du processus d'industrialisation qui en découla. Les *dagongmeis* font partie d'une population migrante de plusieurs centaines de millions de personnes qui a connu une croissance numérique importante suite aux réformes économiques entamées après 1992 (Chen 2011; Ngai et Huilin 2010). Elles sont de jeunes femmes célibataires, d'origine rurale, généralement âgées de 18 à 25 ans, qui quittent leur village d'origine pour venir travailler dans les importants complexes industriels chinois (Ngai et Huilin 2010). Elles travaillent généralement dans des usines où règne une sévère discipline (Chan et Xiaoyang 2003), sont logées dans des dortoirs qui appartiennent soit à l'État, soit aux propriétaires des usines (Ngai 2007; Ngai et Smith 2007) et remettent généralement leur salaire à la famille pour en assurer la subsistance.

La régulation du travail dans ces usines repose sur un travail industriel intensif dans lequel la discipline joue un rôle important pour accroître l'extraction du surtravail.

Cette discipline sévère est au centre des mécanismes de gestion de la conflictualité du travail et comporte un ensemble de mesures qui visent à maximiser la productivité tout en réduisant au maximum le coût de la main-d'œuvre. Chan et Xiaoyang (2003), qui ont détaillé dans une étude quantitative les mesures disciplinaires prises par le management⁵, suggèrent que ce régime disciplinaire peut être comparé à une forme bien connue de capitalisme:

“Note, first, that historically such disciplinary, punitive management practices were prevalent in Europe in the eighteenth and nineteenth centuries. The long working hours, the enforced overtime, and the harsh factory life in China’s footwear enterprises are reminiscent of the work conditions of nineteenth-century England, as documented by E. P. Thompson in *The Making of the English Working Class*, in Marx and Engel’s famous *On Britain*, and in the meticulously detailed reports of factory inspectors and commissioners on wages and work hours that Marx collected.” (Chan et Xiaoyang 2003, 574-575)

Les travaux critiques des féministes sur les *dagongmeis* cherchent, dans le cadre d'un tel régime, à explorer les diverses manifestations de l'exploitation et de la domination des femmes à l'usine, mais s'ouvrent aussi à l'examen de tels rapports dans la famille et dans la société en général (Chan et Xiaoyang 2003). Bien qu'ils mobilisent plusieurs auteures⁶, nous allons nous concentrer sur les travaux de Lee (Lee 1995) et de Fan (2004) qui cernent assez bien, pris ensemble, les spécificités de cette littérature.

Dans ses travaux cherchant à comprendre comment se construisait l'hégémonie patronale dans les usines chinoises employant des *dagongmeis*, Lee concluait que cette hégémonie se basait sur une organisation de l'usine et des dortoirs pour les ouv-

5 Elles ont mesuré cinq variables : longueur de la journée de travail (heures supplémentaires obligatoires), restrictions d'accès aux toilettes, amendes punitives, dépôts monétaires des employé-es et punitions physiques.

6 Ngai (2007); Lee (1995); Fan (2004); Rofel (1999); Jacka (2006); Hsiung (1996)

rières qui mobilisait des réseaux sociaux qui prenaient naissance dans les villages et dans les liens de parenté. L'usine et les dortoirs étaient organisés et divisés en fonction du maintien de ces réseaux, de sorte que plutôt que de constituer une forme de rupture avec le monde rural, les migrations de travail reproduisaient à l'usine les rapports de pouvoir genrés et la division sexuelle du travail traditionnelle.

Lorsqu'elles sont envoyées travailler dans les usines, les *dagongmeis* migrent généralement via des réseaux locaux constitués autour des solidarités villageoises et des liens de parenté dans lesquels viennent s'insérer des relations de clientélisme. Ce sont ces réseaux qui fournissent, la plupart du temps, les contacts nécessaires pour se trouver un emploi. Leur emprise ne s'arrête d'ailleurs pas aux portes des usines: elle se prolonge jusque dans l'organisation du travail de l'entreprise elle-même. Lee (1995) rapporte en effet que, puisque les postes d'autorité (superviseurs, contremaîtres, cadres) sont généralement assumés par des hommes, la direction des usines peut utiliser le pouvoir et le prestige lié à la position sociale des gestionnaires originaires de la même région que les *dagongmeis* pour faire pression sur leur parentèle et ainsi réguler leur comportement et s'assurer de leur loyauté envers l'entreprise. Comme ces gestionnaires disposent d'une ressource de clientélisme précieuse, par leur capacité à fournir des emplois, les familles clientes cherchent à rester dans leurs bonnes grâces et utilisent leur autorité sur les jeunes femmes pour qu'elles se conforment à la sévère discipline des usines. Ainsi, en maintenant le contrôle familial traditionnel sur les jeunes femmes, ces réseaux permettent d'expliquer la relative obéissance des *dagongmeis*. L'intégration de ces réseaux traditionnels dans la structure politique des usines permet alors de diviser la force de travail sur des bases genrées, mais aussi en fonction des groupes de parenté, ce qui permettait au patron de maintenir son hégémonie sur l'usine.

Fan (2004; 2003; 2002), de son côté, met d'avantage l'accent sur des facteurs institutionnels et ne limite pas son analyse aux réseaux locaux et de parenté, tout en se basant sur certaines intuitions théoriques de Lee. Son principal apport a été de montrer comment la trajectoire de migration des *dagongmeis* - qui partent des villages pour aller à l'usine, pour ensuite revenir au village pour le mariage – est façonnée de manière importante par des facteurs institutionnels. Ces facteurs, parmi lesquels le système de responsabilité familiale⁷ et le *hukou*⁸ jouent un rôle de premier plan, contribuent, pour Fan, à créer le régime de travail spécifique dans lequel les *dagongmeis* viennent s'inscrire.

Le système de responsabilité familiale, en faisant de la famille l'unité de production principale, donne beaucoup de pouvoir aux hommes et conditionne le devenir des *dagongmeis*. La structure patrilocale et exogame de la famille traditionnelle chinoise (Jacka 1997; Davis et Harrell 1993) a ici des conséquences majeures. Comme elles sont destinées à quitter la famille, les jeunes filles sont dévaluées et sont considérées comme ne valant pas l'investissement. Par conséquent, elles sont sous-scolarisées, ce qui rend leur main-d'œuvre disponible pour le travail industriel lorsqu'elles ont l'âge de devenir des *dagongmeis* (Fan 2004).

Ces migrations se font alors via les réseaux identifiés par Lee (Lee 1995). Les occasions pour les *dagongmeis* de sortir de l'encadrement de ces réseaux se trouvent lim-

7 Ce système, établi dans la foulée de la décollectivisation des terres à partir de 1978, confie aux familles, et non aux collectivités villageoises, la gestion de la production agricole en échange d'un loyer.

8 Le *hukou* est un système d'enregistrement de la population qui confère un statut rural ou urbain, et qui donne accès à des allocations en nourriture, à des logements sociaux, à l'éducation publique, à des soins de santé et à tous les autres services sociaux fournis par l'État. Avec un statut rural, les travailleuses et les travailleurs migrants n'ont accès à presque aucun service étatique en milieu urbain. Comme ces services sont dépendants des gouvernements municipaux, et que les villages manquent de ressources pour fournir des services publics, le *hukou* rural implique la plupart du temps de n'avoir accès à qu'à très peu de services publics. Sur le *hukou*, voir Cheng et Selden (1994); Alexander et Chan (2004); Zhiqiang (2005)

itées par le *hukou*, d'abord parce qu'elles sont dépendantes, en l'absence de soutien étatique, de ces réseaux pour avoir accès à une forme ou une autre de solidarité sociale. Ensuite parce que le statut rural ou urbain du *hukou*, avant 1998, se transmettait par la mère, les *dagongmeis* étaient très peu désirées sur le « marché matrimonial » urbain, parce l'exclusion de la mère des services sociaux étatiques se transférait aux éventuels enfants (Fan 2004; Alexander et Chan 2004), de sorte qu'elles ne pouvaient que difficilement sortir de ces réseaux par le mariage. Après 1998, certaines réformes furent entreprises pour corriger cette situation – les enfants pouvant hériter du statut urbain de leurs pères -, mais les pratiques de mariage furent peu affectées. En effet, le statut rural conféré par le *hukou* entraîne aussi des discriminations envers les travailleuses migrantes, qui sont considérées comme des citoyennes de seconde zone par les urbains (Poncet et Zhu 2005; Froissart 2013), de sorte que l'homogamie reste la norme.

L'exclusion des migrantes et des migrants du soutien étatique fait en sorte que la possession d'une terre à la campagne et l'inscription des individus dans la solidarité rurale traditionnelle centrée sur la famille patriarcale est une des seules formes de sécurité sociale accessible aux ruraux. Cela met une pression sur les familles pour qu'un des deux époux reste à la campagne pour s'occuper des terres, ce qui mène à une division du travail entre les époux dans la mesure où les revenus issus de l'agriculture sont de plus en plus insuffisants pour subvenir aux besoins des familles. La forme particulière que prend cette division du travail, avec les femmes qui restent à la campagne et les hommes qui continuent le travail migrant, est alors conditionnée par deux types de facteurs.

D'abord, l'idéologie chinoise traditionnelle, qui considère les femmes comme appartenant au monde « intérieur » et les hommes au monde « extérieur » (Jacka 1997; Fan 2003; Fan 2004). L'idéal confucéen valorise en effet les femmes qui limitent au max-

imum leurs interactions avec le monde extérieur au foyer familial, surtout avec les hommes, alors que ces derniers sont présentés comme les représentants de la famille à l'extérieur, dans la communauté et dans les transactions commerciales (Jacka 1997). Le confucianisme est donc indissociable de l'organisation familiale traditionnelle et en vient à constituer la face idéale des rapports sociaux de sexe chinois. La notion confucéenne associant les femmes à l'intérieur et les hommes à l'extérieur contribue alors à maintenir le contrôle de la famille patrilinéaire sur les femmes en les confinant à l'intérieur du foyer familial.

Deuxièmement, le marché du travail dans les zones économiques spéciales est fortement segmenté selon le sexe en fonction des attentes des employeurs et des agences de recrutement qui mènent à une discrimination au détriment des femmes de plus de 25 ans (Fan 2002; Fan 2004). La disponibilité d'une abondante main-d'oeuvre féminine et jeune attire les investisseurs étrangers, et cette dernière est socialement construite comme répondant particulièrement bien aux besoins du travail manufacturier: les jeunes femmes sont en effet pensées comme étant minutieuses, capables d'un travail délicat, disciplinées et faciles à contrôler. Les hommes étant socialement construits comme plus adaptés à un travail lourd et difficile physiquement, ils sont de leur côté recherchés dans la très florissante industrie de la construction chinoise. Ces constructions mènent alors à une forte ségrégation en fonction des sexes sur le marché du travail urbain (Fan 2004).

Ce type de division du travail renforce aussi le contrôle exercé par les hommes sur les femmes et place ces dernières en position de subordonnées. Dans la mesure où la famille patrilocale exogame inscrit les femmes dans un milieu social qui leur est étranger, elles sont souvent considérées comme étrangères aux familles, et donc exclues des décisions (Jacka 1997). Étrangères à la famille dans leur jeunesse, parce que destinées à la quitter, étrangère à la famille après leur mariage, parce qu'elles provi-

ennent de l'extérieur, les femmes sont confinées dans un statut social paradoxal, où elles sont associées au « monde intérieur » tout en étant extérieure aux familles⁹. De plus, l'absence de sécurité sociale à la campagne fait reposer sur la famille le fardeau d'entretien des jeunes enfants, des aîné-es, des malades. En l'absence des maris, mais aussi sous la pression de l'idéologie traditionnelle, ce sont donc les femmes qui effectuent ce travail pour le compte d'une famille qui est, en définitive, contrôlée par les hommes.

Les interactions entre le contrôle institutionnel, l'idéologie traditionnelle et la demande d'une force de travail bon marché a pu mobiliser le surplus de main-d'œuvre dans les campagnes chinoises dans un régime de travail migrant fortement segmenté en fonction des sexes et produisant des trajectoires de migrations genrées. Ainsi, l'inscription des *dagongmeis* dans des rapports sociaux patriarcaux a contribué à construire à la fois le type de main-d'œuvre bon marché demandé par les investisseurs capitalistes et, par la création de hiérarchies à l'usine, a contribué à la production de l'hégémonie patronale. Le statut de *dagongmei* n'est alors qu'un moment particulier dans la vie de femmes qui, pour reprendre l'expression de Juteau et Laurin (1988, 203) « n'ont de liberté que celle qui leur permet de circuler entre les lieux multiples de leur oppression ».

De plus, les interactions, dans la construction sociale de la force de travail, entre d'un côté ce qui apparaît comme une logique patriarcale, et de l'autre ce qui apparaît comme une logique capitaliste posent aussi la question de la coproduction et de l'imbrication mutuelle des dynamiques d'oppression et d'exploitation. À son tour, cette question exige de se pencher sur le type de conceptualisation du genre qui soutient les travaux féministes que nous venons de résumer.

9 Ce statut « d'étrangère de l'intérieur » est un attribut des esclaves, ce qui suggère la pertinence d'une analyse en termes de sexage. Nous reviendrons sur le concept de sexage.

1.1 Une conceptualisation du genre problématique

Les auteures féministes critiques de la transition de la Chine au capitalisme utilisent principalement deux types de conceptualisation du genre. D'abord, dans la lignée de Tamara Jacka (Jacka 1997), une première conceptualisation du genre repose sur une réappropriation critique de certains travaux féministes issus de l'anthropologie structurale, principalement sur le travail d'Ortner (1974) qui soutient que dans la culture, les femmes sont généralement représentées comme étant plus proches de la nature, les hommes étant plus proches de la culture. Or puisque la culture, construite sur des catégories cognitives binaires, permet de « transcender le donné de l'existence naturelle, de le plier à ses objectifs » (Ortner 1974:11), il en découle que l'association entre les femmes et la nature aurait mené à une dévaluation symbolique des femmes, et à la conclusion que les hommes (la culture, le maîtrisable) devaient contrôler les femmes (la nature, le non maîtrisable). Les représentations hiérarchisantes métaphoriserait les rapports sociaux et contribueraient aussi, en même temps, à les produire.

La deuxième conceptualisation tire ses sources d'une analyse post-structuraliste proche de la pensée de Foucault. Les travaux de Pun Ngai (1999; 2007) sont caractéristiques de cette tendance. En cherchant à comprendre la constitution du sujet *dagongmei* au travers du processus disciplinaire qui les produit, et en identifiant les mécanismes par lesquels ces dernières participent elles-mêmes à se construire discursivement comme des *dagongmeis*, c'est-à-dire comme des jeunes femmes modernes libérées sexuellement (Ngai 2004), ces travaux ancrent leur conception du genre dans les pratiques discursives qui façonnent les sujets.

La première conceptualisation est problématique dans la mesure où elle prend le sexe biologique comme un acquis plutôt que de le considérer comme une catégorie sociale. Comme l'ont montré Mathieu (1991) et Guillaumin (1992), « c'est le genre – le sexe

social – qui construit le sexe biologique » (Juteau 1999), ou, dit autrement, c'est le rapport social qui précède la marque physique de l'appropriation. Or en prenant le sexe biologique comme une évidence, on s'empêche de voir pourquoi « les sociétés utilisent des différences biologiques, génétiques ou somatiques comme moyens de classification et de catégorisation » (Juteau 1999). Ce qui se perd ici, c'est la capacité de critiquer l'idéologie qui essentialise les différences entre les hommes et les femmes. Par conséquent, ces analyses sont capables de critiquer les injustices faites aux femmes, mais ont de la difficulté à concevoir que le groupe « femme » puisse être lui-même le produit des rapports sociaux.

La deuxième conceptualisation, pour sa part, est problématique dans la mesure où elle situe l'oppression des femmes dans la sphère discursive tout en cohabitant, dans son analyse du capitalisme, avec une théorisation plus près du marxisme (Ngai et Smith 2007; Ngai et Huilin 2010), de sorte que l'on débouche sur une séparation ontologique entre d'un côté le patriarcat, appartenant à l'idéologie et au domaine discursif, et le capitalisme, appartenant à l'économie et au monde matériel. On aboutit alors à une conceptualisation du genre non matérialiste dans la mesure où on ne théorise pas les pratiques matérielles de l'exploitation des femmes (Delphy 1982). Les interactions entre le capitalisme et patriarcat deviennent alors difficiles à penser autrement qu'en traitant ce dernier comme subordonné au capitalisme.

1.2 Méthodologie et cadre théorique

1.2.1 Des rapports de sexe

Les travaux féministes sur les *dagongmeis* ont tracé les contours d'un système patriarcal dans lequel le travail des femmes est à la disposition d'une famille contrôlée par des hommes. À travers des réseaux locaux constitués dans les villages, les femmes

sont alors mises en circulation, au profit de la famille, sur un marché du travail segmenté dans un moment de leur trajectoire de vie où leur force de travail est sous-utilisée. Elles sont ainsi intégrées dans des dynamiques capitalistes d'extraction du surtravail qui possèdent d'importantes caractéristiques genrées.

Elles retournent néanmoins dans leur village pour le mariage, qui marque une nouvelle étape de l'appropriation de leur force de travail par une nouvelle famille pour qui leur présence est gage de sécurité sociale. Dans chaque moment de la circulation de leur force de travail, les femmes sont soumises à un contrôle, direct ou indirect, de la part de l'unité familiale à laquelle elles appartiennent, et ce contrôle est renforcé par des mesures institutionnelles dont le *hukou* est une des pièces maîtresses. Cet état de fait est accompagné par l'idéologie néoconfucéenne, qui offre une vision cosmologique assignant aux femmes et aux hommes, par le biais de catégories binaires, les qualités personnelles requises pour justifier leur place dans la hiérarchie sociale et dans la division du travail.

Ces modalités de contrôle des femmes elles-mêmes, couplées avec l'appropriation de leur force de travail, suggèrent que le concept de sexage développé par Guillaumin (1978a; 1978b) possède une portée heuristique importante pour rendre compte de la situation des femmes chinoises. En effet, dans le rapport social de sexage, c'est le corps des femmes qui est directement l'objet de l'appropriation, et non seulement leur travail. De cette appropriation découlent les rapports sociaux d'exploitation et de domination de la classe des femmes par la classe des hommes. Le sexage implique aussi l'idée que si cette appropriation peut prendre une forme privée, comme dans le mariage, elle repose en dernière instance sur une appropriation collective des corps des femmes par la classe des hommes, appropriation collective qui précède analytiquement le moment de l'appropriation privée et qui permet de le fonder (Guillaumin 1978a; Guillaumin 1978b; Laurin et Juteau 1988). L'ensemble de ce rapport social se-

rait à son tour justifié, dans la culture occidentale du moins, par l'idée de nature, qui présente les femmes comme des êtres naturels, alors que les hommes seraient, eux, plus près de la culture (Guillaumin 1978a; Guillaumin 1978b; Laurin et Juteau 1988).

Dans le cas de la Chine des réformes, le contrôle exercé par les familles et les entreprises sur la force de travail des femmes, mais aussi sur leur corps, notamment par la discipline au travail, le confinement dans des dortoirs et l'inscription dans des réseaux sociaux villageois nous semble pointer vers une piste d'explication de leur situation en termes de sexage. Le néoconfucianisme, comme face idéale des rapports de sexage chinois, jouerait alors le rôle pris par l'idée de nature dans la pensée patriarcale occidentale.

Qui plus est, le sexage se fonde sur un rapport de classe entre les hommes et les femmes, dans lequel les hommes mettent la main non seulement sur la force de travail des femmes, mais aussi sur les individus qui produisent cette force, qui subissent ainsi une double appropriation, physique et psychologique (Juteau 1999). Ce rapport de classe général, pour Guillaumin, précède et fonde l'appropriation « privée » des femmes qui n'en est qu'une modalité particulière. En réinscrivant le sexage dans une analyse historique de la construction sociale de la main-d'œuvre féminine chinoise, il devient possible de confirmer que la marchandisation des femmes et la place qu'elles occupent dans la division du travail découlent effectivement de rapports de forces politiques historiquement constitués, donc en définitive d'un rapport social collectif. En expliquant la genèse de l'idéologie néoconfucéenne en termes de rapports de forces politiques, il devient de plus possible de concevoir l'origine de la forme chinoise particulière de sexage en des termes matérialistes qui excluent toute forme d'essentialisation.

1.2.2 La pertinence d'une sociologie historique

À notre avis, un des principaux écueils sur lesquels se bute notre projet de comprendre la construction sociale de la main-d'œuvre dans la Chine des réformes est le fait que nous nous retrouvons devant un corpus de littérature empiriquement très riche, capable d'identifier les différents mécanismes genrés d'exploitation et de subordination qui contribuent à la construction sociale de la main-d'œuvre, qui est capable de montrer comment le capitalisme profite de la subordination des femmes, mais qui peine simultanément à arrimer ces mécanismes à une compréhension plus générale des liens entre le capitalisme et le patriarcat.

Pour sortir de cette impasse, nous sommes d'avis que la sociologie historique fournit des outils théoriques, méthodologiques et épistémologiques qui permettent de lier les théories des oppressions multiples avec la richesse empirique des travaux sur la transition chinoise au capitalisme. En procédant à une historicisation des catégories d'analyses, nous tenterons de montrer comment la division sexuelle du travail en Chine, qui s'exprime plus particulièrement dans des rapports de sexage, participe à la transition de la Chine au capitalisme tout en étant influencée par elle. En refusant de postuler a-priori des catégories d'analyses englobantes, comme le mode de production capitaliste, en montrant plutôt comment ces modes de production peuvent cohabiter historiquement et s'influencer mutuellement, on évite de tomber dans des explications fonctionnalistes du patriarcat, chères à certains marxistes, qui présentent ce dernier comme étant reproduit par les « besoins » du système capitaliste¹⁰.

10 Comme si le système capitaliste était un organisme social comparable à une structure biologique, produisant lui-même les fonctions dont il a besoin pour se reproduire. Le caractère circulaire (et réactionnaire) du fonctionnalisme, longtemps dominant en sociologie, est à juste titre critiqué par Laurin-Frenette (1978).

Si le statut historique des rapports sociaux nous semble primordial, c'est que comprendre la construction sociale de la force de travail implique le rejet des conceptions qui font de la forme que prennent les rapports de classes¹¹ un donné ontologique a priori. Dans ce cadre, une approche matérialiste exige alors d'adopter une approche historique et relationnelle de la formation des classes (Taylor 2008). Les classes ne préexistent en effet pas aux rapports sociaux dans lesquels elles sont produites et doivent par conséquent être conceptualisées comme le résultat d'un processus historique qui les construit et sur lequel elles agissent à leur tour (Lafrance 2012; Thompson 1988; Wood 1995).

Un des problèmes que cherche à régler une telle historicisation des catégories d'analyse est la tendance à postuler a priori ce que l'on cherche à expliquer. Les théories du choix rationnel, par exemple, présupposent la transhistoricité d'un type bien précis de rationalité¹² (Wood 1990). Ces théories disposent par conséquent d'un principe générateur de l'action sociale qui résulte lui-même d'un postulat, de sorte qu'une bonne partie de ce qu'elles devaient expliquer se trouve déjà dans leurs propres présuppositions (Wood 1990). Une telle approche, « qui cherche à produire un savoir généralisable en identifiant des lois générales et des mécanismes causaux » (Calhoun 1998; notre traduction), court en conséquence le risque de traiter les mécanismes et lois qu'elle identifie comme des instances neutres d'un phénomène naturel (Calhoun 1998).

La solution proposée à ce problème par la sociologie historique néomarxiste consiste à procéder à une historicisation des catégories d'analyse qui vise à faire émerger ces dernières du processus historique qui les produit (McMichael 1990), de sorte que la réalité sociale et les formes de rationalité des acteurs puissent être conçues comme

11 Nous faisons ici référence à la fois aux classes de sexe et aux classes sociales « classiques ».

12 Pour une illustration de cette position, voir Kiser et Hechter (1998).

des objets socialement et historiquement construits et non comme des catégories d'analyse naturelles. Une telle historicisation nous apparaît fondamentale parce que, contrairement au positivisme, qui admet l'existence des catégories d'analyses telles qu'elles peuvent être observées directement (Laurin-Frenette 1978), montrer l'émergence d'une catégorie – ou d'un groupe social – permet d'en saisir le caractère historiquement construit. Elle permet donc de dénaturer son existence et de débusquer les prénotions qui se cachent quelquefois derrière certaines « évidences » empiriques.

Pour Robert Brenner et la théorie des relations sociales de propriété (Brenner 1985; Dufour et Rioux 2008)¹³, la sociologie historique permet de cerner une sorte de « grammaire générative » qui détermine le type d'action sociale qu'il est rationnel, dans des circonstances historiques données, pour un acteur de poursuivre: ce sont les règles de reproduction. Au centre de cette grammaire se retrouvent les relations sociales de propriété, qui jouent ici un rôle déterminant et que Brenner définit ainsi:

un système de relations sociales entre les producteurs d'une économie, entre les gouvernants et les exploités et entre les producteurs directs et les exploités qui spécifie l'accès des acteurs économiques aux moyens de production et (ce qui n'est pas la même chose) au produit social. L'idée est que de telles relations vont exister dans chaque société et définir ses contraintes de base – les possibilités et les limites – de l'action économique individuelle (Brenner 1997, cité dans Dufour et Rioux 2008)

Il s'agit donc pour nous de voir comment les relations sociales de propriété historiquement spécifiques à la Chine ont contribué à la construction sociale de la main-d'œuvre féminine. Cela implique dans un premier temps de dresser le portrait des principales institutions qui ont façonné le rôle économique des femmes dans la Chine impériale, puis ensuite d'analyser pourquoi la période maoïste, malgré le grand bouleversement des relations sociales de propriété qui la caractérise, n'a pas entamé les

13 Cette théorie est aussi connue sous le nom de « marxisme politique ».

fondements des rapports sociaux de sexe inégalitaires qui restent caractéristiques de la Chine contemporaine.

1.2.3 L'impasse de l'intersectionnalité

Ensuite, la sociologie historique¹⁴ nous apparaît apporter une réponse originale aux critiques postmodernes et post-structuralistes des tenants du tournant linguistique qui reprochent aux matérialistes d'avoir essentialisé la catégorie « femmes » en postulant l'existence d'un groupe social partageant « une série de traits communs qui déterminent leurs relations aux autres groupes, à la politique et à l'idéologie, et sans doute aux structures sociales en général ainsi qu'aux phénomènes naturels. » (Epstein 2012). Comme le soulignent plusieurs auteures (Mackinnon 2001; Epstein 2012; Tilly 1990), le déni de la catégorie d'expérience sur lequel le post-structuralisme insiste¹⁵ peut alors conduire à un éloignement de la réalité qui, à terme, rend difficile de penser les rapports sociaux de domination et d'exploitation. À l'encontre de la pensée post-moderne donc, qui nie le caractère réaliste des catégories d'analyses, la sociologie historique vise à faire émerger ses catégories d'analyses du processus historique sans les tenir pour acquis *a priori* (McMichael 1990), de sorte que la réalité sociale puisse être conçue comme étant un produit historique issu de l'action humaine. Une telle approche permet alors de lier directement les catégories identitaires aux rapports sociaux qui les produisent, sans avoir besoin de postuler a priori l'existence d'une telle identité.

Finalement, la sociologie historique offre aussi une réponse originale au problème des oppressions multiples. Alors que concept d'intersectionnalité est plus souvent qu'autrement invoqué comme un mantra que mis en pratique dans des analyses concrètes

14 Nous faisons toujours référence, dans ce texte, à une sociologie historique matérialiste, à moins d'indications contraires.

15 Pour une illustration de cette position, voir Scott (1991)

(Bilge 2010), les problèmes conceptuels qu'il soulève demeurent importants. Comme le souligne Dorlin (2005), la conception « géométrique » de l'intersectionnalité de Crenshaw (2005) déconnecte les catégories sociales des rapports sociaux matériels dans lesquels elles s'inscrivent, ce qui a pour effet de renaturaliser – par la porte d'en arrière, si l'on peut dire – les identités. Par conséquent, cette conception conduit paradoxalement, malgré ses prétentions antiessentialistes, à une forme de substantialisme, en acceptant « l'existence de catégories sans en théoriser les fondements. » (Juteau 2011).

Une des impasses actuelles de l'approche intersectionnelle réside dans la difficulté de conserver des bases ontologiques distinctes aux rapports sociaux tout en présentant ceux-ci comme unifiés sur le plan empirique. Comme le résume bien Walby (2007), l'intersectionnalité requiert

“a concept of system that does not insist that gender has a institutionally different base (e.g. culture, family) from that of class (rooted in the economic), but allows both class and gender to have ontological depth, each constituted in all these domains”

La difficulté théorique de l'intersectionnalité est ici de réconcilier la contradiction entre d'un côté (1) des « catégories ayant des bases ontologiques distinctes et irréductibles » (Bilge 2010) et de l'autre côté (2) le fait qu'on veuille présenter ces catégories comme inséparables et se produisant mutuellement. Ce type d'analyse conduit alors à des tensions fortes entre les différentes catégories sociales qui sont alors renvoyées à des instances analytiques différentes : ainsi pour Yuval-Davis (citée dans Bilge 2010), la classe renverrait à l'économie, le genre au discours et la race aux processus de clôture sociale qui produisent de l'inclusion et de l'exclusion. Ici, le genre est non seulement séparé des rapports sociaux d'exploitation dans lequel il s'inscrit, mais ces

rappports sociaux ont complètement disparus au profit de la discursivité. Les identités de classe, de genre et de race étant incommensurables, radicalement séparées sur le plan ontologique, elles se alors trouvent isolées les unes des autres, ce qui empêche de penser le rapport de domination comme étant « mouvant et historique » (Dorlin 2005).

Les concepts de consubstantialité et de coextensivité des rapports sociaux, développés par Kergoat (2009), nous semblent être un pas vers la solution théorique du problème. Ces concepts renvoient respectivement au caractère unifié, non segmenté des rapports sociaux d'une part (consubstantialité), et à leur caractère de co-production et de renforcement mutuel d'autre part (coextensivité). Ils évitent un certain nombre d'écueils, dont ceux de réifier les catégories sociales et de figer des identités en des construits a-historiques. Le concept de *rapport social* pensé comme un rapport de production permet alors de replacer sur le même plan ontologique, celui des *pratiques sociales* constituées autour d'un enjeu, les différentes catégories « identitaire » de l'analyse sociologique.

Kergoat suggère, en plus de re-matérialiser l'analyse, de procéder à l'historicisation des rapports sociaux pour rendre compte de leur caractère dynamique et mouvant, ainsi que de tenter de « cerner des invariants dans les principes de fonctionnement des rapports sociaux » (Kergoat 2009). Or le projet de la sociologie historique cherche à éviter de réifier et de figer les catégories d'analyses se présentant comme des « évidences » empiriques; de même, il cherche à identifier, dans la contingence des situations particulières, les processus sociaux récurrents et de longue durée qui émergent de l'histoire (McMichael 1990). La sociologie historique nous semble par conséquent particulièrement indiquée pour faire progresser l'analyse des rapports sociaux dans une optique consubstantielle.

1.2.4 Le problème de la généralisation et rôle de la théorie

Dans une entreprise comme la nôtre, il nous apparaît impossible de procéder par une méthode purement inductive, qui voudrait construire une explication en multipliant les études de cas empiriques et en ne proposant d'hypothèses plus générales qu'à partir de la multiplication de cas particuliers, la validité de la généralisation étant alors fondée sur un principe probabiliste. Nous croyons qu'une des principales forces de la sociologie historique est qu'elle cherche à modéliser les processus sociohistoriques de longue durée qui ont structurés les catégories d'analyses, catégories qui se présentent trop souvent comme des évidences empiriques aux sociologues peu préoccupés par l'histoire. Cela veut donc dire que nous ne résignons pas à ne produire qu'un savoir contextuel et spécifique qui n'aurait aucune portée générale. Comme le soulignent Calhoun (1998) et McMichael (1990), un des principaux objectifs de la sociologie historique est de produire des idéaux-types de processus sociaux qui, bien qu'historiquement spécifiques, s'inscrivent sur une longue durée.

À l'opposé, la sociologie historique appelle à se méfier des théories purement déductives, qui plaquent de manière transhistorique des normes d'action sociales et des mécanismes sociaux sur des situations spécifiques dans lesquelles ces normes et mécanismes soit (1) n'existent tout simplement pas ou (2) prennent, de par le contexte dans lequel l'action se déroule, une signification tout autre que celle que voudrait lui donner la théorie.

C'est pourquoi nous nous proposons, selon la suggestion de Burrawoy (1998), de procéder à un aller-retour entre l'empirique et le théorique, de sorte que la théorie soit en mesure de fournir un éclairage suffisant pour nous permettre certaines généralisations, et que l'empirique puisse, tout au long de notre travail, contribuer à modifier la théorie de départ pour que celle-ci sorte améliorée et historicisée du processus de

recherche. Ainsi, ce ne sont pas des procédures méthodologiques définies à l'avance qui garantissent le caractère scientifique de l'entreprise, mais plutôt le fait que la théorie a été en mesure, durant le processus, de se rapprocher des faits empiriques. Plutôt que d'avoir comme objectif d'établir une vérité plus ou moins définitive sur le monde extérieur, comme le voudrait le positivisme, nous proposons donc une démarche qui vise à améliorer la théorie existante par une confrontation continue à la fois avec les faits et avec ses propres présuppositions ontologiques.

CHAPITRE II

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE DANS LA CHINE IMPÉRIALE (1000-1845)

Les rapports de sexage dans la Chine impériale tardive se développent en fonction d'une structuration particulière de l'économie politique qui fait place à deux modes de production interreliés au centre desquels se trouve la patricorporation. Dans cette unité sociale qui forme la base de la société, l'appropriation du travail et du corps des femmes joue un rôle prépondérant et se trouve intégrée dans des rapports de parenté juridiquement institués. Ces rapports se manifestent d'abord dans une division du travail qui confie aux femmes un rôle prépondérant dans la petite production marchande centrée sur le textile, puis par la pratique du bandage des pieds et de l'infanticide féminin. Alors que le développement économique prend une tendance involutive, les femmes se verront graduellement dépouillées de la place centrale qu'elles occupaient dans la production du textile et leur savoir traditionnel sera exproprié par les hommes. Reléguées aux tâches déqualifiées les moins valorisées, le prestige social des femmes sera graduellement recentré sur leur rôle d'épouses et de mères, alors que les jeunes femmes seront de plus en plus traitées comme des marchandises. L'idéologie néoconfucéenne constituera la face idéale de ces rapports d'appropriation.

2.1 La Chine des Tang écartelée: la dernière dynastie féodale et la transition vers l'empire tardif

Durant la période allant grossièrement du 4^e siècle au 9^e siècle, la Chine impériale était dominée par quelques centaines de grandes familles claniques, organisées en lignées, qui monopolisaient une grande partie des postes officiels dans la bureaucratie impériale et dans la fonction publique parce qu'elles contrôlaient l'accès aux listes de candidatures recommandées pour les postes officiels. Ces clans, qui se mariaient entre eux, jouissaient d'un immense prestige social associé à leur mainmise sur la fonction publique, sur les postes de gouverneurs militaires et sur la magistrature et se retrouvaient donc dans une situation où ils étaient en mesure de s'assurer non seulement d'une hégémonie politique, mais également de capter une grande partie du surproduit social à leur profit (Hartwell 1982; Johnson 1977; Johnson c1977.; Tackett 2008).

À cette époque, le coeur économique et démographique de la Chine était situé dans les grandes plaines septentrionales qui pratiquaient une agriculture céréalière basée sur le millet, le blé et l'orge (Hartwell 1982; Skinner 1985). Dans ces régions, le développement des techniques agricoles avait atteint un grand degré de perfectionnement dès le 6^e siècle, mais la productivité agricole restait dépendante à la fois des économies d'échelles que permettent les grandes surfaces de culture et des investissements dans le bétail et dans la machinerie à traction animale. Ce sont en effet ces deux facteurs qui rendirent possible l'augmentation de la productivité en permettant de cultiver des étendues de terre plus larges et en fournissant des fertilisants organiques (Bray 1997).

Ce type de développement économique était associé avec la constitution de grands domaines agricoles dans les mains des familles dominantes qui étaient les seules à disposer des ressources nécessaires à ce genre de consolidation. Alors qu'à sa fonda-

tion la dynastie Tang¹⁶ avait redistribué relativement également les terres aux paysans (McDermott 1984; Grove et Esherick 1980), une dynamique de centralisation de la propriété vit le jour sous l'impulsion d'officiels profitant de leur position privilégiée dans l'appareil d'État pour accroître leurs domaines. Officiellement, le *juan-tian*, ou système de partage équitable des champs était en vigueur à l'époque des Tang¹⁷, mais dès le 6e siècle le rapport de force entre les paysans, l'empire et l'aristocratie terrienne – qui monopolise les postes de fonctionnaires – rend l'État impérial incapable d'intervenir directement dans le partage des terres (Golas 1980). Les transactions foncières privées deviennent alors monnaie courante, renforçant la position économique de l'aristocratie terrienne. Aux terres attribuées aux fonctionnaires par l'État impérial en récompense de leurs services venaient donc s'ajouter celles achetées illégalement à des paysans ruinés, les terres saisies illégalement par les fonctionnaires ainsi que celles ponctionnées sur le domaine public par les gouverneurs militaires (Lamouroux 1995; Bray 1997) si bien qu'à la fin des Tang (906) et durant la période des Cinq Dynasties qui suivit, de larges domaines conféraient un caractère latifundiaire à la production agricole (McDermott 1984).

Cette situation économique-politique permettait à l'aristocratie terrienne du nord de la Chine de se poser en rival sérieux du pouvoir impérial (Bray 1997) et de fait, les conflits politiques entre les puissants clans et l'empire précipitèrent la rébellion d'An Lushang (755-763) qui provoqua un affaiblissement du pouvoir central au profit des gouverneurs militaires régionaux et insuffla une dynamique de fragmentation de la souveraineté politique (Edwards 2009; Jakov Smith 2009) ainsi qu'un affaiblissement des capacités extractives de l'État central qui comptait, pour assurer son financement, sur un impôt en nature largement capté par l'aristocratie (Lamouroux 1995).

16 Une chronologie des dynasties impériales est offerte à l'annexe A.

17 Dans ce système, l'État impérial possède toutes les terres et les distribuent équitablement aux paysans en échange d'une corvée et du paiement d'un impôt constitué par une portion des récoltes.

La réaction des Tang face aux difficultés du pouvoir central aura des conséquences économiques, politiques et sociales à long terme sur la dynamique de développement de la Chine impériale. D'abord, profitant de nouvelles découvertes technologiques permettant une intensification de la riziculture (Bray 1997; Hartwell 1982), l'État impérial adoptera une politique de colonisation et de développement économique du delta du Yangtze qui lui permettait de recréer un lien direct avec les producteurs dans une région où les terres n'étaient pas monopolisées par l'aristocratie terrienne, évitant ainsi que ses revenus fiscaux ne soient captés par les grands propriétaires terriens (Lamouroux 1995). Cette politique, qui exigeait la construction de polders pour gagner des terres arables sur les mers et de grands canaux pour acheminer la production agricole aux confins de l'empire (Hartwell 1982; Lamouroux 1995), eut aussi pour effet de provoquer une diversification des cultures, de stimuler le commerce¹⁸ et de favoriser la croissance d'une petite production marchande (Lamouroux 1995). En effet, si la riziculture exige une main-d'oeuvre abondante lors de la transplantation et de la récolte, à d'autres périodes elle est peu exigeante, ce qui permet aux paysans de s'occuper de diverses cultures commerciales et de s'investir dans la production domestique de marchandises (Bray 1997). Graduellement, la sériciculture et la production textile en vinrent à occuper une place prépondérante dans cette nouvelle économie politique, un développement favorisé par le fait que les soieries jouaient un rôle monétaire majeur dans un empire caractérisé par l'instabilité de ses devises métalliques (Lamouroux 1995) En conséquence, à partir du tournant du millénaire, le centre de gravité de l'économie chinoise impériale sera déplacé des plaines du nord vers le delta du Yangtze (Hartwell 1982; Skinner 1985).

Deuxièmement, cette politique de colonisation du delta du Yangtze fut accompagnée par le développement d'une fiscalité nouvelle qui cherchait à diversifier les sources de

18 "Development was the result of interregional integration brought about by a fiscal system which artificially reduced freight costs by subsidizing the transport of tax revenues and state purchases, frequently in the form of grain, from distant areas." (Hartwell 1982)

revenus de l'État impérial – et surtout à éviter la captation des revenus impériaux par l'aristocratie et les fonctionnaires corrompus - par l'instauration de nouvelles taxes sur le commerce et la création de monopoles (Hartwell 1982; Lamouroux 1995; Liu 2015). Les prélèvements fiscaux effectués en nature sur les céréales furent ainsi partiellement remplacés par des tributs payés en tissus, renforçant ainsi le rôle monétaire des soieries (Lamouroux 1995) et l'importance de la petite production marchande dans les stratégies économiques des familles paysannes.

Troisièmement, l'État impérial procédera à un renforcement institutionnel de la famille comme unité économique de base de la production, dont l'objectif était de stabiliser la population paysanne par l'application d'une politique de division égale des terres entre les mâles d'une lignée (Bray 1997; Birge 2002). L'administration impériale inscrira cette coutume dans la loi et encadrera de manière serrée les possibilités de déroger au principe de division égale des terres entre les héritiers mâles (Birge 2002). Le code Tang, élaboré à partir du 7^e siècle, est refondu en 737 et retire légalement aux chefs de famille la possibilité de diviser la propriété familiale au profit de leurs aînés, qui pouvaient auparavant être favorisés parce qu'on considérait qu'il leur incombait des responsabilités particulières dans l'entretien du culte des ancêtres (Birge 2002). De même, l'État favorisait de plus en plus la famille comme unité économique de base de la production (Birge 2002). Ces changements législatifs, qui viennent consacrer officiellement la fin du *juan-tian*, visaient fort probablement à limiter la centralisation terres dans les mains des grandes familles aristocratiques (Bray 1997).

À terme, malgré les stratégies suivies par le pouvoir impérial pour s'imposer face à l'aristocratie terrienne, la dynastie Tang s'effondrera et la Chine connaîtra quelques décennies de fragmentation politique durant la période des Cinq dynasties (220-589). Cependant, les changements intervenus sous les Tang auront jeté plusieurs des fonde-

ments économiques, sociaux et institutionnels qui permettront l'émergence et la prospérité de la dynastie des Song (Jakov Smith 2009).

2.2 La Chine impériale tardive: structure sociale

2.2.1 La dynastie des Song: un point tournant

Les quelque deux cents ans que dureront la dynastie des Song sont généralement présentés comme un tournant dans la dynamique historique de la Chine impériale (Golas 1980). Tant sur le plan du développement économique¹⁹ (Huang 1990; Pomeranz 2001; Pomeranz 2000; Brenner et Isett 2002; Gates 1996a) qu'en ce qui concerne les rapports sociaux de sexe (Birge 2002; Blake 1994; Gates 1989; Gates 1996a) et l'histoire intellectuelle - marquée par l'apparition du néoconfucianisme (Birge 2002; Rainey 2010) – la dynamique historique qui débute durant cette période se perpétuera jusqu'à la fin de la Chine impériale et aura un profond impact sur les rapports de force entre les classes jusque dans la République Chinoise (1911-1949)²⁰.

2.2.2 La commercialisation et l'émergence des élites locales dans la Chine impériale tardive

Les conséquences de la politique de développement économique et de la concurrence entre élites aristocratiques et impériales sous les Tang jetèrent les bases de l'extension

19 Notons ici de manière préliminaire que les interprétations de cette dynamique varient énormément entre les différents auteurs. Nous y reviendrons.

20 "It is generally recognized that the period of transition from the later part of the T'ang dynasty to the Sung dynasty (in other words, the tenth to the thirteenth centuries) constituted a watershed in Chinese history. In the economic sphere [...] this took the form of a number of major changes. The state-controlled land tenure system gave way to private property [...] and there were corresponding alterations in the structure of taxation. An upsurge in agricultural productivity took place, connected in part with the intensified development of the Kiangnan [south of the Yangzi River] region. [...] There was an increase in internal and overseas trade, while the volume of money in circulation rose and credit instruments enjoyed a much wider use than previously." (Shiba 1970, 1). Sur l'expansion du commerce dans la Chine des Ming, voir Rawski (1985).

commerciale de longue durée que va vivre la Chine impériale tardive (960-1911). D'une manière générale, la Chine des Song voit exploser le commerce et l'urbanisation atteint des sommets, alors que les sciences, les arts et la vie culturelle et intellectuelle se développent à un rythme inégalé. Les innovations politiques, sociales et légales foisonnent (Hartwell 1982), alors que l'industrie textile (Bray 1997; Bray 1994), l'extraction du charbon et du fer prennent leur essor (Hartwell 1962) et qu'apparaissent plusieurs innovations financières qui permettent une plus grande marchandisation des terres et facilitent les transactions commerciales (Shiba 1970; Golas 1980).

À la dynamique de régionalisation du pouvoir politique que nous venons d'évoquer vient aussi se coupler une croissance de la spécialisation économique régionale qui permet aux surplus dégagés par les paysans de circuler dans un vaste réseau de centre urbains qui ne cessera de s'étendre durant les siècles suivants (Shiba 1970). À cet égard, les travaux de Skinner (Skinner 1964; Skinner 1965; Skinner 1971) dressent un portrait de l'organisation spatiale de la Chine impériale tardive qui permet de saisir le rôle central joué par les nouvelles élites commerciales dans la vie sociale et précise le rôle des villes régionales dans l'organisation politico-économique de l'empire. Pour lui, la vie des communautés paysannes tournait autour des quelques dizaines de milliers de villes commerciales qui offraient à la paysannerie l'opportunité d'écouler leur petite production marchande autour desquelles gravitaient quelques dizaines de villages.

En tant que centres administratifs, les villes jouaient aussi un rôle primordial en étant le siège de plusieurs organisations centrales dans la vie sociale: les temples, les lignées, les sociétés secrètes, les milices et les administrations menant à bien les projets d'irrigation et de contrôle des eaux – essentiels pour la survie des polders – étaient des organisations basées dans ces villes (Skocpol 1976). Or, fait crucial

souligné par Scokpol (1976) ces organisations étaient dirigées non pas par des paysans, mais par les membres lettrés des élites locales qui étaient la plupart du temps des propriétaires terriens habitant dans les villes, absents de leur exploitation agricole et qui vivaient d'une multitude de sources de revenus alliant commerce, rente foncière et captation de revenus de taxation. Ces élites locales développaient aussi entre elles des liens puissants au niveau régional, où en plus du commerce et des alliances matrimoniales, elles étaient appelées à gérer des infrastructures d'irrigation et de contrôle des eaux ainsi que des milices destinées à lutter contre le banditisme (Ebrey et Watson 1986).

Ces élites locales s'intégraient aussi, au niveau national, dans la sphère politique grâce au système des examens, par-lequel étaient choisis les fonctionnaires, qui sous les Song s'ouvrit à tous les hommes indépendamment de leurs titres héréditaires (Lee 1985; Elman 1991). En partie conçue comme une politique destinée à saper le pouvoir de l'ancienne aristocratie Tang et comme un moyen de renforcer le pouvoir impérial aux confins de l'empire (Elman 1991; Lee 1985), cette ouverture de la fonction publique aux hommes éduqués marque l'apparition d'une alliance nouvelle entre l'administration impériale et les élites au niveau local et régional (Hartwell 1982). Ainsi, un des changements les plus importants a intervenir sous les Song fut probablement le déclin de l'aristocratie terrienne qui avait jusque-là monopolisé les postes importants dans la fonction publique (Elman 1991; Johnson c1977.). Sous la pression de la croissance démographique, le rôle politique et économique joué par les élites locales et régionales dépourvues de titres héréditaires devint dominant, un phénomène qui fut aussi facilité par l'expansion du commerce (Hartwell 1982).

Le système des examens permettait aux familles suffisamment aisées d'espérer pouvoir s'intégrer dans le système politique impérial. Les stratégies de reproduction suivies par ces familles exigeaient généralement d'importants investissements dans

l'éducation d'un homme de la famille qui, après une vingtaine d'années d'études des classiques confucéens, pouvait espérer être reçu comme fonctionnaire. L'atteinte d'un tel statut permettait à un tel homme de faire profiter sa patricorporation des ressources de l'État impérial et de d'intégrer sa famille dans les réseaux de pouvoir qui gravitaient autour de l'État (Lee 1985; Elman 1991).

2.2.3 Les classes sociales dans la Chine impériale tardive: petite production marchande et mode de production tributaire

Au bas de la hiérarchie de classe se trouvaient les familles paysannes qui ne possédaient pas suffisamment de terres pour pouvoir subvenir à leurs besoins, et qui étaient obligées de louer des parcelles à des propriétaires terriens et de vendre leur force de travail à des paysans plus aisés, ainsi que les esclaves et les personnes dépendantes (Johnson 1985). Au sommet de la hiérarchie trônaient les élites jouissant de privilèges légaux non-héréditaires. Exemptés de la plupart des taxes et des impôts, ils bénéficiaient aussi d'un traitement préférentiel face à la justice et pouvaient porter les insignes de leur rang. Ce groupe était principalement composé des fonctionnaires actifs ou retraités ainsi que des officiers militaires, et son accès était régi soit par le système des examens soit par l'achat de titres (Johnson 1985). Entre ces deux groupes on retrouvait les familles capables de subvenir à leurs besoins – et qui pouvaient être relativement riches –, mais qui, ne faisant pas partie de la fonction publique, ne jouissaient d'aucun privilège légal vis-à-vis des autres hommes du commun (Johnson 1985).

Les différences de classe entre les élites et les paysans ne passaient donc pas, comme dans l'Europe médiévale, par l'obtention de titres héréditaires sur les terres qui permettaient à l'aristocratie de pomper à son profit les surproduits agricoles produit par les paysans, mais plutôt par deux modes principaux d'extraction des surplus qui défin-

issent, selon les termes de l'anthropologue Hill Gates (Gates 1996a; Gates 1989) deux modes de production différents, dont un domine l'autre. Si en effet on prends en considération la manière dont le surplus est extrait du producteur direct par les classes dominantes pour définir empiriquement ce qu'est un mode de production (Marx 1902) la structure de l'économie politique de la Chine impériale permet de dégager deux ensembles de mécanismes d'extraction des surplus: la petite production marchande et le mode de production tributaire.

Par mode de production tributaire, Gates (1989; 1996a) envisage une économie où un tribut en nature, en argent ou en travail est extrait des producteurs directs – principalement des paysans – et utilisé par la classe dirigeante pour entretenir l'État, fournir certains services publics (notamment l'irrigation et les greniers de secours servant dans les cas de famine) et soutenir le mode de vie ostentatoire des dirigeants officiels et de la cour impériale. L'accès aux mécanismes d'extraction des surplus caractéristique de ce mode de production était régulé par le système des examens et garantissait prestige, pouvoir et richesses aux familles des hommes qui y parvenaient, et en faisait légalement des individus privilégiés (Lee 1985; Elman 1991). Dans le mode de production tributaire, qui est dominant, le surtravail est donc pompé des producteurs directs paysans par une classe de fonctionnaires d'État disposant des moyens de coercition.

À côté de ce mode d'extraction du surtravail constitué politiquement coexistait une petite production marchande non-capitaliste²¹ (ci après PPM) qui avait mené à l'émergence d'un important réseau d'échange marchand soutenant des villes et une classe de

21 Nous la qualifions de non-capitaliste car les acteurs et actrices de ce type de production avaient toujours l'occasion de soutenir leur existence à l'aide de l'auto-production (Gates 1989). Par conséquent, ces acteurs et actrices n'étaient pas dépendants du marché pour assurer leur reproduction biologique et sociale, un critère qui est déterminant pour caractériser le capitalisme, car il détermine l'obligation de procéder à des investissements productifs sous la pression de la concurrence. Sur la question de la dépendance au marché, voir Wood (2002a).

marchands prospère (Gates 1989; Gates 1996a). Les surplus étaient, dans ce mode de production, extraits par les propriétaires des moyens de production des mains des diverses catégories de non-propriétaires: paysans sans terre ou avec des lots insuffisants, fermiers locataires, journaliers agricoles, petits artisans, petits producteurs paysans et salariés saisonniers²². Les terres, le travail et le capital circulaient sur le marché, et les moyens de production étaient de la propriété privée (Gates 1989; Gates 1996a; Grove et Esherick 1980; Rawski 1985).

2.2.4 Compétition et mobilité sociale

L'absence de droits héréditaires politiquement constitués sur les terres et les postes dans la fonction publique, couplée avec le PPM, a eu pour effet de créer un système de compétition caractérisé par une relative mobilité sociale à l'intérieur d'un continuum constitué de trois groupes: les propriétaires de capital qui engageaient des salariés, les propriétaires de capital qui travaillaient majoritairement sans salariés et ceux qui dépendaient principalement du travail salarié pour survivre (Gates 1989; Gates 1996a).

Même si beaucoup d'accent a été mis dans la littérature scientifique sur la capacité des hommes du commun à accéder aux postes de fonctionnaires via le système des examens, de tels cas demeuraient relativement rares et demandaient d'investir d'énormes ressources en éducation. Il fallait au moins trois générations pour qu'une famille soit en mesure de voir un de ses héritiers avoir du succès aux examens, et les taux d'échec étaient très élevés (Kracke 1947; Ho 2008)

22 Dans les régions de riziculture, les paysans pauvres travaillaient leurs champs une partie de l'année et travaillaient comme ouvrier agricoles une autre partie. Ces paysans, qui n'avaient pas suffisamment de terres pour soutenir la totalité des besoins de consommation de la famille, formaient probablement la majorité des salariés agricoles, à tout le moins dans le delta du Yangtze (Huang 1990).

À l'intérieur de la PMM, les familles pouvaient donc accumuler des terres, de l'argent et des ressources sur plusieurs générations jusqu'à ce qu'elles puissent atteindre un niveau où elles pouvaient louer des terres, engager des salariés ou investir dans des opérations financières bénéfiques, devenir intermédiaire commercial ou investir dans diverses activités commerciales pour espérer dégager suffisamment de revenus pour soutenir un candidat aux examens; mais elles pouvaient aussi s'endetter auprès des marchands ou des élites locales, dilapider leurs avoirs ou – le cas le plus fréquent – voire leurs propriétés divisées par l'héritage et retomber dans les rangs de la paysannerie pauvre (Skocpol 1976; Gates 1989; Gates 1996a; Johnson 1985).

Ainsi, les relations entre le mode de production tributaire (qui offrait le plus de prestige et le plus de stabilité à la classe dominante) et la petite production marchande (qui offrait des possibilités d'ascension sociale, mais maintenait aussi les familles dans des situations économiques précaires) sont-elles caractérisées par la domination du premier, plus stable, sur le deuxième. Alors que les élites pouvaient espérer pouvoir être insérées dans l'appareil d'État par leur richesses et leur monopole relatif sur le capital culturel, ce qui leur garantissait une plus grande capacité à capter les surplus via le tribut et renforçait leur position sur le marché, les familles paysannes étaient constamment soumises à une double pression: d'un côté payer le tribut et de l'autre conserver et étendre sa propriété pour espérer un jour pouvoir vivre une mobilité sociale ascendante.

2.3 Le système familial, les femmes et la propriété dans la Chine impériale tardive

2.3.1 Les familles

La famille chinoise traditionnelle se définit comme un groupe de personnes qui vivent sous le même toit, qui produisent et consomment collectivement, et qui partagent un budget collectif (Ebrey et Watson 1986; Gates 1989; Gates 1996a), ce que résume assez bien le concept confucéen de « vie collective, propriété commune » (Birge 2002). Même si les données historiques disponibles sur l'organisation sociale chinoise d'avant la dynastie des Song sont relativement maigres, il est néanmoins largement admis que la famille traditionnelle chinoise était régie par les principes de la patrilinéarité²³, du mariage patrilocal exogame²⁴ et de l'autorité patriarcale. Les aînés masculins jouissaient généralement d'une autorité déterminante et légalement instituée sur les affaires de la famille, mais aussi sur les autres membres de l'unité familiale sur lesquels ils disposaient de pouvoirs étendus, notamment celui de faire appliquer la loi et d'administrer des châtiments pouvant aller jusqu'à la mort (Ebrey 1984; Gates 1989; Gates 1996a; Birge 2002).

À l'intérieur des familles, les hommes aînés étaient donc juridiquement les chefs et se trouvaient politiquement intégrés à l'État en y payant un tribut (Gates 1989; Gates 1996a; Jian 2003) ce dernier étant par-ailleurs représenté comme une grande famille au sommet de laquelle l'empereur régnait. Une hiérarchie intra-familiale, renforcée par l'idéologie confucianiste et inscrite dans le concept de piété filiale, venait aussi consacrer la supériorité des frères aînés sur les cadets, des hommes sur les femmes, et

23 La patrilinéarité, un principe qui veut que l'appartenance à une lignée passe par les descendants masculins implique que l'appartenance à une famille était transmise par le père.

24 Le mariage patrilocal exogame implique que le: 1) les femmes mariées vont vivre dans la famille de leurs maris (patrilocalité) et 2) qu'elles sont mariées à l'extérieur des réseaux constitués par la parenté (exogamie).

des aînés en général sur les plus jeunes (Birge 2002; Ko, Haboush et Piggott 2003; Rainey 2010) Dans la tradition confucéenne, la piété filiale stipulait que les enfants avaient une dette inextinguible envers leurs parents, parce que ceux-ci leur avaient donné la vie et avaient investis temps et ressources dans leur éducation et pour subvenir à leurs besoins. Cette dette, qui s'étendait envers toutes les générations ascendantes, justifiait à son tour le devoir d'obéissance envers les parents et le culte des ancêtres pratiqué dans toute la Chine traditionnelle (Rainey 2010)

2.3.2 La patricorporation: la propriété encadrée dans les rapports de parenté

La forme de propriété caractéristique de la Chine impériale n'était pas individuelle, mais collective (Birge 2002), et, à partir de la dynastie des Song, dérivait d'une structure juridique créée par l'État impérial pour gérer la taxation et pour permettre le culte des ancêtres: la patricorporation. Cette organisation était basée sur les réseaux de parenté constitués par les familles et les lignées, et formait la cellule de base de la production et de l'ordre social et politique (Birge 2002; Ebrey et Watson 1986; Gates 1989; Gates 1996a; Huang 1990; Ruskola 2000), d'autant plus que seules les patricorporations voyaient leurs droits de propriété protégées par la loi (Gates 1989). Elles jouaient donc un rôle économique, juridique et social central et se trouvaient à intégrer les familles dans une institution directement subordonnée à l'État (Gates 1989). La plupart des patricorporations se limitaient au foyer domestique et aux membres de la famille immédiate, et dès les Song la taille des exploitations agricole restait relativement faible, ne nécessitant que le travail des membres du foyer (Golas 1980). Mais dans certaines familles plus riches, elle pouvait aussi se développer sur la base d'une lignée (Jian 2003).

Le culte des ancêtres, très répandu en Chine, est probablement un des meilleurs révélateurs de l'importance politique et économique que jouaient les lignées dans

l'organisation sociale de la Chine impériale. Ces lignées étaient des groupes organisés, pouvant être constitués en patricorporation, de descendants d'un ancêtre mâle commun, réel ou imaginé, et pouvaient posséder légalement diverses formes de propriété. Dans la plupart des cas, ces organisations ne possédaient qu'un temple destiné au culte de leur ancêtre communs, et quelquefois des terrains permettant de dégager les revenus nécessaires à la pratique du culte et l'entretien du temple. Dans certains cas plus rares, toutefois, ces lignées pouvaient posséder des terres, des commerces et de temples, et fournissaient – à partir des Song - des écoles destinées aux jeunes hommes voulant tenter leurs chances aux examens donnant accès à la fonction publique. En outre, elles pouvaient aussi fournir de l'aide à ses membres les plus pauvres (Ebrey et Watson 1986; Ruskola 2000).

Parmi les élites, les lignées jouaient un rôle assez étendu et regroupaient d'autres familles issues d'une même lignée mâle, mais restaient généralement contrôlée par les hommes les plus éduqués et les plus riches (Watson 1981). Elles pouvaient notamment s'étendre des centres urbains vers les villages environnants – où ses membres étaient généralement plus pauvres et recevaient de l'aide de la lignée - donnant ainsi une base sociale paysanne aux élites urbaines et fournissant un bassin d'hommes de main mobilisables en cas de conflits politiques ou pour servir dans les milices locales luttant contre le banditisme (Watson 1981).

2.3.3 Les femmes dans les patricorporations

Les patricorporations étaient les institutions dans lesquelles les producteurs directs interagissaient autant avec le mode de production tributaire – pour lequel elles étaient l'unité de taxation de base – qu'avec la petite production marchande – la propriété y étant imbriquée avec le foyer domestique. Le contrôle exercé par les aînés mâles sur les membres de la famille qui étaient leurs subalternes pouvait alors allouer leur trav-

ail soit vers le mode de production tributaire ou vers la petite production marchande. À cheval sur les deux modes de production, la patricorporation était par conséquent le lieu où les interactions entre ces deux modes voyaient le jour et venaient influencer fortement les stratégies économiques des familles.

Le fait que les droits de propriété étaient conçus comme une sous-catégorie du droit de la famille (Gates 1989) se trouvait à encadrer les rapports de production dans les relations de parenté et permettait aux formes de domination patriarcales spécifiques à la structure familiale chinoise de jouer un rôle important dans l'extraction des surplus aux producteurs directs. À l'intérieur de la famille les aînés mâles étaient en mesure de canaliser ces surplus à leurs profit. Les femmes et les plus jeunes étaient en effet enjoins, tant moralement (par le confucianisme) que légalement, à produire plus que leur consommation personnelle pour permettre aux patricorporations d'accumuler terres et richesses qui se transmettaient aux mâles des générations suivantes par héritage (Gates 1989; Gates 1996a; Cantin 2009).

D'une manière générale, la patrilinéarité empêchait les femmes d'avoir une emprise sur la gestion des actifs de la famille, car elles étaient exclues de la définition des lignées et étaient considérées comme appartenant à la lignée de leurs maris. Le mariage patrilocal exogame créait de son côté des clôtures sociales²⁵ entre les femmes et les hommes. Dans la mesure où les premières étaient destinées à quitter leur famille au moment du mariage, elles étaient en effet exclues des décisions concernant les activi-

25 Le concept de clôture sociale provient des notions de relations sociales ouvertes et fermées chez Weber : "Nous dirons d'une relation sociale (peu importe qu'elle soit une communalisation ou une sociation) qu'elle est « ouverte » vers l'extérieur [...] lorsque et tant que, d'après les règlements en vigueur, on n'interdit à quiconque est effectivement en mesure de le faire, et le désire, de participer à l'activité orientée réciproquement selon le contenu significatif qui la constitue. Nous dirons par contre qu'elle est « fermée » vers l'extérieur [...] tant que, et dans la mesure où, son contenu significatif ou ses règlements en vigueur excluent, ou bien limitent, la participation, ou la lient à des conditions." (Weber 2003, 82)

tés et les actifs de leur famille d'origine²⁶. De plus, comme elles arrivaient dans la famille et le village du mari lors du mariage, elles étaient considérées durant une longue période comme des étrangères et étaient confinées à la périphérie des réseaux sociaux villageois et ainsi généralement exclues de la vie politique, ce qu'exprime bien le confucianisme qui associe les femmes à l'intérieur, au domestique et à la maison, et les hommes à l'extérieur et au public (Rainey 2010)²⁷.

2.3.4 La division sexuelle du travail

Ces clôtures sociales et l'association des femmes avec l'intérieur se reproduisaient aussi dans une division sexuelle du travail dont le modèle classique s'exprime bien dans le diction traditionnel: "les hommes labourent et les femmes tissent": la fabrication des tissus était en effet, avant les Song, entièrement entre les mains des femmes (Bray 1994). Cette conception, déjà formulée au 5e siècle avant notre ère, avait été institutionnalisée dans le système fiscal qui exigeait de chaque foyer le paiement d'une taxe en céréale et d'une autre taxe en textile (Bray 1994; Lamouroux 1995).

Les besoins de l'État, tant pour habiller et nourrir l'armée et pour nourrir la fonction publique que pour la consommation ostentatoire de soieries destinées à l'élite aristocratique, exerçaient une forte pression sur les familles paysannes pour qu'elles s'engagent à la fois dans des activités agricoles et dans une petite production textile. Si elle demeurait rudimentaire et demandait peu de moyens techniques, cette production exigeait néanmoins un important savoir-faire qui se transmettait de mère en fille et constituait un domaine de spécialisation féminin (Bray 1994). Mais sous l'influence de la

26 Symboliquement, cet état de fait transparait dans la place donnée aux femmes dans la généalogie des lignées: si elles naissent dans la lignée de leur père, dès le mariage elles sont transférées à la lignée de leur mari, et perdent ainsi accès aux ressources matérielles et relationnelles que pouvaient conférer l'appartenance à la lignée paternelle.

27 Il faut bien sûr nuancer cette affirmation, les femmes pouvant maintenir des liens affectifs très forts avec leurs familles d'origine, avec leurs enfants utérins et avec les autres femmes du village (Watson 1981).

dynamique de développement involutive suivie par la Chine impériale tardive, cette division du travail va évoluer vers une mainmise de plus en plus importante des opérations prestigieuses et du savoir-faire nécessaire à la production textile par les hommes.

2.3.5 Trajectoire de développement de la Chine impériale tardive

Le haut niveau de commercialisation a suscité des débats sur le type de développement économique suivi la Chine impériale tardive. Sous l'impulsion de chercheurs chinois, qui cherchaient à imputer le retard de développement de la Chine au colonialisme occidental, puis dans les travaux de chercheurs japonais influencés par une lecture néo-marxiste (qui restait néanmoins très smithienne²⁸) du développement économique, une vaste littérature a cherché à identifier des germes de capitalisme dont l'émergence de la commercialisation et du salariat ainsi que l'essor des villes seraient des symptômes²⁹.

Cependant, une telle lecture de la dynamique de développement de la Chine impériale se bute à des obstacles empiriques importants qui réduisent sa portée heuristique: comment en effet expliquer la divergence croissante dans le niveau de développement entre d'un côté une Europe capitaliste menée par l'Angleterre et de l'autre une Chine impériale relativement arriérée (Huang 1991; Brenner et Isett 2002) ? L'impact du colonialisme ne saurait ici fournir une réponse adéquate, comme le souligne Huang (1991), dans la mesure où la faiblesse militaire de la Chine ainsi que la puissance militaire Britannique est fortement corrélée avec le niveau de développement économique, ce qui implique que dès avant la série de défaites militaires de la deux-

28 Pour une critique approfondie de certaines variantes du marxisme empruntant plutôt à la théorie du développement économique de Smith qu'à celle du Marx du Capital, voir Robert Brenner (1976)

29 Pour un survol de la littérature japonaise sur la question, voir Grove et Esherick (1980) Sur la littérature chinoise, voir Huang (1991).

ième moitié du XIXe siècle, la Chine impériale avait déjà cumulé un important retard sur l'occident³⁰.

Les travaux de Phillip Huang (1990) sur le développement économique dans le delta du Yangtze durant la période impériale tardive ont montré, à notre avis de manière convaincante, qu'une des erreurs commises par les tenants de la théorie des germes de capitalisme était d'assumer que l'extension du commerce dans les sociétés paysannes menait, d'une manière déterministe et quasiment téléologique, vers le développement du capitalisme. Dans cette théorie en effet, la sympathie mutuelle qu'ils éprouvent les uns pour les autres pousserait les humains à échanger, ce qui leur permettrait de se spécialiser dans les activités où ils seraient plus efficaces. La spécialisation permettrait ainsi d'améliorer la productivité en accroissant l'habileté, en faisant gagner du temps et par l'utilisation de machines, ce qui mènerait à l'apparition d'un surproduit agricole soutenant la croissance des villes. L'effet agrégé de la recherche du profit individuel causerait alors une amélioration matérielle pour tous par les mécanismes du commerce et de la division du travail. Le développement de la division du travail serait ici le moteur du développement économique et mènerait à une différenciation sociale entre villes et campagnes et entre les classes sociales, et à la création des manufactures. Dans ce modèle, plus la division du travail se développe, plus la propriété se généralise, et plus l'État qui protège cette dernière se légitime, ce qui aboutit en fin de compte à une économie capitaliste (Clarke 1982; Dellemotte 2002; Dellemotte 2009; Schmeder et Boyer 1990).

Reprenant le modèle élaboré par Chayanov (Chayanov 1986) Huang montre comment les familles paysannes chinoises n'adoptaient pas un comportement typiquement capitaliste face aux pressions démographiques. En effet, les fermiers capitalistes vont

30 Comme l'on bien montré Brenner et Isett (2002) tant au niveau de la productivité agricole qu'au niveau des capacités industrielles ou de l'urbanisation, l'Angleterre était déjà fortement en avance sur la Chine dès le début du XIXe siècle.

cesser d'utiliser du travail salarié dès que leur retour sur investissement descend sous le salaire du marché, car cela impliquerait un rendement négatif. Par contre, les familles paysannes vont continuer à investir du travail tant que les besoins de consommation de la famille ne sont pas couverts, même si le rendement de ce travail est largement sous le salaire du marché ou s'il n'est que très peu productif (Chayanov 1986; Huang 1990) Dans une économie paysanne dominée par l'auto-production familiale, un tel comportement est parfaitement rationnel, comme le souligne Huang:

“(...) if a peasant family has more labor than its farm needs under optimal conditions, and if that labor is unable (or unwilling) to find alternative employment in an already oversupplied labor market, it would be perfectly "rational" for the family to put this "surplus" household labor to work for very low returns, since such labor has little or no "opportunity cost.”” (Huang 1990, 11)

Dans le delta du Yangtze, la réduction graduelle de la taille des fermes, effet de la division constante des terres entre les héritiers mâles, aurait de plus en plus favorisé ce type d'utilisation du travail, alors que la sécurisation des droits des paysans sur la couche arable des sols aurait empêché l'expulsion des paysans de leurs terres et la création d'un prolétariat agricole typique du mouvement anglais des enclosures (Brenner et Isett 2002)³¹. À la fin des Ming (1368-1644) puis sous les Qing (1644-1911), l'introduction des cultivars issus du nouveau monde, comme le maïs, le tabac et la patate douce, aurait aussi favorisé une intensification de l'agriculture en augmentant la productivité à l'hectare et en stabilisant les rendements, ce qui aurait permis aux

31 En Chine, le droit foncier distingue depuis très longtemps la propriété des couches arables de la propriété du sous-sol (Hsing 2010). Dans la Chine impériale tardive, le sous-sol est commercialisable et sa valeur est régie par le marché, mais l'usage des couches arables ne l'est pas et demeure régi par la coutume et les édits impériaux. Cela a eu pour effet que les propriétaires terriens pouvaient s'échanger la propriété du sous-sol, mais ne pouvaient pas priver les paysans de leur droit d'usage sur les couches arables. Ainsi, l'achat d'une terre par un propriétaire terrien lui donnait le droit de percevoir un loyer en tant que propriétaire du sous-sol, mais le niveau du loyer lui-même restait lié aux couches arables et était donc soumis à un contrôle coutumier et non aux forces du marché (Brenner et Isett 2002).

patricorporations d'assurer leur pérenité dans un contexte de fractionnement croissant des terres (Mazumdar 1998). Le type de rationalité économique conditionné à la fois par l'introduction de nouvelles cultures et par la sécurisation des droits de propriété des paysans aurait alors conditionné un développement involutif, dans lequel le volume total de la production augmentait, mais au prix d'un rendement de moins en moins important par journée de travail (Huang 1990). Confrontée à une pression démographique de plus en plus importante et à la diminution de la taille de leurs exploitations, les patricorporations auraient donc réagi en allouant de plus en plus de travail à des activités liées à la petite production marchande pour faire face aux besoins de consommation des familles, ce qui aurait soutenu la tendance lourde à la commercialisation de l'économie de la Chine impériale tardive, mais le tout dans une configuration spécifique où la productivité de chaque unité de travail ajoutée diminuait (Huang 1990).

CHAPITRE III

LES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT INVOLUTIF DE LA CHINE IMPÉRIALE TARDIVE

Ce tableau relativement statique de la condition des femmes dans le système familial et productif de la Chine impériale masque toutefois mal les évolutions historiques qui se nouent autour des enjeux de la propriété des patricorporations et de la division sexuelle du travail. En fonction du contexte politique, du type de développement économique et de changements dans les coutumes et dans le droit, les femmes pouvaient jouir d'un important prestige et d'une grande autonomie, ou bien être marginalisées et réduites à des statuts subalternes. À partir du grand changement social qui s'amorce sous les Song, la situation des femmes va toutefois se dégrader rapidement sous l'impulsion d'une dynamique de développement économique involutive qui coïncera la Chine dans une trajectoire de développement malthusienne et relèguera graduellement les femmes au rôle d'épouses et de mères. D'importants changements dans les droits de propriété et dans la division sexuelle du travail menèrent alors à une marchandisation des femmes, à leur relégation à des rôles reproducteurs et à un contrôle accru sur leur corps qui pris la forme bien connue du bandage des pieds.

3.1 L'évolution des droits de propriété et le renforcement des patricorporations

Le code Tang avait, nous l'avons souligné, resserré les droits de propriété autour de la patricorporation, mais au moins jusqu'à la fin des Song la propriété des femmes est restée distincte de celle des hommes. La coutume et l'interprétation que les magistrats

donnèrent au code Tang conféra toutefois aux femmes des droits de propriété réels sur les actifs qu'elles apportaient dans la famille de leurs maris, souvent sous forme de dot (Birge 2002; Jian 2003). De même, la dot était généralement conçue comme constituant la part de l'héritage des femmes qui se mariaient. Elle pouvait être substantielle et représentait souvent une part relativement égale des actifs familiaux, de sorte que la division du patrimoine familial entre les descendants d'une lignée n'excluait pas totalement les femmes (Birge 2002; Jian 2003).

Une telle structure de propriété donnait aux femmes une réelle légitimité qui leur permettait de participer à la gestion des affaires de la famille, d'autant plus que cette répartition de la propriété facilitait le divorce en permettant aux familles d'origine des mariées de récupérer la dot lors de la rupture du mariage (Birge 2002; Jian 2003). Ainsi, il n'était pas rare que ce soient des femmes, et non des hommes, qui signent les contrats et qui gèrent les affaires de la famille, notamment en cas de veuvage, et ce même après que l'aîné mâle soit en âge d'assumer des responsabilités de chef de famille (Birge 2002).

Le droit d'héritage des femmes eut pour effet de priver les patricorporations de plusieurs actifs qui quittaient alors la lignée parternelle avec les femmes qui se mariaient, bouleversant ainsi l'ordre patriarcal traditionnel et menaçant le pouvoir des chefs de famille, qui devait compter avec l'indépendance économique de leurs épouses. L'idéal confucéen faisant de la famille le centre de l'organisation sociale, jusqu'ici plus ou moins arrimé avec les pratiques sociales durant les périodes historiques antérieures, se trouva alors fragilisé. L'apparition d'une propriété privée personnelle dévolue aux femmes, concomitante avec l'essor commercial de la fin des Tang et du début des Song, était en effet incompatible avec le principe de "vie collective, propriété commune" qui faisait de la famille l'unité économique de base de la société (Birge 2002).

Pour l'État impérial, cette évolution eu aussi des conséquences fiscales importantes, la patricorporation étant l'unité de base du système fiscal (Liu 2015). L'émergence d'une petite production marchande avait déjà remis en cause les capacités extractrices de l'État impérial basées sur la captation des revenus fonciers, et l'État avait réagi en diversifiant ses sources de revenus en développant une fiscalité indirecte (Liu 2015). Mais via la propriété des femmes, la petite production marchande favorisa aussi l'apparition d'unités de production séparées des patricorporations (Gates 1989). En se situant à l'extérieur du périmètre d'extraction du surtravail de l'État impérial, ces nouvelles formes de propriété menaçaient la capacité extractrice de l'État à un moment où, probablement sous la pression de la réduction de la taille des exploitations, les revenus en provenance de la production agricole pouvaient difficilement être augmentés³².

Parallèlement à ces évolutions, la conquête de la Chine par les Mongols en 1260 – qui inaugurent ainsi la dynastie Yuan - vint renforcer la nécessité de recentrer les capacités extractrices de l'État sur la patricorporation. Le système fiscal mongol, contrairement à celui des Song, insistait plus sur l'importance de la corvée effectuée par les hommes que sur la multiplication des taxes indirectes (Birge 2002), dont l'effectivité avait de toute façon été compromise par le déclin du commerce causé par les destructions d'infrastructures liées à la conquête (Liu 2015). De plus, l'emphase des Yuan sur le contrôle des personnes plutôt que sur la gestion du territoire nécessitait un renforcement des patricorporations et une réaffirmation de la patrilinéarité pour s'assurer de la survie des lignées, qui servaient d'institution de classification et de contrôle de la population (Birge 2002).

32 Liu (2015) retrace l'évolution des revenus fiscaux de l'État impérial sous les Song et constate effectivement une réduction de la part des revenus liés aux taxes foncières, qui passent de 67% en 997 à 32% en 1077.

La réaction de l'État impérial face à ces tendances de fond fut donc de renforcer juridiquement la patricorporation, en interdisant à toute autre forme d'unité économique de jouir de droits de propriété et en confiant cette propriété uniquement aux hommes (Gates 1989). À partir des Yuan en effet, le droit à la propriété des femmes – qui était distinct sous les Tang et les Song - fut de plus en plus encadré dans celui de la patricorporation, une forme qu'il gardera durant les Ming et les Qing. Jusque sous les Song, les femmes pouvaient garder des droits sur ce qu'elles amenaient dans le mariage par la dot, mais à partir des Yuan leur dot appartient entièrement à leur belle-famille et elles doivent l'y laisser en cas de divorce ou de veuvage (Birge 2002).

Les droits matrimoniaux des femmes furent aussi érodés et leur liberté de remariage après un veuvage ou un divorce fut soumise à l'approbation de leur belle-famille. Sous les Yuan, la pratique du lévirat³³ - introduite en Chine par les mongols – gagna en popularité et permettait aux familles des maris de consolider leur position par-rapport à celles des familles des femmes (Birge 2002). Elle fut par la suite interdite sous les Ming, mais fut déterminante, selon Birge, en cela qu'elle fit disparaître la vieille coutume chinoise voulant que les veuves retournent dans leur famille d'origine après la mort de leur mari au profit de la coutume mongole, qui fait obligation aux veuves de demeurer dans la famille du mari.

3.2 La synthèse néo-confucéenne

Le statut de subordination juridique des femmes fut aussi renforcé et justifié par l'apparition de la synthèse néo-confucéenne comme idéologie d'État officielle³⁴. Elle

33 Le lévirat est un type de mariage dans lequel le frère du défunt marie la veuve de son frère pour pouvoir perpétuer la lignée.

34 Dans la Chine impériale, les œuvres classiques, parmi lesquelles celle de Confucius occupent une place prépondérante, guidaient l'ensemble des actions des fonctionnaires. Par conséquent, la synthèse néo-confucéenne eu un effet équivalent sur l'application du droit à celui que joue, chez nous, la doctrine juridique.

mettait l'accent sur la chasteté des femmes, sur leur obéissance, leur devoir de sacrifice pour la famille, sur l'importance de la patrilinéarité et enjoignait les femmes à produire plus que leur consommation. De plus, le néo-confucianisme redonnait une place centrale à l'homologie entre la patricorporation et l'ordre politique impérial, inscrivant les deux hiérarchies dans un ordre cosmologique englobant (Gates 1989).

La philosophie de Confucius est née et a été propagée à l'origine durant la période des Royaumes combattants³⁵, un moment de fragmentation politique caractérisé par plusieurs conflits militaires importants. Ce contexte historique explique probablement en partie l'insistance des philosophes confucéens sur les vertus de piété filiale et de respect de l'autorité, ainsi que l'importance accordée à l'harmonie sociale et à la famille comme base de la civilisation (Rainey 2010). Le confucianisme considérait l'humain comme un être social dont l'existence débutait dans la famille, seule capable de faire d'une personne un être humain à part entière, doté de langage et de culture, et considérait qu'une dette inextinguible liait par conséquent les individus à leurs familles, ce qui justifiait à son tour le concept de piété filiale que nous avons abordé précédemment (Berthrong et Nagai-Berthrong 2000).

La philosophie confucéenne insistait aussi sur le *ren*, un concept proche de l'idée de bienveillance, qui devait guider les actions des hommes et les inciter à s'éduquer tout au long de leur vie. Pour eux, les vertus d'honnêteté, de piété filiale, de sincérité, de sagesse, et de compassion formaient un idéal à poursuivre, mais ne pouvaient être atteintes que par l'application d'un strict rituel qui définissait la manière vertueuse d'agir dans le monde social et dans le monde politique (Rainey 2010). L'ordre politique impérial était largement conçu sur le modèle de l'homologie avec la famille.

35 Période de désunion politique et de conflits entre les diverses branches de l'aristocratie, les Royaumes Combattants durent environ du 5e siècle au 2e siècle avant notre ère.

Ces dernières avaient une dette inextinguible envers l'État qui, en retour, avait des obligations envers elles: ne pas les accabler de taxes, maintenir les systèmes d'irrigation nécessaires à l'agriculture, fournir une protection militaire, entretenir des greniers d'urgence en cas de famine par exemple. Ces préceptes moraux visaient à maintenir une harmonie sociale sans laquelle la civilisation semblait impossible et inscrivaient les individus dans un ensemble social qui les englobaient et les définissaient. Le concept de piété filiale, dans un tel cadre, induisait une idéologie autoritaire et justifiait un ordre social extrêmement hiérarchisé dans lequel le devoir de chacun était d'obéir même quand le respect d'un ordre semblait immoral³⁶. Ainsi la hiérarchie politique se trouvait-elle justifiée par le confucianisme.

Les textes confucéens définissaient aussi un ensemble de règles pour les hommes et les femmes qui justifiaient la séparation entre les sexes et cherchaient à institutionnaliser dans les rituels la notion voulant que les hommes appartiennent au monde extérieur et les femmes au monde intérieur (Jacka 1997; Rainey 2010). Les règles morales promues par le confucianisme contenaient aussi des normes matrimoniales, valorisaient le mariage patrilocal exogame et présentaient les femmes comme liées par des obligations strictes aux familles de leurs maris et à l'autorité patriarcale.

Concurrencé par le bouddhisme, le légisme et le taoïsme, le confucianisme ne s'impose toutefois réellement comme doctrine d'État qu'à partir des Yuan (Liu 1973), sous l'impulsion d'une synthèse effectuée entre des éléments disparates de plusieurs courants philosophiques. Face aux changements apportés par la commercialisation accrue, puis par la conquête mongole de l'empire Song, les penseurs néo-confucéens élaborèrent une doctrine destinée à "régénérer la morale et réduire l'insécurité financière" (Birge 2002, 197, notre traduction).

36 Le fils vertueux avait le devoir d'informer son supérieur de son désaccord, mais devait en définitive obéir aux ordres de son aîné (Rainey 2010).

Par le renforcement de la patricorporation, ils espéraient resserrer les liens sociaux qui unissaient les membres d'une même famille et créer un environnement moral dans lequel chacun ferait partie d'un système englobant qui fournissait l'occasion à tous de contribuer au bien collectif de la famille, et par extension, de la société dans son ensemble (Birge 2002). En enjoignant les femmes et les enfants à produire plus que leur consommation personnelle, les penseurs néo-confucéens offraient une norme d'action sociale qui visait à pérenniser la position des patricorporations, et au même moment ils subsumaient les intérêts et la contribution économique des femmes sous une entité indifférenciée et perçue comme universelle, la patricorporation, qui restait néanmoins dominée juridiquement et moralement par les hommes.

La propriété individuelle, dans un tel cadre, était vue comme un facteur d'érosion du principe de "vie collective, budget commun" qui, nous l'avons vu, était au centre de la conception confucéenne de la famille. Elle se trouvait aussi à éroder le pouvoir des chefs de familles sur lequel reposait largement – via le concept de piété filiale – le destin de l'harmonie sociale tant recherchée par les philosophes confucéens (Birge 2002; Jian 2003). Ainsi, non seulement l'autorité des chefs de famille se trouvait-elle minée, mais de plus cette érosion était conçue comme menaçant l'ordre social tout entier³⁷.

Dans ce cadre, le droit au remariage après le veuvage et le droit au divorce firent l'objet d'une attention particulière. Pour les penseurs néoconfucéens les stricts, la seule famille légitime de la mariée était celle de son mari; son travail, sa propriété et ses enfants devaient appartenir à son mari, puis après sa mort à la famille de ce dernier (Birge 2002). De plus en plus, la responsabilité morale en cas de divorce ou de séparation familiale fut imputée au manque de vertu des femmes: leur jalousie et leur

37 Ce discours, qui date du 13^e siècle chinois, n'est pas sans rappeler les positions défendues par certains néo-conservateurs actuels, qui voient dans l'érosion de la structure autoritaire de la famille une dynamique menant tout droit à l'anomie et à la dissolution du lien social.

égoïsme étaient pointés du doigt comme les causes majeures dans ces événements familiaux (Jian 2003).

3.3 La commercialisation et l'évolution de la division sexuelle du travail

La synthèse néo-confucéenne et les changements politico-juridiques qui l'accompagnèrent a probablement été le résultat d'une alliance politique entre d'un côté une classe de fonctionnaires cherchant à maintenir ses capacités d'extraction de surtravail sur la paysannerie et de l'autre côté une classe de sexe, au sommet de laquelle on retrouvait les chefs des patricorporations qui avaient aussi un intérêt important à restaurer la centralité de la patricorporation et du pouvoir patriarcal³⁸. L'effritement de la patricorporation sous l'effet conjugué de l'explosion commerciale du XI^e siècle et d'un pouvoir féminin renforcé ne menaçait effectivement pas seulement les patriarches, mais aussi les capacités extractrices de l'État impérial, qui vit ses revenus fonciers chuter drastiquement sous les Songs. Après la conquête mongole et le recul du commerce qu'elle provoque, la politique de taxation indirecte de l'État cessa de suffire aux besoins de l'État impérial, et les coutumes familiales mongoles – qui avaient pour effet de renforcer le pouvoir patriarcal dans la famille – durent apparaître de plus en plus attirantes à une partie des chefs de familles qui y virent une manière de renforcer leur position sociale à un moment où l'instabilité économique amenée par la guerre de conquête avait déjà fragilisée leur position. Dans ce cadre, l'interaction entre les besoins de l'État tributaire et la synthèse néo-confucéenne permis de siniser les nouvelles coutumes familiales mongoles, qui dès lors devirent une partie intégrante du “social compact” de la Chine impériale tardive.

38 Le système de sexage qui en résulte est donc, comme le veut la théorie de Guillaumin, le résultat d'une appropriation collective, de classe, et non d'une appropriation individuelle.

L'interaction entre la commercialisation, qui reprends son essor sous les Ming (Rawski 1985), et les facteurs institutionnels liés aux capacités d'extraction de l'État impérial vont aussi modifier la division sexuelle du travail. Sous l'impulsion des nouvelles relations sociales de propriété qui prennent forme sous les Song et les Yuan, qui sont marquées par une réduction des droits de propriété des femmes et un renforcement de la famille patriarcale, les femmes vont en effet voir leur savoir traditionnel être exproprié par les hommes.

Jusqu'à la fin de la dynastie Song, la commercialisation avait probablement ouvert un certain nombre d'opportunités aux femmes chinoises tout en renforçant leur position à l'intérieur des patricorporations (Bray 1994; Gates 1989; Gates 1996a). En effet, la production commerciale de loin la plus importante était celle du textile, et les femmes constituaient non seulement la presque totalité de la main-d'oeuvre nécessaire aux opérations de filage et de tissage, mais étaient aussi responsable de la gestion de la production et possédaient le savoir-faire technique nécessaire pour mener à bien la production (Bray 1994; Bray 1997). L'apport de la production textile aux revenus des patricorporations n'était pas non plus négligeable, leur contribution économique pouvant être égale, et quelquefois supérieure, à celle de l'agriculture pratiquée par les hommes (Gamble 1968)³⁹.

En étant affectées à la production marchande, les femmes prirent aussi en charge la commercialisation de la production et purent nouer des contacts et des alliances à l'extérieur des patricorporations : elles avaient notamment, sous les Tang, le droit de signer des contrats et de se remarier après la mort du mari ou après un divorce; les femmes des classes plus aisées étaient éduquées, pouvaient écrire, et jouaient un rôle politique important (Gates 1989). Les femmes de toutes classes n'avaient pas, en

39 Bray (1994) cite notamment le cas d'une famille décrite dans *Le Traité d'Agriculture* de Chen Fu (1149) pour laquelle la production séricole, le filage et le tissage d'étoffes pouvait rapporter suffisamment pour nourrir une famille de 10 personnes durant un an.

outre, les pieds bandés (Gates 1989). De même, la mainmise des femmes sur le savoir-faire textile rendait leur contribution à l'économie domestique particulièrement visible, mais avait aussi pour effet d'augmenter leur prestige et donc leur position de pouvoir et leur valeur sur le « marché matrimonial ».

Cependant, sous l'effet d'une triple évolution, le rôle joué par les femmes dans la production textile va se dégrader jusqu'à ce qu'elles se trouvent reléguées aux tâches les moins prestigieuses impliquant moins de savoir-faire. D'abord, la monétarisation rapide de l'économie sous les Song avait commencé à éroder le modèle fiscal traditionnel des impôts en nature, sous forme de grain pour les hommes et de tissus pour les femmes. En effet, de plus en plus les contributions fiscales pouvaient être faites en argent, de sorte que la division sexuelle du travail institutionnalisée dans le système fiscal se trouva remise en question. Le prestige dont jouissait la production textile dans l'équilibre économique intrafamilial s'en trouva modifié en rendant indifférenciées les diverses contributions économiques:

la contribution des femmes aux besoins de l'État , pour autant qu'elle existât encore, s'est trouvée dissoute dans l'indistinction des contributions monétaires du foyer. (Bray 1994, 814)

Ensuite, la politique économique de l'empire amena la production de soieries de luxe à se concentrer graduellement dans des manufactures d'État sous le contrôle de fonctionnaires masculins alors que les intermédiaires commerciaux liés au pouvoir politique cherchaient à créer et conserver des monopoles sur le commerce des bobines de soie. Un espèce de "putting-out system" s'établit alors entre les paysannes produisant les matériaux de base et les commerçants liés aux fabriques d'État qui captaient ainsi de plus en plus la valeur ajoutée des produits textiles de luxe⁴⁰. Ainsi, le savoir-faire

40 Le rôle de ces intermédiaires commerciaux dans le jeu politique caractéristique de la dynastie Song est bien décrit par Lamouroux (2002)

traditionnel des femmes et le prestige qui y était lié fût-il transféré aux hommes responsables de la production dans ces manufactures, alors que la production déqualifiée et moins prestigieuse des textiles bruts et du fil fut laissée aux femmes paysannes (Bray 1994): les paysannes continuèrent en effet à dominer les opérations de tissage et de filage de la soie, puis du coton, jusqu'à l'avènement de la révolution industrielle (Brown et al. 2012).

Dans les régions économiquement développées de la Chine, comme le delta du Yangtze et le Guandong, les cultures cotonnières, qui commencent à remplacer la soie dès le XVI^e siècle, (Bray 1994; Bray 1997; Cantin 2009), pourront s'arrimer à cette structure marchande et la relation entre les producteurs domestiques de coton et les commerçants restera dominée par ces derniers (Bray 1994). La division sexuelle du travail qui s'était établie à partir des Song persistera donc, d'autant plus que le contexte institutionnel dans lequel sont apparus les changements technologiques amenés par l'apparition du coton donna probablement l'occasion aux hommes d'investir les nouveaux domaines de spécialisation à plus forte valeur ajoutée.

Finalement, la division constante des terres rendait le travail des hommes aux champs de plus en plus redondant et dégagait d'importants surplus de travail inutilisés qui en vinrent progressivement à investir la petite production marchande et à se mêler aux femmes de leur domaine de travail traditionnel (Huang 1990). De la même manière que la monétarisation de la taxation avait contribué à la dissolution de la spécificité du travail féminin dans l'ensemble indifférencié de la patricorporation, l'investissement des hommes dans les domaines traditionnellement féminins eut pour effet d'invisibiliser la contribution des femmes à la famille et de bouleverser l'équilibre économique intra familial (Bray 1994).

Or, dans un contexte où la patricorporation est légalement dominée par les hommes et où la transmission de la propriété se fait d'une manière patrilinéaire, de tels changements affectent profondément et durablement la distribution du pouvoir entre les sexes. La dissolution de la contribution spécifique des femmes dans l'ensemble indifférencié de la patricorporation marquait donc la dévaluation et l'invisibilisation de ce travail, car l'ensemble de la structure juridico-politique de la patricorporation était traversé par une asymétrie de pouvoir entre les sexes et était immergé dans une culture androcentriste, si bien qu'à la fin des Ming et au début des Qing, la proto-industrie textile était largement dominée par les hommes, et ce même si le gros du travail restait effectué par les femmes (Bray 1994; Bray 1997).

Ce n'est que plus tard, lors de l'apparition des métiers à tisser industriels durant la deuxième moitié du XIXe siècle que la situation se renversera (Bray 1994). Comme nous le verrons au chapitre 4 la déqualification de la production textile concomitante à l'apparition de nouveaux procédés industriels précipitera en effet la disparition des opérations les plus qualifiées et marginalisera une production textile domestique de moins en moins rentable (So 1986). Toutefois, sous l'effet d'une abondance de main-d'oeuvre pouvant concurrencer la production industrielle, et suite à de nombreuses luttes populaires contre l'introduction des métiers à tisser mécanique, il fallu attendre aux années 1930 avant que la production textile industrielle ne devienne dominante en Chine (Xinwu et Min 1988).

3.4 La marchandisation des femmes dans la trajectoire de développement involutive: des rapports de sexage qui s'intensifient

C'est dans le cadre de la restauration patriarcale néo-confucéenne que les femmes deviendront de plus en plus considérées comme des marchandises, dont la force de travail et le corps pouvaient faire l'objet de transactions marchandes. Alors que se

généraliseront les pratiques du bandage des pieds et de l'infanticide féminin, le prestige social des femmes sera de plus en plus lié à leur rôle de mère et d'épouses, plaçant les jeunes femmes non-mariées dans une situation de subordination accrue et les rendant sujettes à une intensification de leur exploitation.

3.1.1 L'émergence de la pratique du bandage des pieds

À partir des Song et des Yuan, la pratique du bandage des pieds commence à se répandre dans la Chine impériale (Fairbank 2010; Van Gulik 1989; Levy 1966). Inscrit dans la vision du monde néo-confucéenne assignant les femmes à l'intérieur, cette pratique, qui fut en transmise de générations en générations, affecta environ un milliard de femmes durant une période d'un millénaire (Fairbank 2010). Fairbank décrit ainsi la méthode utilisée:

Le traitement infligé aux pieds des jeunes filles pour les rendre petits – ne dépassant pas 8 cm de préférence – consistait à maintenir les quatre petits orteils pressés sous l'arcade métatarsienne ou voûte plantaire, afin de la rendre plus étroite. En même temps, on les raccourcissait en forçant le gros orteil à se rapprocher du talon, imposant à la cambrure une forme arquée. Cela provoquait une fracture de la cambrure et le pied ne pouvait supporter aucun poids, sauf sur le talon. (Fairbank 2010, 111)

Longtemps considéré comme une pratique essentiellement érotique destinée à modeler le corps des femmes pour les rendre sexuellement attrayantes aux yeux des hommes⁴¹, ou bien comme une manière pour les femmes des classes supérieures de se distinguer en montrant qu'elles n'étaient pas contraintes à travailler, le bandage des pieds a cependant fait l'objet d'une évaluation plus complète de la part d'historiennes et d'anthropologues féministes pour qui les explications centrées sur l'érotisme ou la distinction sociale, en sous-estimant l'apport économique des femmes, se trouvaient à

41 Van Gulik (1989) et Levy (1966) sont les précurseurs de cette interprétation.

laisser de côté les explications du phénomène centrées autour de l'appropriation de leur travail (Blake 1994; Bossen et al. 2011; Brown et al. 2012; Gates 2001; Gates 1989).

Alors que les explications en termes de distinctions sociales, tirant leur interprétation des idées Veblen (1994), sont incapables d'expliquer la prévalence des pieds bandés dans les classes populaires, les explications centrées sur l'érotisme ne sont pas plus convaincantes. En effet, bien qu'ayant été l'objet d'une littérature importante – de nombreux livres anciens décrivant les nombreux usages sexuels pouvant être fait des pieds bandés (Blake 1994; Gates 2001) – l'érotisation du bandage des pieds et son inscription dans la vision du monde confucéenne fonctionnait plutôt comme un processus culturel inscrit dans un rapport de force entre les hommes et les femmes qui avait pour effet de masquer l'importante contribution économique des femmes sur le plan de la petite production marchande comme sur le plan du travail reproductif (Blake 1994).

Il est indéniable que le bandage des pieds est une des caractéristiques les plus spectaculaires de la différenciation sociale qui s'opère entre les sexes dans la Chine impériale tardive, et il est possible de lier cette pratique à la construction sociale de la force de travail féminine en considérant que cette différenciation sociale jouait aussi un rôle important dans l'institutionnalisation de la division sexuelle du travail (Bossen et al. 2011). Ainsi, le bandage des pieds peut être vu une forme de discipline de la force de travail féminine permettant de lui faire acquérir les habiletés nécessaires au rôle qui lui était dévolu dans la production textile tout en l'empêchant de prendre part au travail agricole réservé aux hommes (Gates 2001; Bossen et al. 2011; Brown et al. 2012). La pratique du bandage des pieds aurait été une manière, pour les mères, de limiter la mobilité des jeunes filles pour qu'elles puissent continuer à les surveiller et qu'elles restent disponibles pour les aider dans les opérations de filage et de tissage

propres à la petite production marchande de textile (Bossen et al. 2011; Brown et al. 2012).

La pratique du bandage des pieds serait donc liée à l'émergence de la petite production marchande, une hypothèse soutenue par une analyse historique de la production de textile en Chine. En effet, à mesure qu'au Xxe siècle la mécanisation de l'industrie textile progressait, les usines remplaçant graduellement le travail effectué par les femmes dans le cadre de l'économie domestique, la prévalence du bandage des pieds diminuait aussi (Bossen et al. 2011; Gates 2001; Brown et al. 2012). Une analyse des variations régionales de la prévalence du bandage des pieds indique aussi que celui-ci était peu fréquent, voire dévalorisé, dans les régions où les femmes contribuaient plus aux travaux agricoles (Blake 1994).

Ce n'est donc probablement pas un hasard si la pratique du bandage des pieds commence à se répandre dans la Chine impériale au moment où la petite production marchande commence à prendre une importance cruciale dans les stratégies économiques des familles: l'attachement des femmes à la terre étant rompu, la limitation de la mobilité des femmes devint un enjeu important pour réaffirmer leur dépendance envers la patricorporation. En limitant la mobilité des femmes, le bandage des pieds instaurait un contrôle effectif et permanent qui était inscrit dans le corps des femmes et qui venait renforcer l'appropriation de ces dernières par les hommes (Fairbank 2010; Blake 1994). En inscrivant ce rôle dans le corps, elle marquait en permanence les jeunes filles des signes extérieurs de leur place dans la hiérarchie sociale et dans la division du travail, renforçant ainsi leur désirabilité sur le marché matrimonial où elles étaient pour cette raison considérées comme soumises et obéissantes, d'où l'érotisation croissante de la coutume.

3.1.2 Vente des filles, mariage et infanticide: le précaire équilibre de la main-d'oeuvre dans les patricorporation

C'est aussi dans le cadre de la dynamique de développement involutive que les pratiques de la vente des femmes et de l'infanticide féminin (Gates 1989). À partir de la dynastie des Song en effet, plusieurs marchés de vente de femmes et d'esclaves apparaissent. Dans un contexte où la Chine est prise dans une spirale de développement malthusienne menant à un important surplus de main-d'œuvre (Brenner et Isett 2002; Huang 1990), la vente des femmes constitue alors un moyen, avec l'infanticide des filles, pour les corporations patrilocales de gérer l'équilibre entre les ressources disponibles et la survie. Les effets combinés du développement involutifs et des stratégies de reproduction des familles face aux contraintes et aux opportunités liées au mode de production tributaire eurent un impact structurant sur la gestion de cet équilibre.

Dans ce cadre, la pression constante exercée par l'accroissement démographique et la division constante des terres sur les ressources des foyers domestiques va conditionner les décisions des patricorporations. En effet, une réduction notable de la surface cultivée par personne de 20% à 40%⁴² commence, sous les Ming, à exercer une forte pression économique sur les familles. Combinée avec des pressions démographiques constantes qui sature l'occupation du territoire et interdit d'ouvrir de nouvelles terres à la culture⁴³, cette dynamique de développement contribue à réduire la productivité du travail agricole, car les familles paysannes répondent à cette pression en intensifiant l'agriculture et en allouant du travail aux activités moins productives de la petite production marchande (Huang 1990; Brenner et Isett 2002). Dans les siècles qui suivent l'instauration de la dynastie Ming, cette spirale malthusienne précipitera une crise écologique, car l'intensification de l'agriculture en réaction à la division con-

42 Heijdra estime que la surface cultivée par personne passe de 5 Mu en 1400 à une fourchette contenue entre 4,1 et 3,2 Mu en 1600 (Heijdra 2008, 452).

43 Ce qui avait été, nous l'avons vu, une possibilité ouverte sous les Tang n'était plus praticable dans la Chine impériale tardive (Bray 2008).

stante des exploitations agricoles épuisa les sols et contribua à la déforestation, ce qui causa en retour des problèmes majeurs dus à l'érosion (Brenner et Isett 2002).

Dans de telles conditions, les mécanismes malthusiens de réajustement "naturels" de la population prédisent une diminution de la population qui viendrait ré-équilibrer le rapport entre population et ressources naturelles (Malthus 2010). La diminution importante de l'espérance de vie de la population chinoise âgée de plus de 15 ans entre 1500 et 1800⁴⁴ paraît de prime abord avaliser cette thèse, mais comme le soulignent plusieurs démographes, de tels réajustements sont – du moins en Chine - loins d'être seulement le résultat direct de la famine ou de la maladie (Lee, Feng et Campbell 1994; Lee et Feng 1999; Lee et Feng 2006; Lavelly et Wong 1998).

L'infanticide, la vente ou bien l'abandon et la négligence d'enfants constituent des méthodes de planning familial souvent plus attirantes que la contraception, dans la mesure où elles permettent aux parents non seulement d'espacer les naissances, mais aussi leur permet de sélectionner leur progéniture sur la base du sexe et de l'état de santé des enfants (Skinner 1997). Dans la société patriarcale de la Chine impériale tardive, une telle logique d'action entraîne des conséquences différenciées en fonction des sexes, ce qu'illustre bien les taux d'infanticide féminins: dans certains milieux paysans du nord, l'infanticide pouvait tuer jusqu'à un quart des filles (Lee et Campbell 2007), une situation aussi applicable à plusieurs autres régions (Lee et Feng 2006).

Si dans les classes aisées les causes de l'infanticide féminin sont souvent liées à la nécessité pour les familles des femmes mariées de fournir une dot souvent trop élevée pour leurs moyens (Lee, Feng et Campbell 1994; Mungello 2008), dans les classes populaires la prévalence du phénomène s'explique plutôt par une conjonction de fac-

44 En fonction des régions, l'espérance de vie des adultes de plus de 15 ans oscille entre 56 et 66 ans en 1500, alors que toute les régions, sauf le Hunnan et le nord de la Chine seront sous les 50 ans en 1800 (Heijdra 2008, 437)

teurs institutionnels et économiques. La pratique du mariage patrilocal exogame faisait en sorte, nous l'avons vu, de décourager l'investissement des familles dans l'éducation et l'entretien des filles, qui étaient destinées à quitter les familles et étaient en conséquence vues comme un fardeau économique. L'attrait pour les naissances masculines était de son côté d'autant plus élevé qu'un garçon atteignant l'âge adulte était considéré comme une forme d'assurance-vieillesse pour les parents.

De plus, la survie de la partricorporation au travers des générations était liée aux naissances masculines, à cause de la structure des droits de propriété qui excluait les femmes de la définition des lignées. Le système des examens, qui donnait accès aux ressources du mode de production tributaire, était quant à lui réservé aux hommes, alors que l'évolution de la division du travail dans la petite production marchande avait fait en sorte de cantonner les femmes dans les activités à faible productivité et faible valeur ajoutée, abaissant ainsi leur prestige social. Pour toutes ces raisons, l'infanticide ne touchait généralement que les garçons handicapés ou chroniquement malades (Lee et Feng 2006), les filles en étaient les principales victimes.

Alors que les naissances pouvaient être régulées par la contraception et l'infanticide, l'adoption et le mariage constituaient des moyens de régulation de la force de travail qui de plus en plus prirent la forme de transactions commerciales, surtout dans les régions où la commercialisation de l'économie était la plus avancée (Gates 1989; Gates 1996a). Sous le couvert d'un système de parenté officiellement reconnu par l'État impérial se développa un marché aux esclaves dans lequel les jeunes filles étaient vendues et achetées lors de transactions qui se présentaient comme des contrats d'adoption ou de mariage, mais qui étaient marquées par l'échange d'importantes sommes

d'argent déguisées sous la forme de “prix de la fiancée”⁴⁵ (Watson 1980; Gates 1996a; Fiskesjö 2011).

La pratique de l'adoption montre bien, dans ce cas, comment la subsumption de la gestion de la force travail sous les rapports de parenté avait pour effet de transformer les femmes en marchandises pouvant faire l'objet de transactions commerciales. L'adoption avait pour effet d'inclure l'enfant adopté dans les rapports de parenté de la nouvelle famille et faisait en sorte qu'il était intégré dans la hiérarchie intrafamiliale et acquérait les droits – eux-mêmes garantis par le système de justice- liés à son statut dans cette hiérarchie. Dans le cas des garçons, l'adoption était non seulement un ajout définitif à la patricorporation⁴⁶, mais avait aussi pour effet d'introduire dans la lignée un nouveau prétendant à la propriété familiale, ce qui ne pouvait être intéressant que lorsque les patricorporations ne disposaient pas d'héritiers (Watson 1980). À l'inverse, l'ajout d'une fille n'était pas forcément permanent, et ne perturbait pas la répartition intrafamiliale de la propriété puisqu'elle n'avait aucun droit sur cette dernière (Watson 1980).

Dans de telles circonstances, l'adoption d'une jeune fille fournissait beaucoup plus de flexibilité dans l'allocation du travail. Dans le climat économique hautement compétitif de la petite production marchande, où les familles pouvaient en quelques générations connaître une ascension sociale importante ou bien être reléguées à la pauvreté la plus dénudée, un tel avantage pouvait faire la différence entre richesse et pauvreté. Pour cette raison, la Chine impériale tardive possédait “un des marchés d'échange de personnes humaines le plus important et le plus complet du monde”, alors que dans le

45 Le “prix de la fiancée” désigne la pratique voulant que la famille du mari transfère des ressources à la famille de la mariée dans le cadre du rituel du mariage.

46 Même marié, le nouvel enfant allait continuer de faire partie de la patricorporation, en vertu du mariage patrilocal.

sud “pratiquement tous les foyers domestiques étaient directement ou indirectement affectés par la vente de personnes.” (Watson 1980, 223; notre traduction).

Soulignons cependant qu'une telle marchandisation des femmes n'était pas limitée à la pratique de l'adoption, le mariage étant aussi une occasion pour les patricorporations de gérer la force de travail. Le mariage ne changeait pas le statut de dépendance des femmes envers les patricorporations auxquelles elles appartenaient et ne faisait que transférer leur dépendance d'une à l'autre. Dépendantes légalement de leurs parents dans leur famille d'origine, elles devenaient dépendantes de leurs beaux-parents lors du mariage, puis de leur maris lors de la mort des beaux-parents (Gates 1996a). Contrairement à l'adoption toutefois, le mariage constituait un ajout permanent à la patricorporation, les femmes étant alors intégrées jusqu'à leur mort dans l'ordre hiérarchique de leurs nouvelles familles.

Les travaux de Gates sur la dot et le “prix de la fiancée” (Gates 1996a) montrent que les schémas économiques impliqués par les mariages différaient fortement en fonction des régions de la Chine impériale tardive. Dans certaines régions, la dot et le prix de la fiancée s'équilibraient relativement, et étaient consommées en majorité durant les cérémonies du mariage, alors que dans d'autres régions, le prix de la fiancée était très élevé et était conservé par la famille de la mariée (Gates 1996a). En recoupant ses propres données avec celles recueillies par Wolf (1980) et Buck (1956), Gates montre qu'une forte corrélation existait entre le mode de production tributaire et les mariages du premier type d'une part, et la prévalence de la petite production marchande et le deuxième type de mariage d'autre part. En effet, dans les régions où la commercialisation était faible et où dominait clairement le mode de production tributaire, le mariage constituait plutôt une occasion de nouer des liens politiques et économiques durables entre les familles et de se placer sous la protection des réseaux de patronnage constitués par les fonctionnaires et les élites locales. Mais dans les régions où dominait la

petite production marchande, les mariages prenaient une forme transactionnelle où les familles des mariées recevaient une importante quantité de ressources, principalement en argent, de la part de la famille du mari (Gates 1996a).

3.1.3 Le renforcement du rôle reproductif et le prestige social des épouses

Le mariage permettait d'augmenter la force de travail disponible pour les activités liées à la petite production marchande, et aussi dans certains cas pour effectuer du travail agricole. Mais comparé à l'adoption des jeunes filles, que l'on pouvait ensuite marier pour restaurer l'équilibre entre la reproduction de la force de travail et les ressources disponibles, le mariage manquait de flexibilité, car il ajoutait en permanence un membre à la patricorporation. En fait, le mariage était essentiel surtout en ce qui regarde la capacité des femmes à porter et mettre au monde des enfants (Gates 1989; Gates 1996a). Alors que le travail du textile effectué par les femmes avait perdu de son prestige, le rôle reproductif des femmes ainsi que leur prestige social sera recentré autour des notions de mère et d'épouses, desquelles on attendait de plus en plus un comportement jugé vertueux marquant leur place dans la division sexuelle du travail.

Les aînés dans les patricorporations avaient certainement un fort intérêt à ce que les femmes puissent mettre au monde une progéniture pouvant les supporter lors de la fin de leur vie active (Wolf 1972), mais les pressions économiques en provenance de la petite production marchande venaient s'ajouter à ces impératifs. La compétition relativement forte présente dans les régions à l'économie hautement commercialisée faisaient en sorte qu'il était relativement facile de gagner ou de perdre des terres, des animaux, ou d'autres moyens de production (Gates 1989). Dans un tel contexte, avoir à sa disposition une abondante force de travail pouvait être une stratégie économique de dernier recours, à condition que celle-ci puisse s'échanger sur le marché si jamais

les ressources disponibles à la patricorporation ne permettaient plus sa subsistance, ce qui était le cas. C'est pourquoi le rôle de mère devint de plus en plus important dans la stratégie économique des familles et en vint à déterminer en grande partie le prestige sociale des femmes.

Cette importance accrue donnée au rôle de mère peut être liée aux changements culturels apportés par le néoconfucianisme débutant durant l'ère Song qui allaient, à terme, donner une importance majeure aux vertus de fidélité et de chasteté des femmes et des épouses (Elvin 1984; Du et Mann 2003). Avant les Song, nous l'avons vu, les droits de propriété des femmes n'étaient pas entièrement absorbés par la patricorporation de leurs maris, ce qui facilitait le divorce et permettait une interprétation relativement flexible du concept de piété filiale. Mais de plus en plus, le culte de la chasteté en vint à "définir les obligations morales ultimes des femmes comme étant indissociables de leurs obligations envers la patricorporation dans laquelle elle s'était mariée" (Du et Mann 2003, 219; notre traduction).

Un culte de la chasteté des jeunes filles et de la fidélité des veuves envers leurs défunts maris se développa ainsi, officiellement appuyé par l'État qui récompensait les femmes vertueuses tant symboliquement que matériellement (Elvin 1984). Le refus de se remarier et le désir de servir la parenté du mari défunt pour le reste de la vie des veuves étaient considérés comme des vertus de pureté hautement valorisées qui, pour être défendues, pouvaient requérir des sacrifices pouvant aller jusqu'au suicide de la part des veuves (Elvin 1984; Du et Mann 2003). Les lois sur le viol de la dynastie Qing illustrent bien toute l'importance que pouvaient avoir ces impératifs moraux dans la société impériale tardive: elles exigeaient en effet que les femmes victimes de viol se défendent, jusqu'à la mort s'il le fallait, pour que l'agression soit considérée légalement comme un crime (Ng 1987).

L'évolution historique reléguant les femmes aux tâches déqualifiées les moins valorisées, le prestige social des femmes sera graduellement recentré sur leur rôle d'épouses et de mères, alors que les jeunes femmes seront de plus en plus traitées comme des marchandises. La conséquence de cette dynamique sera de provoquer une séparation de plus en plus poussée entre deux moments charnières de la vie des femmes : la jeunesse, où elles appartiennent à leur famille d'origine et où leur statut et leur prestige social est plus faible, induisant ainsi une grande vulnérabilité face aux processus d'appropriation du travail et du corps, et l'âge adulte, où elles appartiennent à la patricorporation de leur mari et où leur prestige social dépend de leur capacité à mettre au monde des enfants mâles pouvant perpétuer la lignée.

Bien que l'ouverture de la Chine au commerce international à partir des guerres de l'opium⁴⁷, au XIXe siècle, forcera les patricorporations à adapter leurs pratiques à l'industrialisation du secteur textile et à la compétition des importations européennes, ce système particulier de sexage imprimera sa marque sur l'histoire chinoise jusqu'à la révolution communiste de 1949 (Gates 1989; Johnson 1983). Ce n'est qu'à partir de ce moment, en effet, que les lois sur la famille seront modifiées pour instaurer une égalité de droit (Jacka 1997; Johnson 1983). Mais pour un ensemble complexe de raisons que nous évoquerons plus loin, l'égalité de droit s'est révélée insuffisante pour desserrer l'étau du sexage sur les femmes chinoises⁴⁸, de sorte que lorsque les réformes économiques amorceront une libéralisation pragmatique du commerce à partir de 1978, les rapports sociaux de sexes façonnés sous l'empire tardif continueront d'influencer la structuration de la force de travail chinoise.

47 La première guerre de l'opium (1839-1842) opposa les Qing à l'empire Britannique. La deuxième guerre de l'opium (1856-1860) vit aussi la France, les États-Unis et la Russie intervenir aux côtés des Britanniques (Spence 1990; Fairbanks 2010).

48 La pratique de la vente des femmes étant encore pratiquée en Chine au moins jusque dans les années 1990 (Gates 1996).

CHAPITRE IV

LES FEMMES DANS LA CHINE RÉPUBLICAINE

L'intégration forcée de la Chine dans le marché mondial suite aux guerres de l'opium affecta grandement l'économie impériale tardive, confrontée à la fois aux importations européennes de textile et à l'introduction des métiers à tisser industriels dans les centres urbains côtiers. Alors que la petite production marchande se recentre sur les cultures commerciales de coton, de soie et de thé, l'industrie textile naissante mobilise de plus en plus les jeunes femmes devenues une main-d'oeuvre excédentaire dans les campagnes. Mais la structure sociale rurale et les capacités d'autoproduction des paysans, bien que fragilisées par la compétition industrielle, demeurent relativement intactes, ce qui limite le développement de l'industrie.

C'est dans ce contexte qu'un mouvement réformiste tente de mettre le statut subordonné des femmes au centre du processus de modernisation du pays. Mené principalement par des intellectuels issus du mouvement nationaliste, ce mouvement aboutit en 1930 à une réforme du Code civil qui institue l'égalité de droit entre les hommes et les femmes. Alors que les pratiques sociales dans le monde paysan restent inchangées, ces changements législatifs ont peu d'impact sur l'immense majorité des femmes, qui demeurent englobées dans des rapports de domination et d'exploitation centrés autour des patricorporations et des familles. La pénétration du capitalisme à Shanghai, principal port ouvert et métropole industrielle du pays, fait toutefois apparaître un pattern de migration qui offre des ressemblances frappantes avec celui des *dagongmeis*, mais qui sera interrompu par la révolution communiste de 1949.

4.1 Intégration de la Chine au marché mondial: les conséquences des guerres de l'opium

Au début du XIXe siècle, le commerce entre la Chine et les pays occidentaux était concentré dans un seul port, celui de Canton dans le Guangdong. Au centre des échanges entre la Chine et la Grande-Bretagne se trouvait le thé, pour lequel les Britanniques avaient semblé avoir un appétit insatiable. D'un côté comme de l'autre, le commerce était contrôlé par des monopoles liés aux pouvoirs des souverains: la Compagnie des Indes orientales procédait aux achats de thé chinois auprès des Cohong, des marchands chinois licenciés seuls habilités à faire du commerce avec l'étranger. La Chine pratiquait une politique commerciale strictement isolationniste, et la forte demande britannique en thé, mais aussi en porcelaine et en soie n'était pas contrebalancée par une demande chinoise, cette dernière restant autosuffisante. Cette situation permettait à la Chine d'acquiescer en échange de ses marchandises de fortes quantités d'argent, qui était le seul moyen de paiement accepté par l'empire (Fairbank 2010; Spence 1990; Wakeman 1978).

La balance commerciale britannique avec la Chine était de ce fait déficitaire de près de 26 000 000\$, une somme colossale, qui de surcroît était principalement absorbée par la corruption et la vénalité des fonctionnaires chinois (Wakeman 1978, 173). Alors que le monopole de la Compagnie des Indes orientales sur le commerce avec la Chine, menacé par la montée du libre échange en Angleterre, fut supprimé dans les premières décennies du XIXe siècle, le commerce de l'opium en provenance de l'Inde commença à se répandre et celui-ci devint la principale marchandise exportée par les Britanniques sur le marché chinois⁴⁹ (Grinberg 2008; Wakeman 1978). L'opium permit aux Britanniques de percer les barrières commerciales donnant accès à

49 Bérout (1992) estime que de 1762 à 1839, les exportations d'opium vers la Chine sont passées d'à peine 13 000 kilos à plus de 2 600 000 kilos.

l'immense marché chinois et de renverser le solde commercial avec la Chine en sa faveur. Sans s'impliquer directement dans le commerce, les autorités britanniques développèrent un réseau de trafiquants qui importaient l'opium indien en Chine et échangeaient l'argent ainsi obtenu avec des lettres de crédit qui servaient ensuite à financer les achats de marchandises chinoises (Spence 1990).

Cette stratégie rétablit la balance commerciale britannique, mais la croissance de la consommation d'opium inquiétait de plus en plus les autorités impériales chinoises, qui cherchèrent à l'interdire. Après les nombreux échecs des politiques visant à contrôler le commerce d'opium en ciblant les commerçants puis les consommateurs chinois, le commissionnaire spécial de l'empereur chargé de la lutte contre l'opium, Lin Zexu, se résolut à s'en prendre aux trafiquants britanniques, provoquant une escalade militaire qui allait précipiter la défaite de la Chine. Peu préparées, mal armées et incapables de mener une guerre moderne contre la plus grande puissance militaire de l'époque, les autorités impériales, humiliées, durent signer la paix lors du traité de Nankin en 1842 (Fairbank 2010; Spence 1990; Wakeman 1978).

Le traité de Nankin de 1842, qui met fin à la première guerre de l'opium, aura pour conséquence d'ouvrir une première fois aux puissances occidentales, Grande-Bretagne en tête, les portes du marché chinois. Outre l'important port de Canton, les villes côtières de Xiamen, de Shanghai, de Fuzhou et de Ningbo se virent forcées d'ouvrir leurs ports au commerce avec les étrangers, les tarifs douaniers furent limités et uniformisés, le monopole des Cohongs fut aboli et les Britanniques obtinrent la souveraineté sur l'île de Hong-Kong et en firent par la suite une importante ville commerciale et industrielle (Fairbank 2010; Fay 1997; Grinberg 2008; Wakeman 1978).

La défaite de 1842 allait précipiter l'ouverture forcée de la Chine à d'autres puissances occidentales, telles la France et les États-Unis, désireuses d'obtenir les avantages

consentis aux Britanniques (Fairbank 1978). S'ensuivit une série de traités, connus en Chine comme les traités inégaux, souvent extorqués par la force militaire, qui levèrent les barrières commerciales imposées par l'administration impériale aux exportations étrangères, créèrent des enclaves territoriales dans lesquelles les puissances occidentales pouvaient établir des comptoirs commerciaux, permirent aux commerçants occidentaux de naviguer sur les voies fluviales intérieures et établirent un privilège d'extra-territorialité pour les ressortissants des puissances occidentales (Fairbank 1978).

Bien que la première guerre de l'opium ait été déclenchée autour du commerce de l'opium et du thé, les clauses du traité de Nankin puis des traités inégaux montrent que l'enjeu était beaucoup plus large et concernait, en définitive, l'ouverture du marché chinois aux exportations britanniques et occidentales (Fay 1997; Graham 1978). Les industriels anglais puis occidentaux, toujours à la recherche de nouveaux débouchés, voyaient en effet dans le marché intérieur chinois une intarissable demande, comme l'illustrent les demandes présentées par les manufacturiers de Manchester au parlement britannique à la veille de la première guerre de l'opium:

“[...]manufacturers of Manchester told each other - an extra inch of cloth on every Chinaman's shirt-tail, and our mills will be kept busy for decades! If only the barriers could be forced. If only England could find a safe harbour, seize an island and turn it into a protected entrepot free of corruption and extortion.” (Wakeman 1978, 173)

4.2 Évolution de la petite production marchande et stabilité de la structure de classe à la campagne

Les effets de cette ouverture forcée au marché mondial sur la petite production marchande se feront sentir en réorganisant les rapports de production autour des inter-

actions entre une économie chinoise riche en main-d'oeuvre et une économie occidentale riche en capital (Cantin 2009). Avant la pénétration des puissances occidentales en Chine suite aux traités inégaux, la production commerciale restait fragmentée et n'était pas sous le contrôle des marchands, mais bien des patricorporations et de leurs organisations coopératives (Mazumdar 1998). Par conséquent le type de rationalité économique derrière les décisions liées à la production restait influencé par la dynamique de développement involutive que nous avons décrite au chapitre 3 et ne favorisait pas des investissements productifs en capital: elle restait dominée non par la recherche d'une hausse de la productivité du travail, mais par l'intensification de l'usage de la force de travail et des sols (Cantin 2009; Huang 1990; Mazumdar 1998).

S'il est vrai que la petite production marchande domestique restera importante jusque dans les années 1930, néanmoins l'apparition de textiles manufacturés à la machine va exercer une pression de plus en plus forte sur les revenus des patricorporations à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle (Honig 1992; Feuerwerker 2006a; Fei et Zhang 2010). Mais dans la Chine des Qing, l'absence d'une réelle politique de développement couplée avec la faiblesse des institutions financières et l'impossibilité de protéger l'industrie naissante des pressions compétitives en provenance du marché mondial limitait fortement les possibilités d'une industrialisation endogène, d'autant plus que l'immense masse paysanne, bien que très pauvre et souvent au bord de la famine, avait un accès direct et non médié par le marché à ses moyens de subsistance et n'était donc pas contrainte au travail salarié.

En fait, aussi tard qu'en 1933, la production artisanale effectuée dans de petites entreprises rurales peu équipées accaparait encore près du deux tiers de la production de marchandises, et employait des paysans qui conservaient leur accès à la terre et à leurs moyens de subsistance (Feuerwerker 2006b). Bien qu'alimenté par la pauvreté relative des masses paysannes, ce type de marché du travail demeurait une opportun-

ité et non une obligation⁵⁰, dans la mesure où un emploi salarié restait une possibilité parmi d'autres dans les stratégies de reproduction des ménages. De plus, ce marché du travail restait marqué par les limites traditionnelles imposées par la division sexuelle du travail, qui faisait que les femmes étaient généralement confinées à la production domestique et éloignées du travail salarié, de sorte que la mainmise masculine sur les emplois salariés créait une rareté de main-d'oeuvre qui maintenait les salaires relativement élevés (Huang 1990). Par conséquent, une des conditions nécessaires à une industrialisation endogène, à savoir la présence d'une force de travail libre de toute attache à la terre et délivrée des obligations coutumières, était-elle manquante. Ainsi les effets de l'impérialisme sur la trajectoire de développement chinoise au début du XXe siècle ne peuvent-ils expliquer, à eux seuls, la faiblesse de l'industrialisation.

Si les choses changent au niveau politique avec la fin du système des examens en 1901, la révolution de 1911 et la fin de la dernière dynastie impériale, la structure de classe de la fin des Qing reste relativement inchangée sous la république⁵¹. La gentry urbaine continue de dominer la vie politique et économique et s'est adaptée à la pénétration occidentale en monopolisant le commerce, en élargissant le putting-out system (Fei et Zhang 2010) et aussi quelquefois en jouant le rôle d'une bourgeoisie *compradore* (Bergère 2006). Si dans les villes les plus importantes la classe dominante s'occidentalise et modernise sa vision du monde sous la pression des nationalistes chinois réformateurs (Bergère 2006; Fairbank 2010), la paysannerie, largement

50 Pour Wood (2009), la dépendance au marché pour avoir accès aux moyens de subsistance est un critère décisif qui permet de classer une économie comme étant capitaliste. Dans les sociétés non-capitalistes, soutient-elle, le marché est une opportunité parmi d'autres, et s'il peut réellement jouer un rôle important, il n'est pas une contrainte incontournable, les producteurs pouvant toujours se tourner vers l'autoproduction pour assurer leur survie.

51 La description que donnent Feuerwerker (2006b) et Myers (2002) de la vie sociale et économique à la campagne durant la première république montre que la description du rôle des élites, de la mobilité sociale des paysans, du rôle des patricorporations et de la structure de la propriété des terres demeure relativement similaire à celle que nous avons faite au chapitre 2, les changements majeurs étant la disparition du mandarinat et, dans une moindre mesure, la fragilisation de la petite production marchande.

majoritaire, reste active tant dans l'autoproduction que dans la petite production marchande, et s'adapte à l'irruption des importations manufacturières occidentales comme elle le fait depuis longtemps: lorsqu'elle se trouve soumise à des pressions compétitives indues, elle intensifie son usage de la force de travail disponible et soutient la concurrence en acceptant une baisse de la productivité du travail (Huang 1990).

Si le mode de production tributaire n'entretient plus l'appareil d'État impérial et sa consommation ostentatoire, la taxation – que ce soit pour entretenir le nouvel État républicain, les seigneurs de guerre ou les enclaves communistes - reste un lourd fardeau pour les familles paysannes et continue de provoquer un nombre important de révoltes paysannes, qui demeurent toutefois sans lendemains avant le tournant paysan du parti communiste dans les années 1930 (Bianco 2002). Malgré la disparition du mandarinat, les carrières militaires ou de fonctionnaire d'État restent un moyen d'ascension sociale hautement désiré et les familles continuent d'investir, quand elles en ont les moyens, dans l'éducation d'au moins un de leurs garçons pour qu'il puisse espérer grimper dans l'échelle sociale (Myers 2002). Ainsi, les possibilités de mobilité sociale continuent-elles d'être influencées par une interaction entre la petite production marchande et les possibilités offertes par la fonction publique.

4.3 L'évolution du droit des femmes sous la république

4.3.1 La Chine face à la modernité: l'oppression des femmes au coeur de la faiblesse nationale

Les défaites militaires successives face aux puissances occidentales, puis face au Japon en 1895 menèrent à une importante crise intellectuelle et politique qui bouleversa la vision du monde chinoise traditionnelle et remit en question l'hégémonie du con-

fucianisme comme idéologie officielle (Furth 2006). La supériorité militaire et technologique évidente des puissances occidentales face à une Chine qui se concevait traditionnellement comme le centre du monde avait en effet créé un fort sentiment d'urgence chez certaines élites proche du pouvoir central, qui cherchèrent d'abord à moderniser le système politique impérial pour le préserver. Puis, le mouvement de réformes des dernières décennies de la dynastie Qing finit par ébranler le pouvoir impérial lui-même, qui laissa place à la première République chinoise en 1911 (Furth 2006).

Toutefois, ce changement politique fut limité pour les femmes, qui se virent refuser le droit de vote par la toute nouvelle république (Croll 1978). Sous la dictature de Yuan Shikai, qui se proclame l'empereur d'un très éphémère empire restauré en 1915, une synthèse conservatrice mettant l'accent sur le renforcement de la bureaucratie centralisée, le développement industriel et une discipline sociale basée sur les valeurs traditionnelles tente de concilier tradition et modernité, et cherche à préserver les valeurs d'harmonie sociale et de respect de l'autorité patriarcale chères au confucianisme (Bailey 2004). Favorable à une meilleure éducation pour les jeunes filles, ce courant conservateur très influent n'avait aucun objectif émancipateur et cherchait plutôt à moderniser l'éducation des jeunes filles tout en laissant intacte leur place dans la hiérarchie sociale et en leur inculquant les valeurs traditionnelles de déférence, d'obéissance et de sacrifice caractéristiques de la vision confucéenne des femmes (Bailey 2004).

Cette modernisation du conservatisme confucéen fut combattue par une vague de remise en question des valeurs et de la vision du monde confucéenne qui était vue comme figeant la Chine dans un passé archaïque et immobile, participant ainsi à l'humiliation nationale par son anachronisme et son incapacité à s'adapter au contact avec l'occident et à intégrer les "nouveaux enseignements" venus de l'occident (Furth

2006). À partir de 1919, favorisé par le mouvement du 4 mai⁵², ce courant réformiste allait lier le nationalisme chinois à la lutte anti-impérialiste dirigée contre les puissances occidentales et le Japon, et fournir l'occasion d'une union entre les forces politiques progressistes sous l'objectif partagé du redressement national chinois (Glosser 2003).

Au coeur de la critique menée par le mouvement de la nouvelle culture contre le traditionalisme confucéen se trouvait la question de la famille et de l'oppression des femmes. Le statut des femmes et la structure familiale chinoise devinrent graduellement, pour le mouvement nationaliste naissant, les révélateurs du retard culturel, social, économique et scientifique de la Chine traditionnelle (Glosser 2002), mais surtout un symptôme de la faiblesse de l'État chinois et de son incapacité à moderniser les pratiques sociales qui entravaient sa modernisation (Rofel 1999; Hershatter 2007). Les femmes deviennent ainsi

les figures au travers desquelles la modernité nationale est imaginée, souvent articulée par un langage de crise: si leur statut n'est pas haussé, si les facteurs qui poussent les femmes dans la prostitution ne sont pas améliorés, la nation va périr. Si les femmes chinoises sont libérées, la nation chinoise sera forte, laissant derrière elle le féodalisme et la précaire souveraineté semi-coloniale qui est la sienne. (Hershatter 2007, 79, notre traduction)

52 Le mouvement du 4 mai 1919 est un épisode clé dans la lutte des nationalistes chinois contre l'occupation étrangère. Il débute par une importante manifestation étudiante le 4 mai, et entraîne des répercussions importantes dans tout le pays, qui se mobilise contre les 21 conditions imposées par le Japon à la Chine et plus généralement contre la domination étrangère. Il culmine sur une grève générale qui paralyse la production industrielle chinoise. Plusieurs leaders du mouvement rejoindront, lors de sa fondation en 1921, le parti communiste chinois. Le mouvement du 4 mai a aussi contribué à l'émergence d'une intelligentsia progressiste soucieuse de modernisation et s'inscrit plus largement dans le mouvement de la "nouvelle culture", qui dénonce la rigidité des traditions et l'oppression des femmes (Fairbank 2010).

Dès le début du mouvement réformateur sous les Qing, puis dans le mouvement de la nouvelle culture la condition des femmes a été associée aux immenses problèmes soulevés par la modernisation chinoise, et le sort des femmes s'en est trouvé lié à la cause de la restauration nationale. L'autoritarisme patriarcal et la hiérarchie familiale figée de la Chine impériale devenaient alors des facteurs bloquant l'évolution historique de la Chine dans le discours public progressiste (Beahan 1975; Glosser 2002; Glosser 2003; Ko 2005). Les campagnes publiques pour l'éducation des jeunes filles, contre la vente des filles et la pratique du bandage des pieds furent donc souvent le fait du mouvement nationaliste.

Les conséquences d'une telle inscription de la situation des femmes dans le discours public furent toutefois mitigées. Il est relativement certain que l'association entre le redressement national, la lutte contre les réminiscences du féodalisme et l'amélioration du sort des femmes a permis de placer l'agenda de l'émancipation des femmes au centre des préoccupations des différents partis politiques nationalistes, communistes inclus, et qu'elle a eu une grande influence sur la nouvelle génération d'intellectuels qui remplaçait les anciennes élites lettrées (Hershatter 2007). Par contre, les objectifs du mouvement de réforme étaient souvent en porte-à-faux avec les aspirations et les besoins réels des paysannes. Les revendications réformistes correspondaient en effet plutôt aux besoins des classes intellectuelles relativement aisées qui disposaient déjà d'un certain capital culturel et économique, mais avaient peu à voir avec les problèmes liés au monde paysan. Les paysannes étant préoccupées d'abord par des problèmes de survie, le droit de vote, le libre mariage ou l'ouverture des grandes écoles aux femmes semblaient plutôt être des problèmes qui concernaient l'élite (Wolf 1989).

4.3.2 Des droits formels niés par les pratiques sociales

C'est probablement une des raisons qui expliquent que les lois destinées à changer le statut des femmes arrivèrent tardivement et furent relativement sans effets sur bon nombre de pratiques sociales historiquement implantées. Il faut en effet attendre 1930 avant que le Code civil Qing soit aboli et remplacé par un code civil républicain (Huang 2001). D'inspiration plutôt libérale, le nouveau Code civil consacre l'égalité formelle entre les hommes et les femmes et considère ces dernières comme des individus à part entière, capables de faire leurs propres choix de mariage, pouvant divorcer dans le cas d'abus, responsables de leur personne et ayant droit d'hériter de la propriété familiale (Huang 2001).

Le nouveau code était basé sur l'idée que les relations entre les hommes et les femmes étaient des rapports contractuels conclus entre personnes égales et de même statut, mais le Code ne réussit pas à s'attaquer aux pratiques sociales qui confinaient les femmes à un statut de subordonnée. Marx a bien montré comment une relation contractuelle conclue entre sujets formellement égaux peut en fait cacher un rapport d'exploitation et de subordination historiquement constitué (Marx 2006, particulièrement les chapitres 6 et 7). La même critique peut ici s'appliquer au Code civil républicain et à sa conception libérale des relations entre les sexes, qui ne considérait aucunement les contraintes socioéconomiques auxquelles les femmes pouvaient être soumises:

“Working as a prostitute, being sold without overt coercion, or remarrying as a widow, for instance, were assumed to be a woman’s choice, regardless of the material constraints or actions by relatives that might have put her in these situations.” (Hershatter 2007, 24)

De même, la disposition du code républicain obligeant les époux à cohabiter ensemble pouvait être utilisée pour forcer une femme sans ressources personnelles à demeurer dans une relation abusive, dans la mesure où elle ne pouvait plus, comme c'était possible auparavant, aller vivre dans sa famille natale sans risquer de perdre ses droits sur le patrimoine du mariage (Huang 2001). La structure patrilocale exogame du mariage continuait aussi à avoir des effets sociaux notables sur les droits de propriété des femmes, les pères contournant la loi sur l'héritage en divisant la propriété familiale entre leurs fils avant leur mort, une situation favorisée par le fait que les fils constituaient une forme d'assurance vieillesse pour les parents (Hershatter 2007; Okco 1991). Dans un tel contexte, la propriété, même si elle était formellement partagée, restait essentiellement sous le contrôle des hommes (Okco 1991).

Finalement, le statut "d'outsider" des jeunes femmes dans leurs familles natales et le rôle joué par les fils en matière d'assurance vieillesse contribuait à maintenir la vieille tradition, issue du monopole des hommes sur le mandarinat, qui voulait que les familles investissent principalement dans l'éducation des garçons. Considéré comme une perte nette pour la famille, l'accès des filles à l'éducation était principalement le fait des divers programmes, forcément insuffisants, instaurés par le gouvernement et certaines organisations de la société civile.

En définitive, la structure familiale et les relations sociales de propriété continuaient de façonner l'expérience des femmes en créant une rupture majeure au moment du mariage (Hershatter 2007). Alors que les femmes mariées jouissaient de droits de propriété plus importants sur le patrimoine des patricorporations, les jeunes filles avant le mariage continuaient d'être vues comme des fardeaux pour les familles: la séparation entre les jeunes filles et les épouses-mères que nous avons décrite au chapitre précédent maintenait par conséquent la vulnérabilité des jeunes femmes face aux rapports de sexage auxquels elles continuaient d'être soumises.

4.4 Industrialisation et textile: naissance des dagongmeis

Bien que la petite production marchande continue d'occuper une place prépondérante dans l'économie chinoise jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes en 1949, elle se trouve fragilisée par la concurrence des produits manufacturés au point où les revenus des patricorporations déclinent de manière importante. Les interactions entre la petite production marchande et l'industrie naissante, malgré la taille limitée de cette dernière, donnèrent donc lieu à l'apparition de nouveaux processus sociaux et à un début de prolétarianisation de la paysannerie durant les trois premières décennies du XXe siècle. Si les petites manufactures artisanales de la Chine intérieure absorbent les surplus de main-d'oeuvre des patricorporations sans nécessiter de migrations, les entreprises les plus importantes et les mieux capitalisées s'installent dans les villes portuaires créées par les traités inégaux⁵³. Elles absorbent alors certains des surplus de main-d'oeuvre de la campagne, donnant ainsi naissance à des migrations de travail qui préfigurent, au niveau de la division sexuelle du travail, le futur phénomène des *dagongmeis*.

4.4.1 Les migrations de travail à Shanghai

Le cas de Shanghai est probablement le mieux documenté et le plus caractéristique de la dynamique socioéconomique qui voit, dans la Chine républicaine, apparaître les premières migrations de travail. Ville côtière en même temps que principal port ouvert, Shanghai est au centre des interactions entre le marché mondial et la Chine intérieure tout en étant l'incontestable métropole économique, financière et culturelle du pays (Yeh 1997). La ville est aussi un centre politique important qui cristallise les tensions entre les occupants étrangers, les élites commerciales et intellectuelles et un

53 Feuerwerker (2006) calcule qu'entre 1895 et 1913, les principales villes portuaires accueillirent près des deux tiers des investissements en capital.

nouveau mouvement ouvrier issu de l'industrialisation rapide de la ville suite au boom économique créé par la Première Guerre mondiale (Fairbank 2010; Yeh 1997). Dans un pays en proie à une dynamique de fragmentation politique⁵⁴, Shanghai préfigure une modernisation du pays elle-même perçue comme la clé de voûte qui permettrait le redressement national et la fin de la subordination politique du pays.

L'activité économique de la ville est centrée autour de la production textile, qui emploie plus de la moitié de la force de travail industrielle dans les années 1930 (Cantin 2009). En majorité issue de l'immigration, la force de travail industrielle est divisée par des particularismes locaux construits autour des lieux d'origine des migrants. Ceux-ci se regroupent dans des faubourgs ouvriers géographiquement organisés en fonction des villages d'origines des travailleurs, ce qui crée des divisions quasi ethniques dans une force de travail pénétrée par des particularismes locaux persistants (Honig 1989; Honig 1992; Perry 1993).

La structuration confucéenne de l'espace social entre un extérieur masculin et un intérieur féminin influençaient encore, au début des années 1920, les perceptions d'un salariat féminin conçu comme dangereux et rendant les femmes vulnérables aux enlèvements, au trafic humain et aux agressions sexuelles (Hershatter 2007), une perception d'ailleurs confirmée par les nombreux cas de violence et d'exactions commis envers les femmes osant s'aventurer dans l'espace public urbain (Rogaski 1997). Dans le confucianisme, la vertu des femmes relevant d'abord de leur propre responsabilité, transgresser la norme du confinement domestique exposait les femmes à l'opprobre public et fragilisait leur statut moral dans la famille :

54 Entre la mort de Yuan Shikai en 1916 et la réunification du pays par le Guomindang en 1928, la Chine est en proie à une dislocation politique dans laquelle des seigneurs de guerre contrôlant une armée personnelle, eux-mêmes souvent issus de la dislocation de l'ancienne armée impériale, se disputent le pouvoir à partir de fiefs régionaux sur lesquels le gouvernement central n'exerce aucune véritable souveraineté (Sheridan 2006).

“Transgressing the historically variable border of inside/outside, then, meant the loss of full female personhood within one’s kinship world, which is to say within one’s social world.” (Rofel 1999, 65)

Il n'est donc pas surprenant que la norme excluant les femmes du travail salarié ait continué à être effective et ait contribué à structurer la force de travail industrielle dans le Shanghai du début du XXe siècle. Ce qui surprend plus, c'est qu'à partir des années 1930 s'opère un renversement rapide de la composition sexuelle de la force de travail, au point où en 1935 près du trois quarts des travailleurs du textile sont en fait des travailleuses. Cantin (2009) note en effet qu'avant 1920, la moitié des travailleurs dans les filatures de coton de Shanghai étaient des hommes, alors qu'à partir de 1929, les femmes deviennent majoritaires, pour constituer jusqu'au trois quarts de la force de travail dans l'industrie du coton au milieu des années 1930 (Honig 1992).

Ce changement dans la division sexuelle du travail s'explique en partie par les préférences des employeurs qui, face aux militantisme ouvrier et aux pressions concurrentielles, cherchaient à réduire les salaires et à discipliner les ouvriers et qui croyaient trouver dans la main-d'oeuvre féminine un bassin de travailleuses obéissantes, soumises et bon marché pour remplacer, à partir de la fin des années 1920, une force de travail masculine jugée trop revendicatrice (Cantin 2009). Composé principalement d'artisans déclassés, le mouvement ouvrier militant des premières décennies du XXe siècle continuait en effet d'être marqué par les traditions et les attentes typiques de la production artisanale, de sorte que les ouvriers masculins cherchaient à défendre leurs intérêts en protégeant leur statut de travailleurs qualifiés, qui leur amenait une certaine forme de prestige et façonnait leurs demandes salariales (Perry 1993). La tradition militante de ces ouvriers avait été forgée d'abord par l'action de guildes qui, au XIXe siècle, avaient cherché à protéger l'artisanat contre le machinisme, puis avait été

reprise par les ouvriers qualifiés de l'industrie du textile (Xinwu et Min 1988; Cantin 2009).

Dans une industrie où la force de travail était rigide et hiérarchiquement segmentée en fonction des qualifications, de l'expérience et du lieu d'origine (Cantin 2009), la division sexuelle du travail venait renforcer cette classification en fournissant une justification idéologique à la hiérarchie des qualifications, les femmes occupant les emplois les moins prestigieux. Comme le rapport de force de cette aristocratie ouvrière était fondé – un peu comme dans le syndicalisme de métier nord-américain – sur sa prétention à monopoliser les emplois qualifiés, il était aussi de plus en plus vulnérable à l'implantation de changements techniques dans l'entreprise. À mesure que la modernisation des procédés de production bouleversait les anciennes hiérarchies de métier, elles en vinrent de plus en plus à reposer essentiellement sur la division sexuelle du travail et les normes genrées qu'elle imposait.

La conjonction de ces facteurs technico-sociologiques et contexte politique fournira finalement une occasion d'écraser cette aristocratie ouvrière. Le militantisme ouvrier et ses liens avec le parti communiste inquiétaient en effet de plus en plus non seulement le patronat, mais aussi les autorités nationalistes (Smith 2002). Quand l'alliance entre le parti communiste et le *Guomindang* éclate, la table est mise pour le massacre de Shanghai⁵⁵ qui, en 1927, verra l'avant-garde militante du mouvement ouvrier massacrée avec l'aide du crime organisé (Smith 2002). À partir de ce moment, le système de travail contractuel, nous le verrons, commence à alimenter l'industrie textile en

55 De 1921, date de sa fondation, jusqu'en 1927, le PCC pratiquait une politique de Front Uni avec les nationalistes du *Guomindang*. L'alliance visait à combattre l'influence des occidentaux et des japonais en Chine et à purger le pays de l'influence des seigneurs de guerre, tout en étant favorable à un vaste programme de modernisation. À partir de 1926, Jian Jieshi, inquiet de l'influence grandissante des communistes, souhaita se distancer de Moscou et s'assura des appuis britannique et américain. Fort de cette alliance, il fut en mesure, le 12 avril 1927, de lancer une vague de répression dans laquelle la majorité des cadres du PCC ainsi que les leaders les plus en vue du mouvement ouvrier furent massacrés.

main-d'oeuvre féminine (Honig 1983), le ratio homme/femme change radicalement et la désignation genrée des emplois se transforme:

“As the gender identity of certain jobs changed, so did the designation of those jobs as ‘skilled’ or ‘unskilled’, as well as the rate of pay associated with such work. The same task, when performed by a woman or children, was considered unskilled work deserving lower pay.” (Cantin 2009, 460)

Toutefois, cette explication reste incomplète: à moins de présumer que la demande en travailleuses crée à elle seule l'offre de travailleuses, il faut aussi expliquer comment cette main-d'oeuvre féminine s'est trouvée disponible pour être employée dans les filatures. Notre hypothèse est que le développement industriel à Shanghai durant la première moitié du XXe siècle est caractérisé à la fois par le fait que les migrations des travailleuses industrielles demeuraient façonnées par les impératifs économiques de la patricorporation et aussi par une réactualisation de la division sexuelle du travail et des rapports de sexage qui traversaient déjà l'économie paysanne.

4.4.2 Migrations et déclin de la petite production marchande

Ce renversement de l'offre s'explique par des changements importants dans la dynamique économique dans les campagnes, où la petite production marchande en déclin libère des surplus de main-d'oeuvre tout en fragilisant les revenus des patricorporations. Dans les régions séricicoles du delta du Yangtze au début du XXe siècle, la petite production marchande effectuée par les femmes pouvait rapporter suffisamment de revenus pour couvrir les besoins en argent d'une famille estimés à environ 200\$, alors que la production de riz était principalement autoconsommée et ne ramenait qu'un revenu commercial marginal d'environ 20\$ (Honig 1992; Fei et Zhang 2010). Mais à partir de la fin des années 1920, les revenus en provenance de la pro-

duction séricicole déclinent abruptement, et une famille qui pouvait obtenir 245\$ pour sa production de soie en 1920 n'en gagnait que 45\$ pour la même production en 1935 (Honig 1992; Fei et Zhang 2010).

Dans les régions cotonnières, les pressions compétitives sont différentes, mais contribuent aussi à faire baisser les revenus des familles. Alors qu'avant l'introduction des produits manufacturés l'ensemble de la production textile, de la culture du coton à la confection, en passant par le filage, le tissage et la teinture était généralement effectuée par de la main-d'oeuvre domestique⁵⁶ (Walker 1993), l'introduction de fils textiles importés à des prix proches du coton brut va en effet inciter les paysans qui produisent pour le marché à substituer des fils importés à leur propre production, perdant au passage une partie de la valeur ajoutée. La production textile, principale activité de la petite production marchande, va donc se trouver graduellement transformée par l'apparition des fils textiles britanniques puis indiens qui vont prendre le dessus sur la production artisanale domestique à partir de 1910 (Feuerwerker 1970).

Le rôle joué par les marchands dans la production cotonnière va aussi graduellement changer alors qu'un putting-out system va s'étendre dans toutes les régions de la Chine et liera la petite production marchande et commerçants chinois au marché mondial à partir du début du XXe siècle (Cantin 2009; Feuerwerker 2006a; Fei et Zhang 2010). Pauvres en capital, les petits producteurs paysans n'auront d'autre choix que de financer leurs achats en fils de coton auprès des marchands, qui prirent de plus un ascendant sur le processus de production lui-même en important des machines à filer et en fondant des filatures artisanales de petite taille. De plus en plus, les marchands étaient donc en mesure de capter une partie importante des revenus liés à la production cotonnière (Walker 1993; Fei et Zhang 2010).

56 À l'exception de la production de luxe et de celle réalisée dans les régions les plus commercialisées, où une forme de putting-out system coexistait avec la production domestique, qui restait néanmoins dominante.

La position des petits paysans propriétaires, qui étaient majoritaires avant l'ouverture forcée de la Chine au marché mondial, s'en trouva fragilisée au point où dans les régions côtières, qui étaient aussi les régions dont l'économie était la plus commercialisée, les marchands et les propriétaires terriens membres de l'élite urbaine locale ou régionale en vinrent à monopoliser 80% des terres arables qu'ils mirent en location (Fei 2010). Un processus de centralisation de la propriété terrienne prit alors son envol (Fei et Zhang 2010), donnant une assise politique importante aux propositions de réforme agraire soutenues par le parti communiste chinois. D'un autre côté, la forte demande en coton du marché mondial a aussi contribué à l'augmentation rapide des valeurs foncières dans les années 1930-1940 et à une hausse générale des loyers ainsi qu'à l'imposition de pratiques jusque là marginales, comme des dépôts de garantie en argent et des termes de baux plus courts, reflétant une dégradation de la position commerciale des paysans producteurs au profit des propriétaires terriens (Fei et Zhang 2010; Walker 1993).

Pour Walker (1993), cette fragilisation de la position des familles paysannes mena à une sous-prolétarianisation dans laquelle, bien que conservant leurs capacités d'autoproduction et leur attache à la terre, les paysans furent forcés d'envisager d'autres sources de revenus, les ressources fournies par l'agriculture et la petite production marchande étant insuffisantes pour assurer leur survie. Vers la fin des années 1930, la production marchande domestique de filés vit ses derniers jours alors que les revenus des producteurs tombent radicalement sous les revenus d'un salarié industriel. L'allocation de main-d'oeuvre à ce type de production par les patricorporations apparaît alors de moins en moins attirante, à mesure que la production industrielle gagne des parts de marché (Cantin 2009). Dans les régions côtières fortement commercialisées, cette évolution pousse les patricorporations à introduire le salariat dans la panoplie de leurs stratégies économiques: c'est alors que le phénomène des migrations de travail prend une ampleur inégalée.

4.4.3 Femmes et migrations: le système de travail contractuel à Shanghai

La majeure partie de la main-d'oeuvre rendue obsolète par la concurrence des produits industriels était féminine, car la petite production marchande était avant tout une "affaire de femmes". Un cas typique dans le village de Yangshupu⁵⁷, décrit par un journal en 1927 et cité par Honig (1992, 60), documente assez bien les effets de la concurrence des produits industriels sur l'emploi féminin dans les campagnes et mérite donc d'être cité extensivement:

"women's subsidiary industry was making lace and weaving towels. It is like the situation with weaving cloth: thirty years ago it was extremely widespread, but now there is scarcely any. Ten years ago lace-making and weaving towels were widespread. At that time 13 or 14 year old girls could earn three or four jiao (one tenth of a yuan) a day making lace. Now they can only get about one jiao a day for making lace. Thus, except for the busy farm season, during the fall and winter women have no work. ... So the woman are entering the western spinning mills, and becoming women workers."

Selon toute vraisemblance, de tels cas ne se limitaient pas aux villages situés à l'immédiate périphérie de Shanghai. Honig (1992) consacre tout un chapitre de son étude sur les femmes dans la production textile à Shanghai à répertorier les lieux d'origine des travailleuses, et montre qu'elles pouvaient venir d'aussi loin que de 300 km, une distance qui à l'époque, dans un pays politiquement instable et en proie à une guerre civile larvée, était beaucoup plus difficile à parcourir qu'aujourd'hui. Bien que des variations régionales relativement importantes existaient dans les facteurs expliquant ces migrations, dans la plupart des cas les migrations de travail constituaient un moyen pour la patricorporation d'allouer du travail à une main-d'oeuvre devenue ex-

57 Au début du XXe siècle, le quartier Shanghaien de Yangshupu était encore un village agricole. Il fut ensuite absorbé par l'urbanisation.

cédentaire (Cantin 2009). Les travailleuses des filatures, par conséquent, restaient liées à l'économie paysanne par leurs obligations familiales (Perry 1993).

Le fait que ces migrations aient été façonnées par les exigences des patricorporations est illustré à la fois par la structure d'âge des travailleuses migrantes et par la structure de leurs migrations, ponctuée d'aller-retours entre les campagnes et la ville, notamment à l'occasion des fêtes importantes (Honig 1992). Ce sont en effet des jeunes filles, âgées entre 14 et 25 ans, qui quittent leurs familles pour aller travailler dans les filatures de Shanghai alors que leurs frères et leurs pères restaient au village pour cultiver la terre (Honig 1992). L'organisation de ces migrations en fonction des villages d'origine permettait de soumettre les travailleuses à un contrôle patriarcal coutumier, les villages étant souvent construits autour des lignées. Par conséquent, la migration ne débouchait pas nécessairement, loin s'en faut, sur une rupture avec les réseaux de parenté. Seules dans une ville inconnue, ces jeunes femmes, qui n'étaient souvent que des adolescentes, avaient peu de possibilités de développer leur indépendance face à leur famille (Honig 1983). De plus, ces réseaux issus du maintien des particularismes locaux s'étendaient souvent aux recruteurs de main-d'oeuvre, aux superviseurs de production dans les filatures (qui étaient aussi, souvent, des recruteurs) et aux locateurs qui fournissaient le logement aux migrantes (Hershatter 2007). Par conséquent, ces travailleuses demeuraient, durant leurs migrations de travail, encadrées par les liens coutumiers traditionnels tissés dans les villages et restaient liées à leurs familles d'origine par ces réseaux. Les femmes mariées, de leur côté, continuaient d'être soumises à la norme de la séclusion domestique⁵⁸, le phénomène se trouvant de plus renforcé par les exigences des employeurs, pour qui un âge trop élevé, un mariage ou une grossesse étaient souvent des motifs suffisants de renvoi (Hershatter 2007).

58 Walker (1993) note toutefois une évolution dans la division sexuelle du travail dans l'agriculture pour les femmes mariées. Dans les familles les plus touchées par la disparition de la petite production marchande et l'inflation foncière, les hommes s'engageaient de plus en plus dans le travail salarié, laissant la production agricole familiale aux mains des femmes.

Ces migrations furent aussi l'occasion d'un épisode mettant en lumière, de manière plutôt extrême, la tendance séculaire à la marchandisation des femmes que nous avons abordée au chapitre 2. À partir de l'écrasement du mouvement ouvrier militant par le gouvernement nationaliste aidé de la Bande Verte⁵⁹ en 1927, l'industrie textile en pleine expansion manque de main-d'oeuvre et le réseau de recrutement des travailleuses et travailleurs industriel se restructure (Honig 1983). Alors qu'au début des années 1920, ce sont principalement les contremaîtres de premier niveau qui recrutent les salariés à même leurs réseaux villageois, à partir de 1928 apparaît le système de travail contractuel. Dans ce système, les membres de la pègre locale se constituent en intermédiaires entre les travailleuses d'un côté, et les filatures de l'autre. Ces "entrepreneurs" - les contracteurs - parcourent les campagnes à des centaines de kilomètres à la ronde de Shanghai et achètent des jeunes femmes entre 14 et 18 ans pour ensuite les vendre sur le marché du travail de la ville, comme ouvrière textile principalement, mais aussi comme serveuses, cuisinières, chanteuses et prostituées (Honig 1983).

Le contrat de vente passé entre la famille et les contracteurs se présentait vaguement comme un contrat de travail, mais avec des clauses supplémentaires qui l'assimilaient plutôt à un acte de location à durée déterminée. En échange de versements annuels faits à la famille, le contracteur s'engageait à nourrir la jeune fille mise sous contrat, mais elle lui devait obéissance totale et voyait ses revenus saisis par le contracteur. À la fin du terme, le contracteur n'avait plus de responsabilités envers la jeune fille, mais si celle-ci avait manqué des journées de travail durant son contrat, elle devait les reprendre avant que celui-ci ne cesse de s'appliquer (Honig 1983). La famille qui mettait ainsi sa fille sous contrat se retrouvait donc à céder, en quelque sorte, son

59 La Bande Verte, "Green Gang" en anglais et "Qīng Bāng" (en pinyin) est une organisation criminelle de Shanghai fortement implantée dans les structures politiques et économiques de la ville à partir du début du XXe siècle. Elle participa au coup anticommuniste de 1927 contre le militantisme ouvrier, et plusieurs de ses membres furent alors cooptés dans l'État corporatiste de Jian Jieshi. Elle joua aussi un rôle important, nous allons le voir, dans la formation du prolétariat shanghai, notamment par son rôle d'intermédiaire dans le recrutement de la main-d'oeuvre. Pour une étude détaillée de leur rôle dans la vie politique de la Chine républicaine, voir Martin (1996)

autorité parentale à un contracteur qui pouvait l'exercer tout au long de la durée du contrat.

Les conditions de vie de ces jeunes femmes étaient marquées par un contrôle patriarcal et autoritaire très serré. D'abord transportées jusqu'à Shanghai dans des bateaux de marchandises ou en train, elles se retrouvaient logées chez leur contracteur, qui ne leur fournissait souvent qu'un lit pour deux ou trois personnes, de sorte qu'elles devaient dormir à tour de rôle durant le quart de travail de leurs compagnes. Entassées à plusieurs dans des dortoirs trop petits et souvent insalubres, leurs rations alimentaires, fournies par les contracteurs, étaient généralement constituées du minimum absolu assurant la survie, les contracteurs cherchant à maximiser leurs profits. Celles qui ne pouvaient pas être employées par les filatures, souvent parce que trop petites ou trop jeunes, se retrouvaient généralement vendues comme prostituées dans les réseaux clandestins auxquels les contracteurs étaient liés (Honig 1983). Les droits de sortie étaient limités aux fêtes et à un jour toutes les deux semaines, et elles étaient alors accompagnées des nervis au service des contracteurs qui habituellement surveillaient leur résidence (Honig 1983).

Les possibilités de s'extirper d'un tel trafic étaient relativement minces pour les femmes qui auraient eu le courage de tenter leur chance. Il leur fallait d'abord échapper à la surveillance des hommes de main des contracteurs, mais alors elles se retrouvaient seules dans une ville inconnue. Non seulement la discipline très stricte et les violences physiques étaient légion dans les cas de fuite, mais les contracteurs jouissaient d'un important réseau de contacts dans la pègre locale et parmi les contremaîtres responsables des embauches dans les usines, de sorte qu'il était pratiquement impossible pour une femme sous contrat de s'engager dans une autre entreprise pour s'affranchir du contrôle de leur contracteur sans que celui-ci soit mis au courant (Honig 1983).

Outre leur travail dans l'usine, ces femmes étaient aussi mises à contribution par leur employeur qui leur faisait réaliser des tâches domestiques, allant de la lessive à la garde des enfants. Ces contracteurs disposaient aussi souvent de leur corps pour des fins d'exploitation sexuelle. Bien que l'on dispose de peu de renseignements sur ce genre d'agression, Honig (1983) recense plusieurs cas de viols commis par les contracteurs dans la presse locale durant toutes les années 1930. Dans de telles conditions, la santé des travailleuses était précaire, et plusieurs d'entre elles souffraient de tuberculose, de bérubéri et de maladies de peau. Comme elles devaient, selon leur contrat, reprendre les journées manquées à la fin de leur engagement, elles se présentaient souvent au travail dans une piètre forme physique, ce qui était une source importante de conflits entre les employeurs et les contracteurs (Honig 1983).

Le système prend rapidement de l'ampleur après 1928, si bien que dans les années 1930, il compte plus de 5000 de ces entrepreneurs qui chacun contrôlent entre 10 et 100 femmes. Compte tenu du fait que la force de travail dans l'industrie cotonnière regroupe environ 110 000 salarié-es en 1929, dont 75% sont des femmes, de tels chiffres laissent entendre que le système de travail contractuel était très répandu, voire majoritaire dans l'industrie durant cette période.

Le cas du système de travail contractuel, bien qu'il ne concerne qu'une très petite partie de la population chinoise de l'époque, est néanmoins exemplaire de la complexité que peuvent receler les interactions entre les différents rapports sociaux impliqués dans le processus de prolétarianisation de la paysannerie chinoise. Dans un cadre où les migrations s'organisaient autour de relations sociales nées à la campagne, les liens sociaux tissés dans le monde rural contribuaient à façonner la force de travail industrielle sur des lignes qui maintenaient le statut de dépendance des jeunes femmes tissé dans le monde rural. Une des conséquences majeures d'un tel processus de prolétarianisation était de réactualiser dans un nouveau contexte urbain et ouvrier les normes so-

ciales et culturelles préexistantes qui encadraient les relations sociales paysannes, d'autant plus fortement que ces normes s'arrimaient encore aux impératifs économiques qui conditionnaient les choix micro-économiques des patricorporations.

Prises entre les impératifs concurrentiels d'une économie artisanale fortement commercialisée, mais en déclin, et la nécessité de maintenir un équilibre souvent précaire entre les ressources disponibles et la main-d'oeuvre, plusieurs familles paysannes ont été incorporées dans un réseau complexe de migrations de travail dans lesquels des pratiques séculaires de marchandisation des jeunes filles sont venues s'imbriquer. Il est évidemment douteux que les familles paysannes qui louaient leurs filles sous contrat à des membres de la pègre shanghaiïaise eussent réellement conscience de la situation dans laquelle elles plaçaient leurs filles. Néanmoins, la forte dépendance des jeunes filles à leur famille restait encore associée à leur statut relativement fragile dans la patricorporation, ce qui rendait plus facile le transfert de cette dépendance à un tiers lorsque les circonstances économiques l'exigeaient⁶⁰.

Cependant, ce système n'était pas exempt lui-même de contradictions. D'un point de vue purement capitaliste, le système de travail contractuel n'était pas nécessairement à l'avantage des grandes filatures, qui voyaient un intermédiaire capter une partie du surtravail extrait aux productrices directes. Ces intermédiaires, qui contrôlaient l'offre de travail et qui avaient intérêt à ce que les salaires restent suffisamment élevés pour leur permettre d'engranger des profits sur ce qu'il faut bien appeler un trafic humain, avaient donc des intérêts différents et des relations conflictuelles avec les représentants des grandes filatures de coton (Honig 1983). Leur rôle fut néanmoins crucial après la répression du mouvement ouvrier Shanghaiïais, à une époque où les dirigeants

60 Il semble bien que le poids des difficultés économiques des patricorporations dans de telles transactions ait été bien compris par les parties. Honig (1983) cite en effet un contrat typique qui commence par les mots: "The undersigned, X, because of present economic difficulties, wish to hire out his daughter, Y, to recruiting agent of the name Z[...]"

des grandes filatures et le gouvernement du *Guomindang* cherchaient à réorganiser la main-d'oeuvre pour maximiser la docilité des ouvriers en engageant des femmes.

C'est dans ce contexte que la Bande Verte a su se poser pour un temps comme le chaînon manquant entre les campagnes en surplus de main-d'oeuvre et les entreprises cotonnières demandeuses de travailleuses. Mais si les conditions de vie auxquelles les travailleuses étaient soumises ont certainement été aggravées par l'imbrication des contractants dans des réseaux criminels, il faut aussi rappeler que plusieurs des caractéristiques du système de travail contractuel étaient simplement la norme pour les ouvrières de l'époque: les dortoirs surpeuplés, la violence des contremaîtres, l'encadrement familial serré, le travail domestique et la mainmise de la parenté sur le salaire, la violence domestique et le harcèlement sexuel faisaient tous partie de l'expérience quotidienne des ouvrières chinoises.

En définitive, l'évolution historique de la fin des Qing et de la période républicaine n'a modifié que partiellement et superficiellement les rapports de sexes qui s'étaient historiquement constitués durant l'empire tardif. Le maintien des anciens rapports sociaux de propriété dans les campagnes continua de façonner les choix micro-économiques des patricorporations, qui devaient de surcroît s'adapter à une toute nouvelle compétition issue de l'introduction de produits manufacturés sur le marché intérieur. Les bouleversements politiques et sociaux qui accompagnèrent la chute du dernier empereur furent toutefois l'occasion, pour le mouvement réformiste modernisateur, de mettre de l'avant une critique virulente des anciens rapports sociaux traditionnels. Mais en ne s'attaquant ni à la structure économique et sociale de la famille patricorporative ni au mariage patrilocal exogame, les réformes tardives implantées par l'État républicain furent insuffisantes pour ébranler les processus de décision micro-économiques des familles paysannes pour qui la fragilité du statut des jeunes femmes fournissait la flexibilité nécessaire à l'ajustement du précaire équilibre entre

les ressources disponibles et la main-d'oeuvre. Par conséquent, quand la main-d'oeuvre féminine devint graduellement excédentaire dans les campagnes, elle fut partiellement absorbée par une production industrielle pour qui les femmes étaient source d'une main-d'oeuvre disciplinée et bon marché.

Ce n'est qu'avec la prise du pouvoir par les communistes en 1949 que la dynamique de développement caractérisée par les interactions entre le capitalisme international, qui possédait des enclaves dans les ports ouverts, et les impératifs économiques des patricorporations fut rompue. En implantant une vaste réforme agraire et en collectivisant l'agriculture, les dirigeants communistes souhaitaient à la fois améliorer la productivité dans les campagnes et changer radicalement les rapports d'exploitation entre les paysans et les propriétaires terriens. Pour les communistes, ces changements devaient aussi permettre d'instaurer une véritable égalité entre les hommes et les femmes, en permettant à ces dernières d'investir la sphère publique. Mais en même temps, l'émancipation des femmes était toujours restée à la remorque des projets de redressement national des réformateurs, tant celui du mouvement du 4 mai que celui du Guomindang (Beahan 1975; Bailey 2004). Le projet de transformation sociale maoïste ne fut pas en reste (Croll 1978), arrimant la question du statut des femmes au projet socialiste, de sorte que lorsque les deux objectifs de la construction socialiste semblaient entrer en conflit avec l'émancipation des femmes, l'égalité des sexes était remise au second plan (Croll 1978; Hershatter 2007).

CHAPITRE V

LE COLLECTIVISME ET LES RÉFORMES: UNE RÉVOLUTION INCOMPLÈTE

Ce n'est qu'avec la conquête du pouvoir par le parti communiste chinois, en 1949, que s'ouvre une nouvelle période où seront modifiés en profondeur les rapports sociaux. Les premières réformes agraires portent leurs fruits et permettent une amélioration notable de la qualité de vie de la paysannerie, mais les insuccès du Grand Bond en Avant remettent en question ces progrès. Alors que l'élite dirigeante est de plus en plus divisée, les épisodes de lutte politique entre diverses factions déchirent la Chine durant la révolution culturelle. La mort de Mao en 1976 met fin à cette période d'agitation sociale et ouvre la voie aux réformes économiques qui entraîneront à terme la réintégration de la Chine dans le capitalisme mondial.

Durant cette période, les femmes vivent d'importants changements qui voient se modifier en profondeur les rapports sociaux dans lesquels elles sont intégrées. Le régime maoïste avait pour objectif d'instaurer une société socialiste, ce qui impliquait notamment la poursuite de politiques mettant de l'avant l'égalité des sexes. Si les réalisations de la Chine Populaire à cet effet furent importantes, le régime, en s'appuyant sur la paysannerie pauvre et moyenne contre les grands propriétaires terriens, a été forcé de maintenir une bonne partie de la structure politique et familiale rurale, de sorte que la famille patricorporative, en tant qu'unité économique de production dominée par les hommes, n'a jamais réellement disparu du paysage chinois⁶¹. Alors que s'ouvre

61 Il faut évidemment exclure la période du Grand Bond en Avant (1958-1960), dans laquelle la collectivisation des terres mena à l'abolition de la famille comme unité de production. Toutefois, le

l'ère des réformes en 1978, plusieurs acquis sociaux de la révolution sont remis en question et la petite production marchande est réactivée. Le système de responsabilité familiale recentre la production agricole sur la famille, ce qui fait renaître certaines stratégies traditionnelles de gestion de la main-d'oeuvre qui utilisent la force de travail des jeunes femmes pour combler les besoins des familles. Ainsi apparaissent, ancrées dans des rapports sociaux historiquement constitués, les dagongmeis.

5.1 Origines et base sociale de la République Populaire de Chine

5.1.1 Les origines du régime: la période de lutte, l'occupation japonaise et la guerre civile

Après le massacre de Shanghai de 1927, les dirigeants d'un parti communiste décimé révisèrent leur stratégie politique et analysèrent plus en profondeur les problèmes que posait la spécificité de la Chine à leur projet révolutionnaire. Entre sa fondation en 1921 et 1927, le parti avait suivi une politique de front uni avec le Guomindang, ce qui lui avait valu une grande influence qui commençait à inquiéter Jiang Jieshi. Profitant de cette alliance, le parti avait réussi à s'implanter solidement dans le prolétariat industriel urbain qui devait servir, sur le modèle soviétique, de fer de lance à la révolution communiste (Fairbank 2010). La fin brutale du premier front uni avait détruit son implantation en milieu ouvrier, et les militants et cadres du parti qui avaient survécu à la répression avaient fui vers les campagnes ou se cantonnaient dans la clandestinité. Réduit à l'impuissance, le parti communiste, sous l'impulsion des critiques de Mao, abandonna alors sa stratégie d'implantation en milieu urbain pour se tourner vers l'immense masse paysanne qui constituait encore, en 1930, près de 90% de la population chinoise (Fairbank 2010; Spence 1990; Ch'en 2002).

désastre du GBA mena rapidement à la réinstauration de l'unité familiale comme unité de production, de sorte que cet épisode reste sans lendemains.

Mieux adaptée aux conditions socioéconomiques du pays, cette nouvelle stratégie utilisait l'isolement géographique de plusieurs régions chinoises comme protection contre les interventions militaires du pouvoir central (Kim 1973). Dans ces régions, le parti établissait un nouveau régime et cherchait à construire un État communiste indépendant pouvant affronter militairement, avec l'aide des masses paysannes, le gouvernement républicain et plus tard l'occupant japonais (Ch'en 2002). Bref, il s'agissait d'une « technique de contre-état »⁶² qui opposait à l'État républicain un État communiste s'appuyant sur les masses paysannes et cherchait à graduellement éroder le territoire contrôlé par la république pour le soumettre au nouvel État communiste (Anderson 2010).

Une telle stratégie impliquait que les premiers soviets établis en zone rurale soient établis sous la constante pression militaire du gouvernement républicain, ce qui forçait les troupes communistes à des déplacements massifs et souvent spectaculaires qui façonnèrent la légende maoïste⁶³. La lutte commune contre l'occupant japonais à partir de 1937 offrit l'occasion au parti communiste et au Guomindang de renouer avec une forme de collaboration conflictuelle. Soulagés de la pression mise par les nationalistes, les communistes, qui avaient gagné une expérience militaire et politique considérable, s'engagèrent dans la lutte contre le Japon. Disciplinés, efficaces et jouissant d'un fort appui parmi les paysans, les communistes purent sortir de la guerre contre le Japon avec une position militaire enviable et un État relativement bien organisé, alors que le Guomindang, dont la base sociale libérale s'était effritée depuis le virage fascisant de Jiang Jieshi, était rongé par la corruption et l'incompétence (Fairbank 2010). La guerre civile reprendra entre les nationalistes et les communistes après

62 L'expression est de Luis Mercier Vega (1968), qui utilise ce terme pour qualifier les stratégies de guérilla suivies par de nombreux groupes d'extrême gauche sud-américains dans les années 1960.

63 La «longue marche», dans laquelle l'armée rouge et une bonne partie de l'appareil dirigeant du parti s'engagent dans un périple de plus d'un an qui parcourt une grande partie de la Chine intérieure, dans des conditions extrêmement difficiles, pour échapper à l'encerclement du soviet du Jiangxi par l'armée républicaine est un événement qui marqua l'histoire du parti et resserra les liens entre les dirigeants.

l'occupation, mais les communistes seront désormais plus puissants et mieux organisés. Repoussés vers la mer à la fin des années 1940, les républicains se replièrent sur Taïwan et laissèrent la Chine continentale aux mains des communistes en 1949.

5.1.2 La base sociale du régime et le modèle de développement maoïste

Ces années de lutte exercèrent une influence considérable sur le nouveau régime, pour au moins deux raisons. D'abord, la cohésion du groupe dirigeant, dont les membres partageaient l'expérience de la longue marche et jouissaient d'un prestige sans égal, en sorti renforcée et pour un temps, l'unité prit le pas sur les luttes factionnelles. Ensuite, et plus fondamentalement, l'instauration de mini-républiques soviétiques fut l'occasion pour le parti de procéder à nombre d'expériences sociales et politiques qui, par un processus d'essais et d'erreurs, en virent à constituer l'ossature du programme de transformation sociale du PCC. De fait, la stratégie de développement social et économique suivie par le PCC durant la première décennie de la République Populaire de Chine tire sa source dans les expériences menées par le parti durant les années de lutte (Fairbank 2010; Johnson 1983; Kim 1973; Selden 1995).

La stratégie maoïste devait en effet prendre en considération que l'effondrement de l'État central en 1911 avait laissé les anciennes élites locales agrariennes relativement intactes. Les appuis du régime de Jiang Jieshi se retrouvaient parmi ces élites locales, qui exerçaient des fonctions capitales dans les villages et les campagnes. Contre ce régime, le parti communiste chinois a réussi, nous venons de le voir, à construire une alliance avec la paysannerie pauvre, dont les intérêts s'opposaient à la base sociale du *Guomindang* (Bianco 2002). Durant la période de lutte, le parti communiste s'est constitué une base sociale au niveau local et régional qui allait fournir les cadres nécessaires à la construction du nouvel État à partir de 1949 (Anderson 2010).

Paradoxalement, alors que le PCC cherchait officiellement à éliminer les « relents de féodalisme » dans les rapports sociaux à la campagne, son alliance avec la paysannerie pauvre allait le mener à préserver une part importante des structures sociales et familiales héritées de la Chine impériale tardive (Johnson 1983). C'est en effet durant cette période qu'émerge ce que l'on pourrait nommer le « collectivisme agraire », qui deviendra le modèle de développement typique de la Chine maoïste. Centré autour du village traditionnel, ce collectivisme cherchait d'abord à redistribuer également les terres entre les paysans en expropriant les propriétaires terriens – souvent eux-mêmes absents des villages – et les terres que les paysans riches n'étaient pas en mesure de cultiver eux-mêmes et desquelles ils tiraient des revenus de location (Hinton 2008). Il visait avant tout à faire du cultivateur le propriétaire de la terre sur laquelle il travaillait et à éliminer les ponctions sur le surproduit effectuées par les propriétaires terriens (Bramall 2000). Plus tard, à mesure que l'appui des paysans riches devenait essentiel pour le régime, cette politique de redistribution radicale fut remplacée par une politique de réduction des loyers, d'instauration de taxes plus progressive et de contrôle des taux d'intérêt qui devait compenser le maintien de la propriété des paysans riches (Bramall 2000; Selden 1995).

Bien que fortement égalitaires, ces changements ne modifiaient pas fondamentalement les rapports de production: l'agriculture restait organisée autour de la patricorporation, et le village continuait d'être l'unité administrative autour de laquelle tournait la vie paysanne. Le rôle des villes dans les échanges commerciaux et dans l'administration publique restait relativement inchangé, même si les anciennes élites avaient été remplacées par les cadres communistes. L'État tributaire n'existait certes plus dans sa forme impériale, mais les nécessités militaires imposaient aux paysans une taxation relativement élevée. Dans un tel cadre, la famille patrilocale exogame et l'organisation politico-économique semi-autonome des villages, centrée autour des liens sociaux constitués par les lignées, continuaient de jouer un rôle prépondérant.

L'isolement imposé par la stratégie militaire des communistes et le faible niveau de technologie dont ils avaient hérité allait aussi conditionner leur stratégie de développement. Les communistes cherchaient à combler les insuffisances techniques et matérielles de la Chine en faisant appel à la mobilisation des masses par des campagnes politiques dirigées par les diverses organisations paysannes contrôlées par le parti. Il cherchait ainsi à libérer le potentiel caché de la main-d'œuvre rurale en intensifiant le travail et l'usage des terres, souvent au détriment, comme le fait remarquer Huang (1990), de la productivité. Une telle stratégie de mobilisation était doublée d'une idéalisation des communautés paysannes, de leurs modes traditionnels de coopération, de leur moralité, ce qui cimentait idéologiquement les paysans autour d'un village qui constituait une des unités de base de la politique développementale communiste (Johnson 1983).

5.1.3 Les femmes et la révolution maoïste

Redistribution des terres, réforme de la taxation et lutte contre les propriétaires terriens étaient au centre des initiatives du régime pour s'assurer le soutien des masses paysannes, mais la libération des femmes figurait aussi officiellement au nombre des préoccupations du parti (Croll 1978; Jacka 1997; Johnson 1983; Wolf 1989). Inspirée par le mouvement du 4 mai et son idéal égalitariste, l'attitude des communistes envers la condition des femmes n'en restait pas moins ambiguë et traversée par des considérations stratégiques auxquelles venaient se greffer certaines inconsistances idéologiques liées à une interprétation très orthodoxe des thèses d'Engels (1952) sur la famille (Johnson 1983; Jacka 2006a).

Officiellement, le parti jugeait que le statut des femmes devait être réformé profondément et ces dernières libérées de l'oppression semi-féodale dans laquelle le système familial chinois les maintenait (Croll 1978; Glosser 2003; Hershatter 2007; Johnson

1983; Jacka 1997). Par contre, cet objectif était subordonné à la lutte des classes entre travailleurs et capitalistes, et entre paysans et propriétaire, qui était jugée plus universelle et donc prioritaire, mais qui était, au fond, définie en fonction d'une vision du monde masculine (Johnson 1983; Hershatter 2007). En associant l'identité de classe "générique" à une identité masculine, on se trouvait à confondre les intérêts de classe généraux – qui auraient dû inclure les intérêts des femmes - avec les intérêts spécifiques des hommes paysans et ouvriers. Cet androcentrisme eut des répercussions sur l'expression du féminisme dans le mouvement communiste. Les paysans et les ouvriers disposaient d'organisations spécifiques pour défendre leurs intérêts, mais les groupes féministes y étaient organisationnellement intégrés et hiérarchiquement soumis, de sorte que les priorités des féministes étaient constamment à la merci de la bonne volonté de dirigeants masculins (Johnson 1983). Dans un tel contexte, il était facile pour les dirigeants masculins d'écarter les propositions féministes les plus dérangeantes et d'associer les femmes demandant plus d'autonomie politique à des représentantes de la bourgeoisie détachées des préoccupations ouvrières et paysannes.

Cette attitude générale envers les femmes était fondée théoriquement sur une lecture orthodoxe de *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État* d'Engels. Dans cet ouvrage, Engels défendait l'idée que les rapports de production, conçus comme « la production et la reproduction de la vie immédiate » (Engels 1952) constituaient le facteur déterminant de l'histoire. Mais à son tour, cette production était divisée entre « d'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent, d'autre part, la production des hommes mêmes, la propagation de l'espèce. » (Engels 1952). Or si l'analyse d'Engels définit bien la reproduction de l'espèce humaine comme un travail, elle tend à en reléguer l'analyse des rapports de production à la seule production socialisée hors de la famille. Il en découle que la production capitaliste est pensée en termes de rapports de production, mais que la production domestique est – elle - pensée en terme

de rapports de parenté. La famille s'en trouve ainsi naturalisée, ce qui empêche de penser la famille en termes de rapports de production (Haug 2010).

Cette ambiguïté est encore plus problématique quand on la met en relation avec le contexte des écrits de Marx et d'Engels, et de la littérature marxiste en général, où la « production » est plutôt étroitement définie comme la production de biens matériels échangeables sur le marché (Jacka 1997). Dans une telle interprétation, la production en vient rapidement à être identifiée avec le travail masculin exécuté hors de la sphère domestique, alors que le travail effectué par les femmes se trouve invisibilisé et naturalisé. À son tour, cette naturalisation requière de postuler l'existence de deux sexes et est incapable de saisir comment la masculinité et la féminité sont les produits de rapports de production spécifiques.

En reléguant la famille à la sphère privée, l'analyse marxiste orthodoxe a séparé les deux aspects indissociables des rapports de production que sont la production de la vie et la production des moyens de subsistance. En conséquence, l'oppression des femmes est expliquée par leur confinement à la sphère privée, à « l'intérieur » confucéen, et non par l'appropriation de leur travail et de leur corps. Cette interprétation étroite de l'analyse d'Engels mena le PCC à la conclusion qu'aucun intérêt matériel antagonique fondamental n'opposait les hommes et les femmes, et que c'était principalement l'idéologie semi-féodale de la paysannerie qui empêchait les femmes d'investir la sphère productive (Johnson 1983).

Une telle interprétation était parfaitement acceptable aux yeux des dirigeants du PCC, dans la mesure où elle fournissait des justifications théoriques adaptées à la politique qu'ils suivaient sur le terrain, qui consistait à dégager les surplus de main-d'oeuvre pour intensifier la production et à préserver l'appui de leur base sociale paysanne (Johnson 1983). Les principaux changements apportés par les communistes à la con-

dition des femmes – qui réformaient le mariage et le droit de propriété des femmes – illustrent bien comment la politique menée par les communistes était guidée par ces objectifs.

Les lois sur le mariage promulguées par le PCC dans leurs bases rurales abolissaient les mariages forcés et instaurent la liberté de choix du mari pour les femmes (Johnson 1983). De leur côté, les lois sur la propriété affirmaient l'égalité des femmes et des hommes devant l'héritage familial, permettaient aux femmes de conserver la propriété des terres et des biens qu'elles apportaient au mariage et les incluaient dans la redistribution des terres saisies aux propriétaires terriens (Johnson 1983). Officiellement, l'objectif était de libérer les femmes de l'emprise exercée par le mariage traditionnel qui en faisait, nous l'avons vu, une marchandise matrimoniale plutôt qu'un acteur réel libre de contrôler sa destinée. Toutefois, la manière dont ces changements législatifs furent présentés à la paysannerie par le PCC demeurait cadrée dans une matrice idéologique acceptant implicitement l'appropriation des femmes par les hommes:

“Mao, in a 1931 investigative report, expressed the view that one of the cruelest aspects of the old society was that many of the male poor were unable to “get wives. “. These men were thereby unable to meet the basic, minimal criteria of manhood in traditional society. Mao, understanding the central importance of such deprivation, hoped to present the Red Army's revolution as a force capable of redeeming the manhood of this prospective revolutionary constituency. Initially at least, Mao also hoped to dovetail this appeal to poor men with the leadership's commitment to marriage reform. He therefore argued that marriage reform would help improve the situation for poor men because it undermined the “purchase marriage system” that allowed the rich to monopolize more than their share of women while making marriage a ruinous financial burden even for middle peasants. Mao and the Soviet government therefore invited poor unmarried men to use the new marriage freedom to find women and

marry despite their inability to meet traditional requirements” (Johnson 1983, 56)

L'application concrète de ces réformes causa aussi nombre de problèmes que la théorie officielle, qui refusait de voir que les hommes et les femmes pouvaient avoir des intérêts divergents, ne permettait pas de régler. Pour de nombreux paysans qui avaient acquis leurs femmes dans une transaction matrimoniale, le divorce représentait en effet une perte nette de ce qu'ils considéraient comme un investissement (Johnson 1983). De plus, pour les paysans pauvres disposant de peu de terres, le divorce signifiait qu'il perdait l'usage des terres appartenant à sa femme. Dans un contexte où le PCC était très préoccupé par la préservation de sa base sociale paysanne, la résistance des hommes à la loi sur le mariage fut interprétée par les dirigeants du parti comme un signe du potentiel perturbateur de son programme féministe sur la cohésion sociale de la paysannerie et sur l'unité politique de ses constituants (Johnson 1983). Dans la plus pure tradition confucéenne, qui valorisait l'unité et l'harmonie sociale, le programme de réforme féministe du parti fut de plus en plus perçu comme un obstacle à la cohésion sociale.

C'est ce qui explique que l'application des lois sur le mariage et la propriété fut extrêmement variable et difficile dans de nombreux villages. Quand ces réformes menaçaient l'unité de la paysannerie, les instances dirigeantes du parti fermaient facilement les yeux sur les accrocs de plus en plus nombreux à l'application de la loi commis par les fonctionnaires chargés de son administration. Ces accrocs étaient facilités par le statut exogène des femmes dans la communauté, et par le fait que les hommes monopolisaient les postes de fonctionnaires chargés de l'application de la loi. Il était par conséquent beaucoup plus facile pour un homme de faire valoir ses droits auprès d'un fonctionnaire, dans la mesure où ce dernier faisait partie du village depuis sa naissance et avait des liens de parenté ou des obligations coutumières envers les

autres hommes du village, alors que les femmes, en vertu du mariage patrilocal exogame, n'avaient pas cet ancrage communautaire suffisant pour lui permettre de faire valoir ses droits (Johnson 1983).

Ainsi, la propriété des femmes était souvent inscrite au nom du mari lors de la répartition des terres saisies par l'État ou lui était attribuée illégalement lors du divorce. Cette pratique était favorisée par l'idéologie voulant que les hommes et les femmes n'aient pas d'intérêts économiques contradictoires et que par conséquent, peu importait à qui était attribuée la propriété. Elle se trouvait aussi facilitée par un mécanisme institutionnel qui attribuait le statut de classe du mari à sa femme, ce qui rendait plus ou moins « naturel » d'identifier la propriété familiale à celle du mari⁶⁴. Le divorce lui-même devint plus difficile à obtenir pour les femmes, une situation qui fut en partie légalisée par l'État communiste qui nia aux femmes de militaires le droit au divorce (Johnson 1983).

L'idée selon laquelle l'implication des femmes dans le travail productif à l'extérieur du foyer allait à terme mener à leur libération fournit aussi aux communistes une justification idéologique pour en arriver à réquisitionner le travail des femmes (Wolf 1989). Alors que l'effort de guerre privait les communautés paysannes d'une bonne partie de leur main-d'oeuvre masculine, mobiliser le travail des femmes du foyer devint de plus en plus un objectif déterminant dans la stratégie économique suivie par les communistes (Hershatter 2007; Johnson 1983). Dans un tel cadre, les lois sur le mariage pouvaient servir à desserrer l'étau des normes traditionnelles sur les femmes pour les rendre disponibles au travail dans les coopératives de production semi-artisanales instaurées par le régime. Mais en même temps, elles restaient soumises au réseau de pouvoir des hommes qui contrôlaient les leviers politiques et économiques

64 Les communistes attribuaient aux paysans un statut de classe (paysan sans-terre, paysan pauvre, paysan moyen, paysan riche, etc.) qui servait à déterminer le taux de taxation du ménage et déterminait la part qu'il allait recevoir dans le partage des terres agricoles expropriées.

dans le nouveau régime et qui prenaient les décisions importantes en matière de production (Johnson 1983).

En s'appuyant sur la paysannerie contre les élites locales et les nationalistes, le régime maoïste a laissé relativement intacte la famille paysanne traditionnelle. Malgré une orientation politique officiellement préoccupée par l'émancipation des femmes, la nécessité pour le régime de maintenir sa base sociale paysanne a limité les velléités réformatrices du régime et l'agenda d'émancipation des femmes a été constamment soumis aux impératifs de la guerre, du développement économique et de l'harmonie sociale. Par conséquent, la base matérielle de l'exploitation et de l'appropriation des femmes, qui est intimement reliée au contrôle des hommes sur la famille et sur les institutions politiques, n'a été que superficiellement entamée.

5.2 La trajectoire de développement et la structure de classe de la République populaire

Durant la période maoïste qui suit la prise du pouvoir par le PCC en 1949, ces caractéristiques héritées des années de lutte continueront de façonner étroitement les politiques gouvernementales de sorte que les femmes devront attendre avant de voir les promesses d'émancipation du mouvement du 4 mai devenir réalité. En refusant de mettre en question la structure patrilocale exogame du mariage, le PCC a contribué à maintenir le dense réseau de pouvoir tissé par les hommes dans leur village natal, et a maintenu, à tout le moins dans la pratique, l'encastrement des droits de propriété dans les structures de parenté. Comme nous allons le voir, cet encastrement allait être remis en cause durant les périodes du Grand Bond en Avant et de la Révolution culturelle, mais la responsabilité du travail reproductif, du soin des enfants et le travail ménager continueront d'être confinés à la sphère privée, aboutissant à une situation de double fardeau de travail pour les femmes. La division sexuelle du travail, qui allouait

des emplois moins prestigieux et moins payants aux femmes, continuera d'être une base sur laquelle le régime organisait la production. Alors que les réformes économiques remettent la famille patricorporative au centre des politiques développementales à partir de 1978, le contrôle exercé par les hommes sur les familles était intact. Ces réformes renforcèrent donc la division sexuelle du travail ainsi que la subordination des femmes à des familles contrôlées par des hommes.

5.2.1 Les différentes phases de développement de la République populaire

La République populaire de Chine est passée par plusieurs phases de développement de manière excessivement rapide durant la période 1949-1978. Débouchant sur les réformes économiques instaurées sous le leadership de Deng Xiaoping, cette succession d'épisodes historiques a été traversée par de fortes tensions entre les groupes dirigeants et la paysannerie qui concernaient principalement la forme précise à donner au modèle de développement dégagé durant les années de lutte. Fallait-il maintenir la petite production marchande, source d'un important dynamisme économique, ou bien miser plutôt sur une planification totale de l'économie ? À quel rythme devait-on procéder pour industrialiser le pays, et corollairement, quel niveau de ressources l'État devait-il extraire de la paysannerie pour financer le développement industriel ?

Ces questions étaient cadrées à l'intérieur de la structure de classe agraire héritée de l'empire sur laquelle le parti communiste avait su s'appuyer pour mener à bien sa conquête du pouvoir (Skocpol 1976; Skocpol 1979). Le socle du régime maoïste est en effet généralement considéré comme étant une alliance entre, d'un côté la paysannerie pauvre et de l'autre les cadres locaux du parti communiste qui remplacèrent les anciennes élites locales (Skocpol 1976; Skocpol 1979; Moore 1993; Spence 1990; Kraus 1981; Anderson 2010; Bianco 1993), de sorte que la stratégie développementaliste du régime cherchait, selon le modèle développé durant les années de lutte, à lais-

ser relativement intacte l'organisation sociale villageoise et l'organisation spatiale de la Chine rurale. Le PCC espérait que les communautés villageoises allaient pouvoir servir comme un noyau de base autour duquel il serait ensuite possible de développer un communisme agraire authentique.

Or, cette stratégie se heurta dans un premier temps au manque de compétence technique et au niveau d'éducation extrêmement limité des cadres du parti et des paysans. Nous avons vu comment, dans la Chine impériale, les élites locales jouaient un rôle politique et économique dirigeant. Bien éduquées et en pleine possession du capital culturel nécessaire pour remplir les tâches incombant à une classe dirigeante, les élites locales avaient toutefois été remplacées par les cadres communistes qui étaient, eux, issus d'une paysannerie pauvre ou moyenne à laquelle manquaient souvent les ressources techniques et le savoir-faire politique. C'est pourquoi, lors des premières années du nouveau régime, le PCC laissa en place les anciens fonctionnaires nationalistes et tenta de s'attirer la sympathie des couches intellectuelles (Fairbank 2010).

Après les premiers succès de la réforme agraire, dans laquelle les terres furent confiées à des coopératives de production recoupant les limites des villages naturels (Fairbank 2010), le PCC fut confronté une première fois au problème de l'arriération du pays et de son manque de cadres compétents (Richer et Domenach 1995). L'aide économique et technique soviétique, d'abord acceptée par Pékin, s'avérait de plus en plus coûteuse, et pesait d'un lourd poids sur l'économie du pays. Éclatèrent alors d'âpres débats à l'intérieur du parti sur les méthodes et le rythme à appliquer à la modernisation. Plus précisément, Bachmann (2006) identifie trois coalitions majeures ayant pris forme après la période de la collectivisation de l'agriculture, durant le débat sur le Grand Bond en Avant. Un premier groupe de dirigeants regroupés autour du ministère des Finances prônait une industrialisation plus lente et contrôlée, un meilleur développement de l'agriculture et de l'industrie légère, et favorisait l'utilisa-

tion du marché. Pour Bachmann, cette coalition était composée des anciennes élites commerciales et capitalistes. Un deuxième groupe de dirigeants, formés de technocrates et des dirigeants des grandes entreprises industrielles d'État favorisait des investissements dans l'industrie lourde et un taux d'investissement plus élevé qui aurait causé des pressions ponctionnaires accrues sur la paysannerie. Finalement, les élites politiques du parti favorisaient à la fois le développement de l'industrie lourde et de l'agriculture, mais s'opposaient fermement à l'introduction de mécanismes de marché qui auraient miné le monopole décisionnel du parti en matière économique.

Au fond, ces stratégies économiques, bien que divergentes, s'inspiraient de la structuration de l'ancienne économie impériale, avec sa cohabitation entre un mode de production tributaire centré sur le développement de l'État et la petite production marchande, centrée sur l'industrie légère et les relations commerciales. Les partisans des collectivisations rapides espéraient financer un développement industriel rapide avec les ponctions faites sur les ressources paysannes par l'État, qui devaient augmenter en réalisant des économies d'échelle et en faisant appel à l'enthousiasme des masses, selon le modèle de mobilisation de la main-d'œuvre développé durant les années de lutte. Les partisans du développement de l'industrie légère espéraient, de leur côté, augmenter les ressources disponibles pour l'État et souhaitaient que la petite production marchande jadis extrêmement dynamique, allait stimuler la croissance économique puisqu'elle était désormais délivrée de la compétition étrangère.

Le premier plan quinquennal - inspiré du modèle soviétique - avait mis l'accent sur l'industrie lourde et la réforme agraire, comme le voulait la tendance de Bo, puis les campagnes de collectivisations des terres avaient mené à un degré de collectivisation important. Le rythme du développement s'accéléra dès 1955, lors d'un premier Bond en avant qui préfigurait celui, plus profond, lancé en 1957-58 (Domenach et Richer 1995; Fairbank 2010; Spence 1990). Mais les résultats de ces politiques ne furent pas

au goût des dirigeants qui souhaitent accélérer l'effort d'industrialisation: le manque de personnel technique compétent, notamment, conditionna l'échec du premier Bond (Domenach et Richer 1995). Les mesures de consolidations qui suivront ce premier échec seront l'occasion pour l'autre camp d'appliquer certaines de leurs idées économiques. On a ralenti et parfois inversé le rythme des collectivisations à la campagne, on a introduit des incitations matérielles pour favoriser le travail et l'effort, on a limité les ponctions économiques destinées à l'investissement. Cette politique, tout comme sa rivale mettant l'accent sur l'industrie lourde, n'a pas été un succès et ne fut pas en mesure de rallier l'ensemble des dirigeants du parti.

C'est dans ce contexte de tensions entre les groupes de dirigeants que la campagne des Cents Fleurs a été lancée. On a appelé les intellectuels à critiquer les excès de la bureaucratie, et on assista, au printemps 1957, à un important foisonnement de critiques souvent dures à l'endroit du parti. Ces critiques finirent par inquiéter, et Mao mit un terme au mouvement par une campagne de rectification qui visa les «droitiers» s'étant trop aventurés sur le terrain de la critique (Godement 1990). L'épisode des Cents Fleurs reflétait les hésitations du régime sur la voie à suivre quant au type de développement économique et à son rythme, ainsi que sur l'évaluation globale du premier plan quinquennal (Spence 1990), mais était aussi caractéristique de la difficulté pour le régime à rallier les intellectuels et les experts nécessaires à son programme ambitieux de développement. Sa conclusion consacra la victoire des tenants de l'industrie lourde et des collectivisations rapides ainsi que la rupture entre le parti et les couches intellectuelles. Le 3^e plénum du comité central du parti lança alors officiellement le Grand Bond en septembre 1957 (Godement 1990), une décision confirmée en 1958 par une session exceptionnelle du VIII^e congrès du PCC. Dès lors, les prévisions de plus en plus optimistes se succèdent, créant ainsi une escalade vers les objectifs les plus ambitieux : c'est le Grand Bond en Avant.

Le Grand Bond éliminait toute forme de propriété privée – même les petits lots privés destinés à la consommation personnelle des familles - et d'échange marchand, fusionnait les coopératives de production centrées sur les villages naturels dans une unité administrative plus large, la commune populaire, qui devenait l'unité économique et administrative de base du régime et se voyait même confiée des fonctions militaires (Spence 1990; Godement 1990). Le programme économique du Grand Bond était centré sur le développement de l'industrie lourde et prévoyait de fortes ponctions étatiques sur les ressources agricoles pour financer le développement de l'industrie (Godement 1990; Richer et Domenach 1995; Spence 1990). Néanmoins, la dynamique de mobilisation politique et de stimulation de l'enthousiasme des masses eut un effet négatif important: des estimations d'augmentation de la production de plus en plus fantaisistes parvenaient à Pékin de partout au pays. Grisés par ce déferlement de fausses statistiques toutes plus formidables les unes que les autres, les dirigeants se virent confirmés dans l'idée que la paysannerie pouvait supporter un financement rapide de l'industrialisation, au point où au plus fort de la famine de 1959-1960, la Chine continuait d'exporter du grain pour financer ses achats (Li et Yang 2005).

L'énorme pression mise par ce programme sur les ressources agricoles fit cependant baisser la ration alimentaire disponible aux paysans sous le seuil de la survie, et des conditions naturelles défavorables virent s'ajouter au tableau pour créer une tempête parfaite: la famine de 1959-1960 tuera entre 18 et 30 millions de personnes, et sera un des plus grands cataclysmes du siècle (Li et Yang 2005). Fin 1960, les dirigeants reconnaissent la gravité de la situation, et prennent des mesures d'urgence pour rétablir la situation: l'armée est mobilisée pour aider aux récoltes, les lopins de terre privés sont rétablis, les marchés sont rouverts et la responsabilité de la production est retournée aux équipes de production, qui recourent les frontières du village naturel (Godement 1990; Li et Yang 2005).

Les conséquences du Grand Bond sur la trajectoire politique de la Chine seront importantes. Mao, discrédité, fait son autocritique et démissionne, alors que les experts et les technocrates prennent le pas sur les cadres politiques (Bachman 2006). Au début des années 1960 donc, une partie des élites politiques du niveau national se rapprochèrent des élites technocratiques, et la position de pouvoir des cadres communistes locaux appuyés sur la paysannerie fut soudainement menacée. Mao, dont la position avait été affaiblie par l'échec du Grand Bond, s'allia alors avec les cadres qui devaient leur position à leurs capacités politiques et leurs liens avec la paysannerie pour empêcher la constitution d'un bloc politique alliant technocrates et élites politiques nationales (Andreas 2009). La révolution culturelle (1966-1976) s'attaque aux cadres supérieurs et aux technocrates, qualifiés de capitalistes, aurait alors été l'expression de la lutte de classes entre un bloc paysan-communiste s'appuyant sur des structures politiques régionales et un bloc technocrate-élites politiques s'appuyant sur l'État central.

Ainsi peut-on expliquer les principaux événements de la période 1949-1978 en termes d'alternance politique entre les coalitions. Le Grand Bond en avant aurait consacré la victoire de la clique de Mao, et son échec aurait amené une coalition de technocrates au pouvoir. La révolution culturelle aurait alors été une tentative des organisations communistes de revenir au pouvoir en mobilisant leur base sociale, et ceci en attaquant à la fois la coalition financière comme capitaliste et la coalition de l'industrie lourde comme technocratique et bureaucratique. Les aléas, avancées et retours de la politique chinoise dans les années 1960-70 auraient alors été l'expression des rapports de forces entre les coalitions. Les attaques simultanées contre les élites dirigeantes des coalitions financière et industrielle auraient en quelque sorte contribué à forger une unité interélite qui aurait, avec le recul de la révolution culturelle puis la mort de Mao, débouché sur la formation d'une nouvelle classe dirigeante (Andreas 2009). La

porte était alors ouverte pour les réformes majeures que la Chine allait implanter à partir de 1978.

5.2.2 Les relations sociales de propriété dans les campagnes

La collectivisation des terres agricoles débuta dès les années 1950, avec l'expropriation des élites locales puis la constitution de coopératives de production et finalement la création des communes populaires (Spence 1990; Fairbank 2010; Domenach et Richer 1995). Chacune de ces formes organisationnelles représentait une étape supplémentaire devant mener à un collectivisme absolu, dans lequel toute forme de propriété privée ainsi que la famille devait être abolies. Les terres et les moyens de production, outre ceux utilisés dans la production domestique, appartenaient à la commune populaire, puis après leur abolition entre 1978 et 1984, aux villages. La production, collectivisée, était dirigée par les cadres locaux du parti, qui jouissaient ainsi d'un important pouvoir (Bianco 1993; Oi 1985).

Formellement, les liens de dépendance personnelle de type féodal étaient abolis, et les femmes jouissaient des mêmes droits que les hommes. Toutefois, des réseaux de clientélisme importants se tissaient autour des cadres locaux du parti communiste, qui disposaient d'importants pouvoirs politiques et économiques (Oi 1985; Walder 1992). Les administrations locales jouaient aussi un rôle important dans la gestion des problèmes sociaux, en développant des mesures sociales et en prenant en charge la construction d'entreprises locales diversifiées qui produisaient une importante variété de produits industriels (Spence 1990), alors qu'un programme d'assignation à résidence, le hukou, fixait la population paysanne dans ses villages d'origine (Chan 2009; Chan et Zhang 1999; Cheng et Selden 1994; Fairbank 2010; Spence 1990).

5.2.3 Les relations sociales de propriété dans l'industrie : *Danwei* et encadrement social

La main-d'œuvre industrielle, démographiquement minoritaire, était presque totalement employée dans des entreprises collectives ou d'État issues de l'expropriation des industries capitalistes après 1949 (Andreas 2008; Spence 1990; Lü et Perry 1997). Elle était intégrée dans des unités de travail – les *danweis* – qui lui fournissaient divers services sociaux comme de l'éducation, des soins de santé et du logement, et qui régulaient l'utilisation de la force de travail (Lü et Perry 1997; Andreas 2008). S'ils étaient salariés, les travailleurs des entreprises d'État et des entreprises collectives jouissaient d'une sécurité d'emploi à vie, et les *danweis* avaient la responsabilité de s'assurer du bien-être de leur personne jusqu'à leur mort.

5.3 Les femmes dans la République populaire

La politique générale de la République populaire envers les femmes restait profondément marquée par les lignes directrices dégagées lors des années de lutte et les objectifs du régime demeurèrent globalement les mêmes en ce qui concerne les femmes: il s'agissait de maximiser leur participation à l'effort productif, ce qui devait déboucher sur leur émancipation. Néanmoins, l'irruption massive des femmes dans la production à l'extérieur des foyers domestique durant la période maoïste a fait ressortir la question du double fardeau de travail (salarié et domestique) imposé aux femmes, alors que la volonté du régime de contrôler l'urbanisation et de baser le développement économique sur les communautés villageoises existantes aura pour conséquence de favoriser, par des mesures institutionnelles, le maintien du mariage patrilocal exogame. De même, la volonté du régime de contrôler les naissances par l'instauration de la politique de l'enfant unique aura pour conséquence de favoriser l'infanticide des filles, puis avec la généralisation des échographies, les avortements sélectifs.

5.3.1 Maintien du mariage patrilocal exogame et de la famille comme unité socioéconomique

Les pratiques de mariage sont restées, durant la période maoïste, guidées par la norme patrilocale et exogame. L'exogamie du mariage était légalement garantie par l'article 5 a) de la loi sur le mariage de 1950, qui confiait à la coutume le soin de définir le niveau d'exogamie nécessaire entre les époux⁶⁵. Sa patrilocalité, elle, était garantie par l'organisation de la production. Lavelly (1991) souligne en effet que l'organisation socioéconomique centrée autour des villages et des collectifs de travail a eu pour effet de décourager d'autres types d'union comme les mariages néolocaux⁶⁶ ou uxori-locaux⁶⁷. Les villages collectivisés et leurs équipes de production étaient des structures relativement fermées, dans lesquelles il était pratiquement impossible d'entrer, ce qui donnait une propriété effective aux hommes sur les terres et perpétuait la pratique de l'héritage masculin, mais cette fois-ci de manière collective:

“That is, males and their progeny were in effect given a share in perpetuity of the collective property. As a result, outside males were virtually never permitted to take up residence in the collective, and recent government efforts to promote a modern version of uxori-local marriage have met with failure.” (Lavelly 1991, 288)

Les effets du maintien de cette structure maritale devraient maintenant être bien connus: exclusion des femmes des réseaux de relations personnelles qui structurent les villages et la vie politique, investissement moindre des familles dans l'éducation des filles, déracinement des femmes de leurs communautés d'origine et rupture dans le parcours de vie induit par le mariage, avec tous ses effets sur le statut et le prestige des principales intéressées.

65 La loi du mariage de 1950 est reproduite intégralement dans Johnson (1983)

66 Dans lequel les nouveaux époux n'habitent ni le village d'origine du mari ni celui de la femme.

67 Dans lequel le nouvel époux prend résidence dans la famille de son épouse.

La famille continuait donc de jouer un rôle institutionnel et économique important, en déterminant le statut de classe de ses membres et en étant l'unité de compte à partir de laquelle les petits lopins privés et les ressources du collectif étaient distribués aux paysans. Ainsi, malgré la loi qui donnait aux femmes des droits de propriété en théorie similaires aux hommes, les salaires de tous les membres de la famille étaient versés directement au père, qui en avait le contrôle effectif (Hershatter 2007).

À la campagne, à cause du manque de mobilité spatiale et des clôtures sociales érigées autour des villages naturels, les besoins de main-d'oeuvre des collectifs ne pouvaient être comblés que par les naissances ou les mariages et non par les migrations, de sorte que la politique démographique du régime était extrêmement dirigiste. Dans les années 1950, le régime prônait encore une politique nataliste (Hershatter 2007), mais quand les problèmes de surpopulation devinrent plus criants, à partir des années 1970, le PCC imposa la fameuse politique de l'enfant unique, qui aggrava le déséquilibre déjà important du taux de masculinité (Hershatter 2007).

Le régime n'ayant que peu de moyens pour développer une réelle politique sociale envers les aînés, la famille restait aussi la principale ressource pour les paysans âgés, ce qui, combiné avec la politique de l'enfant unique et le mariage patrilocal, augmentait encore la désirabilité d'une naissance masculine. Au départ suivie strictement, l'application de la politique de l'enfant unique fut ensuite assouplie pour permettre aux familles d'engendrer un garçon quand les premières-nées étaient des filles, car des avortements sélectifs étaient pratiqués et l'infanticide des filles resurgissait (Hershatter 2007).

5.3.2 Le *hukou* et ses effets sur le mariage

Au début des années 1950, la stratégie de développement du nouveau régime fut confrontée à des problèmes de chômage urbain et au retour des déplacé-es de guerre vers leurs villages (Cheng et Selden 1994). Combinée à ces problèmes, la nécessité d'instaurer une gestion des populations apte à contrôler efficacement les migrations intérieures, empêcher l'urbanisation galopante, permettre une allocation centralisée des approvisionnements en céréales, des services sociaux, des emplois et du logement mena le gouvernement chinois à instaurer le *hukou* (Cheng et Selden 1994). Il s'agissait d'un système d'enregistrement et de contrôle des lieux de résidence conférant aux populations des statuts distincts de résident urbain et de résident rural, auxquels étaient liées non seulement des prestations de services sociaux, mais aussi des tickets de rationnement et un contrôle important de la mobilité spatiale qui liait les paysans à leurs villages et restreignait l'accès aux villes (Alexander et Chan 2004). Le résultat fut la création d'une forte disparité entre les villes et les campagnes, qui permit à l'État de mieux diriger les ressources vers les villes et le développement industriel (Cheng et Selden 1994), alors qu'une classe de travailleurs urbains voyait son statut relativement privilégié se confirmer. Mais ce système eut aussi un impact majeur sur le maintien de la structure patrilocale du mariage et par conséquent sur la condition des femmes.

Tout comme le statut de classe des femmes était déterminé par celui de leurs maris, le *hukou* des femmes les attachait au foyer domestique du mari. Pour prévenir l'exode rural des jeunes femmes, le régime stipulait que les enfants d'une femme possédant un *hukou* rural se voyaient attribuer eux aussi un statut rural (Fan 2004), de sorte que les femmes, qui migraient lors du mariage, voyaient leur liberté de choix – pourtant garantie par la loi sur le mariage – fortement limitée (Lavelly 1991).

La quasi-impossibilité de marier des citadins se doublait du fait que la restriction sur les migrations institutionnalisée par le *hukou* faisait en sorte que les jeunes femmes étaient mises devant seulement deux choix : habiter avec la famille de leurs parents, ou bien se marier. Dans une société où le ratio homme-femme était traditionnellement déséquilibré suite aux pratiques d'avortements sélectifs et d'infanticide féminin, les familles et les collectifs de travail escomptaient que les jeunes femmes d'une génération quittent les villages pour se marier à mesure que leurs homologues masculins s'engageaient dans des unions matrimoniales. Les ressources des collectifs, des familles et des villages étant relativement limitées, il est raisonnable de croire que ces attentes exerçaient une pression importante sur la « libre » décision des jeunes femmes. De fait, Lavelly (1991) note que les mariages arrangés par les parents restent la norme, même s'il était désormais coutume de s'assurer de l'accord des principaux intéressés.

5.3.3 Contrôle politique patriarcal

Dans la République populaire, un immense système de liens personnalisés constitué de relations clientélistes et de patronage traversait la société chinoise du haut vers le bas (Walder 1992; Walder 1995; Walder, Li et Treiman 2000). Puisque la centralisation des canaux de distributions économiques était placée sous l'autorité d'un leader politique, l'absence de mécanismes de marché, le monopole politique du parti et la structure hiérarchique fermée de la société favorisaient le développement de relations clients-patrons hiérarchisées (Walder, Li et Treiman 2000; Walder 1992; Walder 1995; Naughton 1992; Oi 1985; Oi 1992). Ces réseaux interpersonnels étaient aussi traversés par les relations de parenté et l'organisation en lignée typique de la Chine traditionnelle, exerçaient un important rôle dans la distribution du pouvoir et influençaient l'application des lois.

Ainsi, les fonctionnaires appliquant les lois, les chefs d'équipe assumant un rôle dirigeant dans les communes agricoles et dans les *danweis* exerçaient-ils leur pouvoir en tissant des liens personnels de dépendance avec leurs commettants. Pour les paysans, obtenir un bon emploi ou une promotion, être favorisé dans la redistribution périodique des terres disponibles ou faire pencher une décision judiciaire en sa faveur dépendait donc plus du maintien d'une bonne relation avec leurs patrons que de l'application de règles formelles et rationnelles à la Weber.

Les femmes, elles, étaient généralement exclues de ces réseaux qui étaient monopolisés par les hommes. En vertu du mariage patrilocal exogame, nous l'avons souvent souligné, leur statut dans la communauté restait longtemps celui d'une étrangère. De plus, l'accès aux postes de fonctionnaires et de chefs d'équipe dépendant souvent de la participation politique dans les diverses instances du parti, mais les femmes, qui devaient cumuler travail salarié, tâches domestiques et travail de *care* disposaient de peu de temps à investir dans de telles activités. Lorsqu'elles le faisaient, elles étaient suspectes et soupçonnées d'être de mauvaises mères et de mauvaises épouses, négligeant leurs maris et leurs enfants, de sorte qu'il était très difficile pour elles de récolter le prestige nécessaire à l'avancement d'une carrière politique (Johnson 1983). Soumises à ce double standard, les femmes étaient par conséquent exclues de la vie politique, dans un régime où le politique commandait presque tous les aspects de la vie sociale.

5.3.4 Double fardeau, éducation et division sexuelle du travail

Tout comme durant la période de lutte, le travail des femmes à l'extérieur du foyer était vu à la fois comme le moyen par lequel les femmes réussiraient à s'émanciper, mais participait aussi de la stratégie de développement du régime, qui cherchait à intensifier l'usage de la main-d'oeuvre disponible et devait ainsi compenser la pauvreté

technologique du pays (Croll 1978). Les femmes se retrouvaient alors dans une position où leur participation au travail à l'extérieur du foyer ne réduisait pas le fardeau de leurs tâches domestiques et augmentait donc considérablement leur fardeau. Elles continuaient à faire à manger, coudre, s'occuper des enfants, et ce travail était de plus en plus considéré par l'État comme ayant une valeur économique de moindre importance, de sorte qu'aucune campagne d'éducation politique ne visa à faire augmenter la participation des hommes aux travaux ménagers (Jacka 1997). Les services offerts par l'État ou les collectifs pour soulager le fardeau du travail ménager, par exemple des garderies, étaient rares ou inexistants (Johnson 1983). De manière caractéristique, dans les rares cas où des réfectoires ou des garderies furent institués durant le Grand Bond en Avant pour favoriser la participation des femmes au travail collectif, ces ressources ont été les premières à être démantelées lors de la crise économique qui suivit (Johnson 1983).

La variabilité des thèmes des campagnes publiques sur la condition des femmes indique assez bien comment le régime cherchait d'abord et avant tout à mobiliser les femmes comme une main-d'oeuvre flexible et malléable: si le régime encourageait les femmes à entrer dans la force de travail salariée dans les périodes de forte demande, comme durant le Grand Bond, dans les périodes de ralentissement économique c'était leur rôle de mère, d'épouses et de ménagère que le régime valorisait (Andors 1983).

La division sexuelle du travail se voyait non seulement dans l'attribution de tâches domestiques aux seules femmes, mais aussi dans l'organisation quotidienne du travail dans les collectifs de production et dans la distribution des tâches entre les membres du collectif (Johnson 1983; Jacka 1997; Hershatter 2007). La justification de cette division sexuelle du travail ne tenait souvent qu'à l'idée que les femmes étaient moins qualifiées pour exécuter un travail lourd et nécessitant de la force physique, mais la distribution réelle des tâches dans les collectifs contredisait souvent cette hypothèse,

de sorte que les hommes mobilisaient les tâches jugées les plus prestigieuses, notamment celle nécessitant l'usage de machinerie, alors que les femmes étaient souvent assignées aux travaux les plus pénibles et les plus durs. Wolf (Wolf 1989, 83-84) par exemple mentionne le cas d'un collectif où les hommes, passant leur journée entière sur un tracteur, considéraient que leur travail était plus "lourd" que celui des femmes, qui pourtant devaient creuser des fossés et construire des barrages dans les champs pour assurer une bonne irrigation. Dans les villes, les femmes qui travaillaient pour les *danweis* étaient souvent confinées aux emplois qui relevaient de leurs rôles traditionnels et étaient surtout présentes dans l'industrie textile, dans les emplois liés au *care* et dans des emplois de service peu rémunérés (Liu 2007).

Cette division sexuelle du travail, notamment parce qu'elle impliquait la monopolisation par les hommes des emplois jugés plus prestigieux, avait un effet sur la rémunération des femmes, qui recevaient moins de points de travail pour des journées souvent aussi longues (Jacka 1997; Johnson 1983; Liu 2007). Officiellement, la politique de rémunération de l'État devait interdire ce genre de discrimination salariale, mais comme le niveau du salaire était lié à sa classification comme "lourd" ou "léger", qui correspondait plus à une classification établie en fonction de la division sexuelle du travail qu'à une classification en fonction de la difficulté des tâches (Hershatter 2007), les différences salariales étaient importantes.

Durant les années de lutte, le PCC avait reculé devant l'implantation des mesures sociales qui devaient avoir pour effet d'instaurer une égalité formelle entre les hommes et les femmes, et durant la période maoïste, l'application des lois protégeant les droits des femmes avait continué d'être soumise à la nécessité, pour le régime, de conserver sa base sociale paysanne masculine, qui lui fournissait le gros de ses fonctionnaires et constituait son principal appui politique. L'interprétation orthodoxe étroite des thèses d'Engels sur la famille fournissait au PCC les justifications idéologiques à la fois pour

mobiliser le travail des femmes et pour placer au second plan leur émancipation. Alors que les collectifs, centrés autour des villages naturels, deviennent l'unité économique et politique de base du régime, ces derniers restent construits sur des solidarités traditionnelles qui laissent une grande place aux réseaux de patronnage et de parenté contrôlés par les hommes. La famille était toujours au centre de la production et la reproduction de la force de travail, et sa structure patrilocale était garantie par l'organisation sociospatiale de la Chine. Les femmes continuaient d'être exclues des décisions politiques et économiques qui structuraient la vie des collectifs, même si elles portaient sur leurs épaules une bonne partie du travail nécessaire au développement de la Chine. Dans un tel cadre, il n'est pas exagéré de prétendre que, loin d'avoir émancipé les femmes, le maoïsme a plutôt collectivisé les anciens rapports sociaux de propriété patrilocaux qui sous-tendaient les processus d'exploitation du travail des femmes.

5.3.5 Les réformes économiques et l'apparition des *dagongmeis*

L'ère des réformes qui débute sous l'impulsion de Deng Xiaoping en 1978 marque une importante rupture avec la trajectoire de développement suivie jusque là par la République populaire (Hinton 1990). La révolution culturelle avait en effet profondément ébranlé la stabilité du régime et créé une grave crise sociale qui allait perdurer une dizaine d'années, de 1966 à la mort de Mao en 1976 (Fairbank 2010). Ce dernier, dans sa lutte contre les autres tendances du parti représentées par la coalition financière et les technocrates des ministères économiques responsables des entreprises d'État, avait fait appel aux masses ouvrières et paysannes pour soutenir sa position en présentant ses ennemis comme des cryptocapitalistes qui cherchaient à prendre le pouvoir et renverser les acquis de la révolution de 1949 (Kraus 1981). Son appel avait été entendu dans la jeunesse ouvrière et parmi les paysans, mais l'enthousiasme révolutionnaire des gardes rouges avait menés à une profonde déstabilisation de

l'économie du pays et le mouvement avait dû être réprimé par l'armée populaire en 1969 (Kraus 1981).

Une deuxième phase de la révolution culturelle s'amorce alors, dans laquelle un mouvement ouvrier de plus en plus critique envers le manque de démocratie du régime et déçu des accomplissements du PCC en matière sociale commence à s'affirmer comme une véritable force oppositionnelle menaçant les bases du régime et réclamant l'approfondissement du socialisme (Wu 2013). En réponse à ces pressions populaires, le régime tente alors de canaliser les demandes populaires dans un ensemble de réformes au centre desquelles figurent la modernisation économique et la libéralisation des marchés (Wu 2013). La mort de Mao laissant ses adversaires politiques sans réel soutien à l'intérieur du parti et de l'armée, Deng fit le pari que l'accélération de la croissance économique et la fin de l'instabilité politique allaient apporter une nouvelle légitimité au régime.

C'est ainsi que dans une première phase allant de 1978 à 1992, les réformes furent introduites graduellement et d'une manière pragmatique, de manière à ne pas créer de chocs trop brutaux comme l'avait fait le Grand Bond, mais après 1992, le rythme et la portée des réformes s'accélérent.. Dans les villes, les entreprises d'État se voient d'abord fixer des objectifs grandissants en matière de productivité et de profitabilité, et le marché commence lentement à remplacer la planification centralisée (Naughton 2007; Naughton 1992). Toutefois, avant 1992, les responsabilités des *danweis* en matière de sécurité d'emploi et de services sociaux envers leurs employés demeurent, de sorte que la main-d'oeuvre reste attachée à l'entreprise et qu'aucun véritable marché du travail ne voit le jour.

Après 1992, les entreprises d'État voient ce modèle changer du tout au tout. Leur capital est inscrit en bourse, et leur profitabilité soumise aux règles du marché, bien que

l'État demeure un actionnaire majoritaire dans les domaines les plus stratégiques de l'économie (Andreas 2008). Le résultat ne se fait pas attendre, et à partir de 1995 les entreprises d'État licencient massivement leur main-d'oeuvre excédentaire, cessent de fournir des services sociaux à leurs employés alors que plusieurs entreprises privées émergent, ce qui crée un marché du travail de type capitaliste (Walker et Buck 2007). Alors que les inégalités explosent et l'urbanisation progresse, les classes se polarisent et prennent une forme capitaliste:

“This massive conversion of public into private property transformed managers into property owners and other work-unit members into disenfranchised proletarians. Work units in which previously both managers and workers had enforceable claims suddenly became the exclusive possession of the managers. In Marx's language, labour power was separated from the means of production, as both were converted into commodities, and the responsibilities for production and consumption were severed.” (Andreas 2008)

Dans les campagnes, la petite production marchande est relancée et les terres sont décollectivisées, la production étant confiée contractuellement aux familles qui doivent verser un loyer à leur collectif (Andreas 2008; van Westen 2011): c'est le système de responsabilité familiale, qui, dans une Chine encore largement agricole sert de base à une stratégie de développement économique qui mise sur le dynamisme de la petite production familiale et des marchés locaux et régionaux pour augmenter la productivité. Alors que se développent des zones économiques spéciales qui ouvrent les portes de la Chine aux investissements étrangers en fournissant des conditions fiscales avantageuses (Naughton 2007), les familles paysannes sont de plus en plus dépendantes des envois en argent fait par les travailleurs migrants qui vont s'engager dans les nouvelles industries côtières (Andreas 2008; Lee 2007).

Par conséquent, bien qu'incomplète, la Chine semble bien engagée dans une dynamique de transition vers le capitalisme (Webber 2008; Webber 2009; Perelman 2009; So 2008; Andreas 2008)⁶⁸. En effet, le poids relatif de la population paysanne est en déclin, ce qu'atteste le progrès constant de l'urbanisation (Chan 2012; Riley 2004); une importante population travailleuse migrante soumise au marché du travail est apparue (Chan et Ngai 2009; Chen 2011; Murphy 2002); les saisies de terres paysannes se multiplient alors qu'est apparu un marché des baux des terres agricoles en zone rurale et un marché du logement en zone urbaine (Deininger et Jin 2008; Deininger et Jin 2009; Ding 2007; Guo 2001; He et al. 2009; Ho 2001; Ho 2014; Ho et Lin 2003; Li 2010; Lin et Ho 2005; Rozelle et Li 1998; van Westen 2011; Zhang et Donaldson 2008). Ces phénomènes, bien que traversés par des dynamiques institutionnelles et légales complexes (Hsing 2010), attestent bel et bien l'apparition d'une classe de travailleurs pour qui l'autoproduction n'est plus une stratégie de survie praticable, et qui sont par conséquent dépendants du marché pour leur reproduction.

Qui plus est, ces réformes ont réinstauré la prédominance de l'unité familiale dans la production artisanale et agricole, et n'ont pas entamé sa structure patriarcale et patri-locale héritée du passé. C'est ainsi que, comme nous l'avons vu au chapitre 1, les interactions entre le contrôle institutionnel, l'idéologie traditionnelle et la demande d'une force de travail bon marché vont créer un régime de travail migrant fortement segmenté en fonction des sexes qui facilite la transition au capitalisme tout en réinstaurant les rapports de sexage traditionnels.

68 Soulignons tout de même que certains doutent de la présence en Chine d'un capitalisme endogène (Post 2008; Hart-Landsberg et Burkett 2007) à cause de l'absence d'une réelle accumulation primitive consacrant la dépendance des paysans au marché capitaliste, le processus de prolétarianisation chinois laisserait intacte une immense paysannerie qui ne serait pas soumise à des rapports sociaux typiquement capitalistes, ce qui limiterait l'émergence d'une classe capitaliste locale et soumettrait le développement de cette dernière aux impératifs de l'accumulation transnationale.

CONCLUSION

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons cherché à comprendre comment pouvait se construire historiquement, dans un processus de longue durée, la force de travail féminine que les investisseurs capitalistes semblent trouver comme par magie sur un marché du travail lui-même considéré comme naturel. Nous avons comme objectif de démontrer que les travailleuses mobilisées dans la production capitaliste ne tombent pas du ciel, en quelque sorte, mais qu'elles sont façonnées par un ensemble complexe de processus sociaux qui tirent souvent leurs sources dans des schémas d'action sociale historiquement constitués.

Ce que la littérature sur les *dagongmeis* tendait à démontrer, c'était que les jeunes ouvrières migrantes se retrouvaient principalement dans un segment bien particulier du marché du travail, caractérisé par un encadrement sévère et la présence d'une structure de migration mobilisant des réseaux de parenté qui contrôlaient les processus d'embauche et exerçaient un important contrôle disciplinaire sur la force de travail. Alors que des facteurs institutionnels venaient renforcer la dépendance de ces jeunes femmes envers ces réseaux de clientélisme, il nous semblait qu'un des piliers du mode de régulation du travail auquel étaient soumises les *dagongmeis* était traversé par la présence d'une division sexuelle du travail spécifique et de processus d'appropriation du travail et de contrôle du corps des femmes qui faisaient largement appel à des rapports de sexage.

Or, les deux modes de conceptualisation du genre qui sous-tendaient les travaux sur les *dagongmeis* divergeaient fortement d'une explication matérialiste des rapports sociaux de sexe. La première conceptualisation, fortement inspirée par le structuralisme,

avait tendance à naturaliser l'utilisation des différences biologiques entre les hommes et les femmes pour des fins de classification et de hiérarchisation sociale. Parce qu'elle considérait comme une caractéristique anthropologique invariante la structuration de la pensée en catégories binaires opposées, cette conception du genre inscrivait les hommes et les femmes dans une structure immuable du langage qui à son tour, par association d'idées, menait à la dévaluation symbolique des femmes au profit des hommes.

La deuxième conceptualisation ancrerait sa conception du genre non pas dans la structure invariante du langage, mais dans les pratiques discursives qui construisent les sujets de manière fluide et mouvante. Il s'agissait d'une conception non matérialiste, dans la mesure où les pratiques matérielles de domination et d'exploitation étaient renvoyées à l'instance économique, alors que le genre était de son côté associé à la culture. Dans cette conception, il y avait donc un fossé ontologique entre d'un côté les rapports sociaux de sexe, discursivement construits, et de l'autre les rapports d'exploitation économiques, qui possédaient en quelque sorte une "base matérielle" dans l'économie. Il devenait par conséquent difficile de penser les interactions entre les rapports sociaux de sexe et les rapports de classe sans les hiérarchiser. Bref, les deux conceptions du genre semblaient reléguer les rapports sociaux de sexe au domaine de la culture et de l'idéologie

La solution à ce problème nous semblait se trouver dans une conceptualisation du genre qui serait en mesure de ramener la culture, l'idéologie et les processus matériels d'exploitation et d'appropriation des corps sur le même plan ontologique, celui des pratiques sociales constituées autour d'un enjeu. La sociologie historique néomarxiste nous semblait ici fournir une méthodologie apte à réaliser ce projet, dans la mesure où un de ses principes méthodologiques est de chercher comment émergent historiquement les différentes catégories sociales – prolétaires et capitaliste, noirs et blancs,

hommes et femmes. Dans la mesure où la sociologie historique conçoit la réalité sociale comme le produit historiquement sédimenté de l'action humaine, il nous semblait possible de reconstruire l'évolution des catégories sociales que sont les hommes et les femmes par une analyse historique.

Il s'agissait pour nous de dégager comment les interactions entre différents processus sociaux conduisaient les acteurs à adopter des comportements micro-économiques spécifiques qui à leur tour produisaient les catégories homme et femme. C'est pourquoi nous faisons appel à la sociologie historique néomarxiste développée par la théorie des relations sociales de propriété, courant aussi connu sous le nom de marxisme politique. Dans la théorie des relations sociales de propriété en effet, ce sont les règles de reproduction qui institutionnalisent les structures d'opportunités dans lesquelles les acteurs doivent faire leurs choix microéconomiques et qui ont de cette manière un impact majeur sur la trajectoire de développement des sociétés. À leur tour, ces règles de reproduction sont produites par les rapports sociaux de propriété, qui spécifient comment un acteur peut avoir accès aux moyens de production et au produit social.

Les origines de la subordination des femmes semblent remonter jusqu'à la préhistoire⁶⁹, il nous était impossible, à la fois parce que nous n'étions pas méthodologiquement entraînés pour ce genre de recherches et parce que la rareté des données préhistoriques confine l'analyste à des hypothèses hautement spéculatives, de remonter jusqu'à cette période. Par conséquent, nous avons choisi de démarrer notre analyse à une période généralement considérée comme constituant un point tournant dans l'histoire de la Chine: la période des Song. La tangente que prennent à cette époque les rapports sociaux de propriété insuffle en effet à la trajectoire développementale de la Chine une direction qui ne sera rompue qu'avec l'irruption du capitalisme et du colo-

69 À ce sujet, voir Tabet (1979)

nialisme occidental au XIXe siècle, ce qui conférait à notre analyse une cohérence qu'il aurait autrement été difficile de maintenir.

Les conclusions de cette analyse de la Chine impériale tardive pointent vers le fait que dans les sociétés où la coutume encadre le travail social, les individus sont liés à leurs communautés par un ensemble de liens de dépendance hiérarchisés qui s'inscrivent souvent, comme c'est le cas dans la Chine impériale tardive, dans les relations de parenté (Kelly 1981). Dans de tels rapports sociaux, "les individus ne peuvent être substitués l'un pour l'autre aussi facilement que ne peuvent l'être des employés" salariés qui se recrutent sur le marché du travail (Friedmann 1986, 47; notre traduction). En fait, la gestion du précaire équilibre entre les ressources disponibles et la survie qui guide les décisions d'allocation du travail se trouve encadrée, tout comme les droits de propriété, dans des rapports de parenté hiérarchisés et patriarcaux. Dans la Chine impériale tardive, les moyens d'ajouter et de retirer des travailleurs et des travailleuses de l'unité productive de base, la patricorporation, étaient en conséquence liés aux rapports de parenté organisés sous le droit de la famille. Les seules manières d'ajouter des travailleurs, hormis d'engager des salariés agricoles, ce qui demeurait hors de portée de la grande majorité des patricorporations, passaient par les naissances, l'adoption et, pour les femmes, le mariage (Gates 1996a).

Cet encastrement de la force de travail dans les rapports de parenté conditionnait à son tour la forme spécifique prise par l'appropriation de la force de travail des producteurs directs. Alors que dans l'idéal-type du capitalisme, la force de travail est vendue et achetée sur le marché du travail dans le cadre d'un rapport contractuel qui en limite l'usage dans le temps, le cas du travail des femmes dans la Chine impériale tardive ne semble pas poser de telles limites. Pour Guillaumin, une telle situation est caractéristique d'un rapport social comparable à l'esclavage dans lequel l'appropriation du travail passe par l'appropriation du corps:

L'appropriation physique dans les rapports de sexes - qu'on va tenter de décrire dans cet article - contient l'accaparement de la force de travail, et c'est à travers la forme que prend cet accaparement qu'on peut discerner qu'il s'agit d'une appropriation matérielle du corps ; mais elle en est distincte par un certain nombre de traits dont l'essentiel, commun avec l'esclavage, est qu'il n'existe dans cette relation aucune sorte de mesure à l'accaparement de la force de travail : cette dernière, contenue à l'intérieur des seules limites que représente un corps individuel matériel, est prise en bloc, sans évaluation. Le corps est un réservoir de force de travail, et c'est en tant que tel qu'il est approprié. Ce n'est pas la force de travail, distincte de son support/producteur en tant qu'elle peut être mesurée en «quantités» (de temps, d'argent, de tâches) qui est accaparée, mais son origine : la machine-à -force -de -travail. (Guillaumin 1978a, 9)

Un tel rapport social d'appropriation a en outre des conséquences sur le corps lui-même, qui loin d'être une catégorie purement naturelle, devient lieu sur lequel les rapports sociaux viennent s'inscrire (Guillaumin 1992b). Ainsi, le corps est aussi un objet socialement construit, ce qui a des impacts sur le corps physique lui-même - notamment par le traitement différencié entre hommes et femmes au niveau de l'alimentation, ou par l'utilisation « objets amovibles, externes, qui interviennent sur la motricité ou la liberté du corps » (Guillaumin 1992b, 121). Ces impacts concernent donc le rapport des individus à leur corps et la manière dont elles et ils inscrivent ce dernier dans l'espace, le temps et dans les rapports sociaux: la pratique du bandage des pieds trouve tout son sens dans un cadre où c'est le corps comme réservoir de force de travail qui est approprié, et non la force de travail elle-même. Le bandage des pieds s'inscrit alors dans un rapport social où le corps des femmes est construit comme un corps surveillé et contrôlé, dont l'inscription dans l'espace est plus limitée que pour les hommes.

De plus, avance Guillaumin, cette construction sociale du corps des femmes n'est pas jouée d'avance, elle est le résultat d'un long processus d'apprentissage et de différenciation sociale qui a pour effet de limiter les potentialités du corps des femmes et de les

inscrire dans des rapports sociaux inégalitaires. Dans ce cadre, le rôle joué par l'idéologie néoconfucianiste devient essentiel: en construisant discursivement les femmes comme faisant partie de l'intérieur, elle avalise cette construction d'un corps féminin aux potentialités limitées par les pratiques sociales.

L'émergence du discours sur la chasteté des veuves et la pureté des femmes s'inscrit aussi dans cette logique culturelle, dans la mesure où de tels impératifs moraux étaient parfaitement en ligne avec l'appropriation accrue non seulement de la force de travail des femmes, mais aussi de leurs corps, tant dans le cadre de la commercialisation des jeunes filles que dans celui de la reproduction forcée prenant place dans le cadre du mariage. Ce qu'impliquaient ces impératifs moraux, en effet, c'était que les femmes n'appartenaient qu'à leurs familles, à leurs maris, à leurs patricorporations, qui seuls avaient le monopole sur les capacités reproductrices des femmes. Dans un cadre où ces capacités furent graduellement placées au centre de la division sexuelle du travail, il n'est guère surprenant de constater que de plus en plus, le néoconfucianisme mit l'accent sur leur régulation morale. En permettant et valorisant une intériorisation des normes sociales genrées par les femmes elles-mêmes, l'hégémonie exercée par le néoconfucianisme se trouvait à reproduire idéologiquement l'appropriation des femmes par les hommes, et à transférer le fardeau de défendre cette appropriation sur les femmes.

Pour la théorie des relations sociales de propriété, les conclusions que nous avons dégagées suggèrent une reconceptualisation de la notion des rapports sociaux de propriété et des règles de reproduction pour y inclure les rapports sociaux de sexe. Dans le cas de la Chine impériale tardive en effet, nous avons vu comment ces règles de reproduction rendaient tout à fait rationnelles des décisions microéconomiques dont l'impact agrégé eut pour conséquence une trajectoire de développement involutive. Mais nous avons aussi vu quels ont été les impacts d'une telle trajectoire de dévelop-

pement sur la force de travail féminine et nous avons pu aussi constater comment les rapports de sexage permettaient aux familles d'ajuster l'équilibre entre les ressources disponibles et la main-d'oeuvre par la marchandisation des femmes et par l'infanticide.

Or, dans les travaux des tenants du marxisme politique, les familles sont essentiellement traitées comme des agents économiques indifférenciés, comme des espèces de boîtes noires qui peuvent donner accès aux moyens de production ou à la production elle-même, mais à l'intérieur desquelles les rapports de propriété, la distribution du pouvoir et la division du travail restent non problématisées (Blank 2011). Ce que nous montre pourtant l'exemple de la Chine impériale tardive, c'est que ce ne sont pas seulement les modes de régulation du travail qui étaient imbriqués avec les rapports de parenté dans la Chine impériale tardive, mais aussi les rapports sociaux de propriété. La patricorporation - que l'on pourrait pour simplifier comparer à une forme de famille élargie - était l'unité de base de la société et se trouvait au centre des stratégies de reproduction suivies par les acteurs. Le principe confucéen de "vie collective, budget commun" exprime bien comment les normes qui guidaient l'action sociale étaient encadrées dans une structure qui délimitait les possibilités offertes aux acteurs et qui constituait une composante vitale à la fois du mode de production tributaire et de la petite production marchande.

C'est en effet au niveau de la patricorporation qu'étaient vécues les contraintes plus larges issues de ces deux modes de production. À la fois unité de taxation de base et entreprise productive, la patricorporation constituait le point de jonction entre les processus d'appropriation du surtravail en provenance de deux nexus de relations sociales qui imposaient chacun des règles de reproductions différentes, mais elle restait marquée, à l'intérieur par des processus d'appropriation du surtravail des femmes au profit des hommes qui impliquaient aussi une appropriation du corps des femmes. La

patricorporation devient alors le point focal dans lequel se cristallise un ensemble complexe de normes culturelles et de règles juridiques qui spécifient les modalités d'accès aux moyens de production et les processus d'appropriation du surtravail de manière asymétrique pour les hommes et pour les femmes.

Un bon exemple de l'angle mort du marxisme politique sur ces questions peut être aperçu dans le traitement que fait Brenner (Brenner et Isett 2002) de la trajectoire de développement de la Chine impériale. Dans leur discussion sur les causes de la crise malthusienne qui frappe la Chine à partir du XVIIe siècle, Brenner et Isett attribuent la trajectoire de développement involutive au fait qu'en présence d'un accès direct et non médié par le marché aux moyens de production, dans ce cas-ci à la terre, les paysans pouvaient allouer leurs ressources d'une manière qui allait à l'encontre des nécessités du développement économique, car ils étaient en quelque sorte "protégés" des contraintes compétitives (Brenner et Isett 2002, 616). Ils notent bien au passage comment la nécessité de perpétuer la lignée mâle, notamment pour des raisons d'assurance contre la vieillesse et la maladie, augmentait la pression démographique et accélérât le processus de division des terres, mais précisent que ce "pattern n'aurait pas été supportable si les paysans avaient été obligés de former leurs familles et d'allouer leurs ressources en accord avec des obligations de compétition et de maximisation des profits" (ibid.). En somme, le principal facteur qui explique ici la spécificité de la trajectoire démographique chinoise, ce n'est pas la structuration particulière de ses rapports sociaux de propriété historiquement constitués, mais une absence, l'absence de pression compétitive.

Une partie de la structure de l'argument s'explique, pour être honnête, par le fait que l'article en question est une comparaison entre la trajectoire de développement de la Chine impériale tardive avec celle de l'Angleterre capitaliste, où les auteurs cherchent à démontrer que les relations sociales de propriété spécifiques à l'Angleterre, qui ex-

erçaient une pression compétitive forçant les acteurs à augmenter leur compétitivité, avaient mené cette dernière vers une trajectoire de développement capitaliste caractérisée par une forte productivité. Il n'en reste pas moins que la trajectoire de développement malthusienne de la Chine impériale tardive ne saurait être expliquée de manière satisfaisante en vertu de ce qui lui manquait pour correspondre avec un idéal-type du capitalisme. En effet, à moins de postuler que la trajectoire de développement malthusienne concerne toutes les formations sociales sauf celles qui sont capitalistes, il faut bien en expliquer les fondements.

Comme nous l'avons vu plus tôt (dans la section sur renforcement du rôle reproductif et le prestige social des épouses), les relations sociales de propriété typiques de la Chine impériale tardive avaient un effet important sur le taux de natalité, et par conséquent renforçaient les pressions démographiques sur les paysans. En effet, le travail consistant à reproduire l'espèce en portant les enfants, à donner naissance et à allaiter durant les premières années de vie des nourrissons se voyait inséré dans les stratégies économiques des familles parce que les femmes pouvaient être vendues et achetées et servaient de soupape de sûreté pour ajuster les besoins en main-d'oeuvre des patricorporations. Pour cette raison, les schémas de reproduction et le comportement démographique des familles furent de plus en plus soumis aux impératifs compétitifs en provenance de la petite production marchande, soumettant la sexualité des femmes aux intérêts démographiques de la patricorporation et organisant, pour reprendre les mots de Tabet (1985), une forme de "reproduction forcée" dans laquelle le rôle de mère devenait de plus en plus central pour les femmes et déterminait en grande partie leur prestige social. C'est pourquoi Gates (1989; 1996a) fait l'hypothèse que la trajectoire démographique de la Chine impériale tardive, caractérisée par une forte natalité, est en grande partie explicable par l'organisation de cette reproduction forcée sous la pression des impératifs de la petite production marchande.

De plus, il est fort probable que la transmission patrilinéaire de la propriété avait aussi un effet sur le taux de natalité. En effet, comme seul un enfant mâle pouvait servir d'assurance durant la vieillesse ou en cas de maladie, on peut en déduire, statistiquement parlant, qu'il fallait mettre au monde deux fois plus d'enfants pour en arriver à avoir un héritier que si la propriété avait pu se transmettre indifféremment aux femmes et aux hommes.

Ainsi, l'aspect genré des rapports sociaux de propriété chinois ne doit-il pas être sous-estimé pour privilégier le fait que les paysans étaient protégés des pressions compétitives du capitalisme. Ce que ce constat suggère, de manière plus générale, c'est qu'il n'est pas suffisant de considérer l'influence des relations sociales de propriété sur la manière dont sont socialement construites les femmes, mais qu'il faut aussi, dans le déroulement de l'analyse, considérer que les rapports sociaux de sexe font intégralement partie des rapports sociaux de propriété, qu'ils structurent les règles de reproduction d'une manière genrée et influencent les trajectoires de développement des sociétés.

Une autre piste de réflexion suggérant une modification de la théorie concerne la conceptualisation de la transition au capitalisme. Dans le débat sur la transition de l'Europe au capitalisme (Aston et Philpin 1985; Comninel 2000; Wood 2009), les travaux historiques du marxisme politique, tirant parti des intuitions de Marx (2006), mirent au centre de leur explication l'expropriation des paysans en Angleterre qui permit à ces derniers de louer l'accès des terres aux plus offrants. Les paysans furent ainsi séparés des moyens de production et l'accès à la terre ainsi que les revenus des seigneurs furent soumis aux impératifs du marché (Brenner 1985; Wood 2009; Comninel 2000). Ces nouvelles relations sociales de propriété eurent pour effet de soumettre les moyens par lesquels les individus et les classes avaient accès à la fois à leur mode de subsistance et aux moyens de reproduire la place qu'ils occupaient dans les rap-

ports sociaux à des impératifs qualitativement nouveaux, qui donnaient un rôle primordial à la médiation du marché. Ainsi, les classes et les individus devinrent dépendants du marché pour assurer leur reproduction (Wood 2002b).

En créant des gagnants et des perdants, les relations de marché en vinrent à expulser les paysans de leurs terres, créant ainsi une nouvelle classe de dépossédés qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail pour survivre (Wood 1999; Wood 2009). C'est ainsi qu'émergea un type de propriété, généralement privée, dans lequel les travailleurs n'ont aucun droit de regard sur la production et sont formellement séparés des moyens de production, tout en devenant dépendant du marché pour avoir accès à un emploi et aux ressources nécessaires à leur subsistance.

Ce nouveau régime de propriété a un effet important sur la manière dont la classe dominante extrait le surtravail des producteurs directs (Wood 2009; Lafrance 2012). Alors qu'avant les classes dominantes exerçaient une coercition directe sur les producteurs pour procéder à cette extraction, sous le capitalisme elle passe par les mécanismes de marché selon le processus de production de la plus-value décrit par Marx. Ce changement mène à la séparation historique entre le politique et l'économique qui est une spécificité importante du capitalisme (Wood 2009). Le pouvoir de coercition n'est plus directement dans les mains de la classe dominante et cesse d'être un attribut privé. L'exercice de la violence devient la prérogative d'une institution particulière, l'État, et se trouve alors séparé formellement du moment directement économique qui se déroule sur le marché (Wood 2009).

Or, ce que suggère notre travail, c'est que ce modèle ne prend pas en compte le fait que les relations sociales de propriété continuent d'être structurées par les rapports sociaux de sexe durant et après la transition au capitalisme. Comme le démontre l'exemple de la Chine républicaine, il est plausible que la dépendance au marché des

paysans ait longtemps été relative, et qu'elle restait modulée en fonction des capacités du capital à reproduire la main-d'œuvre selon des processus complètement capitalistes. Les travailleurs agricoles « sans terre » disposaient en fait souvent d'un accès marginal à la terre. Cet accès était peut-être insuffisant pour produire complètement leur subsistance, mais suffisamment important pour permettre aux capitalistes de ne pas payer entièrement, uniquement par les salaires versés, le coût de reproduction de la main-d'œuvre (Perelman 2007).

Cette persistance d'une certaine forme de reproduction de la main-d'œuvre par des processus non capitaliste est typique de l'accumulation par expropriation et des rapports identifiés par Luxemburg (1969) entre le capitalisme et les économies non capitalistes⁷⁰. Comme l'a souligné Wolpe (1972) pour l'Afrique du Sud, une dose bien modulée d'autosubsistance permet de soutenir une partie des salaires : le capitalisme se trouve ainsi à « pomper » le travail non capitaliste pour favoriser l'accumulation. Dans la Chine des réformes, cette situation s'est généralisée: alors que les familles paysannes disposent souvent d'un accès direct et non médié à la terre, le salariat est devenu une contrainte sans laquelle la force de travail ne dispose pas de ressources suffisantes pour se reproduire.

De plus, l'analyse du régime de travail contractuel dans la Chine républicaine et du phénomène des *dagongmeis* montre un modèle de prolétarisation partiel fortement influencé par des rapports sociaux de sexe préalablement constitués. Le mariage patrilocal exogame et le rôle des hommes comme assurance vieillesse instituent une patrilinéarité de fait de la propriété - que les diverses modifications apportées au Code civil n'ont pas pu vraiment éliminer - patrilinéarité qui définit pour les femmes le

70 Elle marque aussi les rapports entre le capitalisme et le patriarcat. En pompant du surtravail provenant de la sphère domestique, le capitalisme se trouve ainsi à ne pas entièrement calculer - ni payer - les coûts de la reproduction de la main-d'œuvre. À ce sujet, Delphy présente plusieurs arguments convaincants (Delphy 1998).

mode d'accès au moyen de production qu'est la terre. Cette relation sociale de propriété fragilisait le statut des femmes dans la communauté à une certaine époque de leur vie où elles étaient considérées comme ne faisant pas vraiment partie de la communauté familiale. La faiblesse des liens qui attachaient les femmes à la terre durant cette période de leur vie les a à notre avis placées dans une situation où elles étaient plus vulnérables à une appropriation totale de leur travail et à un contrôle plus serré de leur corps et de leur inscription dans l'espace.

En somme, cette période charnière dans la vie des femmes chinoises en faisait temporairement des prolétaires sans terre, une main-d'oeuvre excédentaire qui pouvait ainsi être louée au plus offrant jusqu'à ce qu'elles retrouvent de nouveaux liens communautaires et un nouvel accès à la terre par le mariage. C'est cette prolétarianisation partielle qui constitue, à notre sens, le lien historique qui lie l'ancienne division sexuelle du travail de la Chine impériale et les rapports sociaux de sexage qui l'accompagnaient avec le mode de régulation du travail que l'on peut retrouver dans les zones économiques spéciales, et qui est caractérisé par une remobilisation de cette même division du travail et de ces mêmes rapports de sexage historiquement constitués.

La période maoïste aurait pu constituer une rupture dans cette évolution, dans la mesure où le PCC avait comme objectif déclaré d'instaurer une égalité réelle entre les hommes et les femmes. Mais le régime communiste avait construit son modèle économique et social sur un mélange de rupture et de continuité avec la structure sociale de l'ancien régime, de sorte qu'il reprenait à son compte une grande partie de l'organisation traditionnelle des rapports de production et de la famille. Les réseaux patriarcaux de parenté sont donc restés à la base de la communauté paysanne nouvelle, ce qui permettait un contrôle effectif de la propriété par les hommes. La stratégie maoïste de libération des femmes était en outre suspendue à des objectifs souvent contradictoires qui étaient jugés fondamentaux par les dirigeants politiques. Alors que

la mobilisation du travail des femmes devait leur apporter l'émancipation, elle fut plutôt l'occasion de leur imposer un double fardeau de travail qui contribuait à leur exclusion des décisions politiques et économiques.

Les maoïstes expliquaient les problèmes de l'émancipation des femmes par des facteurs idéologiques déconnectés de la pratique sociale. Pour eux en effet, c'étaient les réminiscences du mode de pensée féodal qui conditionnaient les attitudes et les comportements patriarcaux, maintenant ainsi les femmes dans une situation subordonnée. Cette explication était tout à fait étrange provenant de marxistes se voulant relativement orthodoxes, dans la mesure où normalement ils auraient dû tenter de concevoir l'idéologie patriarcale comme un phénomène superstructurel étant conditionnée par la base matérielle de la société, par son économie.

Paradoxalement, c'est peut-être dans une interprétation trop rigide du modèle base-superstructure, qui cherche à présenter les idées et la culture comme un phénomène unidirectionnellement déterminé par la base économique qu'il faut chercher la réponse à cette bizarrerie. Il est en effet extrêmement difficile, voir impossible, de réduire d'une telle manière la culture à des processus économiques étroitement définis, de sorte que l'analyste qui procède à l'aide de ce modèle doit constamment justifier les anomalies qui se présentent à lui en les ramenant à l'effet de la base économique. Une des manières de le faire est de ramener les faits inexplicables à des causes économiques passées, d'où les explications qui misent sur les retards de conscience et les réminiscences de la pensée féodale qui possèdent alors une forme de semi-autonomie par rapport au procès de production.

Or, fait intéressant, c'est une séparation de ce type que l'on retrouve dans les conceptualisations du genre que nous avons critiquées. En séparant sur le plan ontologique les différents processus sociaux qui produisent les catégories sociales, ces conceptua-

lisations peinaient à saisir pourquoi le néoconfucianisme avait réussi à survivre au maoïsme et à s'insinuer dans les interstices de l'idéologie officielle. Ainsi d'une part se perdait de vue le caractère unifié et non segmenté des rapports sociaux, leur consubstantialité, et d'autre part leur caractère de coproduction et de renforcement mutuel, leur co-extensivité.

ANNEXE A

CHRONOLOGIE DES DYNASTIES CHINOISES

Shang	1766?–1067 a.v.J.C
Zhou	1067–221 a.v.J.C
Période du printemps et de l'automne	722–481 a.v.J.C
Période des royaumes combattants	403–221 a.v.J.C
Qin	221–206 a.v.J.C
Han	202 a.v.J.C - 220
Période des six dynasties	220–589
Sui	589–618
Tang	618–906
Période des cinq dynasties	906–960
Song du Nord	960–1127
Song du Sud	1127–1279
Yuan (dynastie mongole)	1260–1368
Ming	1368–1644
Qing (dynastie Mandchoue)	1644-1911

BIBLIOGRAPHIE

- Alexander, Peter et Anita Chan. 2004. « Does China have an apartheid pass system? » *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 30, no 4, p. 609-629.
- Anderson, Perry. 2010. « Two Revolutions. » *New Left Review*, no 61. Coll. « II », p. 59-96.
- Andors, Phyllis. 1983. *The unfinished liberation of Chinese women, 1949-1980*. Bloomington : Brighton, Sussex : Indiana University Press ; Wheatsheaf Books.
- Andreas, Joel. 2008. « Changing colors in China. » *New Left Review*, no 54, p. 123-142.
- . 2009. *Rise of the red engineers: the Cultural Revolution and the origins of China's new class*. Coll. « Contemporary issues in Asia and the Pacific ». Stanford, Calif : Stanford University Press.
- Angeloff, Tania. 2012. « Monde du travail et sociologie du genre. » Dans *Sociologie du monde du travail*, par Norbert Alter. Édition : 2e édition. Paris : PUF.
- Aston, T. H et C. H. E Philpin. 1985. *The Brenner debate: agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe*. Cambridge [Cambridgeshire]; New York : Cambridge University Press.
- Bachman, David. 2006. *Bureaucracy, Economy, and Leadership in China: The Institutional Origins of the Great Leap Forward*. Cambridge University Press.
- Bailey, Paul J. 2004. « “Modernising Conservatism” in Early Twentieth-Century China: the Discourse and Practice of Women’s Education ». *European Journal of East Asian Studies*, vol. 3, no 2, p. 217-241.
- Beahan, Charlotte L. 1975. « Feminism and Nationalism in the Chinese Women’s Press, 1902-1911. » *Modern China*, vol. 1, no 4, p. 379-416.
- Bergère, Marie-Claire. 2006. « The Chinese bourgeoisie, 1911-37. » Dans *Cambridge History of China: Late Ch’ing, 1800 - 1911 ; Part 2*, sous la dir. de John K.

Fairbank, vol. 12, p. 722-826. 1. publ. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 11 ».

———. 2013. *Chine: le nouveau capitalisme d'État*. Paris : Fayard.

Béroud, Gérard. 1992. « Les guerres de l'opium dans la Chine du XIX e siècle. » *Psychotropes*, vol. 6, no 3, p. 59-72.

Berthrong, John H. et Evelyn Nagai-Berthrong. 2000. *Confucianism: a short introduction*. Oxford : Oneworld.

Bianco, Lucien. 1993. « Paysans et communistes dans la révolution chinoise. » *Historiens et géographes*, mai-juin 1993.

———. 2002. « Peasant movements. » Dans *Republican China, 1912 - 1949 ; Part 2*, sous la dir. de John King Fairbank et Denis Crispin Twitchett, vol. 13, p. 270-328. Reprinted. Coll. « The Cambridge history of China general eds.: Denis Twitchett and John K. Fairbank ; Vol. 13 ». Cambridge : Cambridge Univ. Press.

Bilge, Sirma. 2010. « Théorisations féministes de l'intersectionnalité. » *Diogène*, vol. n° 225, no 1, p. 70-88.

Birge, Bettine. 2002. *Women, property, and Confucian reaction in Sung and Yüan China (960-1368)*. Coll. « Cambridge studies in Chinese history, literature, and institutions ». Cambridge, UK ; New York, NY : Cambridge University Press.

Blake, C. Fred. 1994. « Foot-Binding in Neo-Confucian China and the Appropriation of Female Labor. » *Signs*, vol. 19, no 3, p. 676-712.

Blank, Gary. 2011. « Gender, Production, and the 'the Transition to Capitalism': Assessing the Historical Basis for a Unitary Materialist Theory. » *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry*, vol. 4, no 2, p. 6-28.

Boisot, Max et John Child. 1999. « Organizations as Adaptive Systems in Complex Environments: The Case of China. » *Organization Science*, vol. 10, no 3, p. 237-252.

Bossen, Laurel, Wang Xurui, Melissa J. Brown et Hill Gates. 2011. « Feet and

Fabrication: Footbinding and Early Twentieth-Century Rural Women's Labor in Shaanxi. » *Modern China*, vol. 37, no 4, p. 347-383.

Bramall, Chris. 2000. « Inequality, land reform and agricultural growth in China, 1952–55: A preliminary treatment. » *The Journal of Peasant Studies*, vol. 27, no 3, p. 30-54.

Bray, Francesca. 1994. « Le travail féminin dans la Chine impériale: L'élaboration de nouveaux motifs dans le tissu social. » Trad. par Pierre-Étienne Will. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 49, no 4, p. 783-816.

———. 1997. *Technology and gender: fabrics of power in late imperial China*. Berkeley : University of California Press.

———. 2008. *Science and civilisation in China, Biology and biological technology: Agriculture*. Reprint. Coll. « Science and civilisation in China by Joseph Needham ; Vol. 6 ; Pt. 2 ». Cambridge : Cambridge Univ. Press.

Brenner, Robert. 1976. « The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism. » *New Left Review*, vol. 1, no 104, p. 25-92.

———. 1985. « The Agrarian Roots of European Capitalism. » Dans *The Brenner Debate*. Coll. « Past and Present Publications ». Cambridge University Press.

———. 1997. « Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West. » Dans *Economic development and agricultural productivity*, sous la dir. de Amit Bhaduri, Rune Skarstein, et Norges teknisk-naturvitenskapelige universitet. Cheltenham, UK ; Lyme, US : Edward Elgar Pub.

Brenner, Robert et Christopher Isett. 2002. « England's Divergence from China's Yangzi Delta: Property Relations, Microeconomics, and Patterns of Development. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 61, no 2, p. 609-662.

Brown, Melissa J., Laurel Bossen, Hill Gates et Damian Satterthwaite-Phillips. 2012. « Marriage Mobility and Footbinding in Pre-1949 Rural China: A Reconsideration of Gender, Economics, and Meaning in Social Causation. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 71, no 04, p. 1035-1067.

Buck, J.L. 1956. *Land Utilization in China: A Study of 16,786 Farms in 168 Localities, and 38,256 Farm Families in Twenty-two Provinces in China*,

1929-1933. Coll. « International research series ». Council on Economic and Cultural Affairs.

Burawoy, Michael. 1985. *The politics of production: factory regimes under capitalism and socialism*. London : [New York, N.Y : Verso ; Distributed in the USA and Canada by Schocken Books].

———. 1998. « The Extended Case Method. » *Sociological Theory*, vol. 16, no 1, p. 4-33.

Calhoun, Craig. 1998. « Explanation in Historical Sociology: Narrative, General Theory, and Historically Specific Theory. » *American Journal of Sociology*, vol. 104, no 3, p. 846-871.

Cantin, Étienne. 2009. « Modes of Production, Rules for Reproduction and Gender: the fabrication of China's textile manufacturing workforce since the late Empire. » *Third World Quarterly*, vol. 30, p. 453-468.

Chan, Anita. 2003. « Toujours plus bas ! » *Perspectives chinoises*, no 75. En ligne. <<http://perspectiveschinoises.revues.org/10>>. Consulté le 22 novembre 2012.

Chan, Anita et Zhu Xiaoyang. 2003. « Disciplinary labor regimes in chinese factories. » *Critical Asian Studies*, vol. 35, p. 559-584.

Chan, Chris King-Chi et Pun Ngai. 2009. « The Making of a New Working Class? A Study of Collective Actions of Migrant Workers in South China. » *The China Quarterly*, vol. 198, p. 287-303.

Chan, Kam Wing. 2009. « The Chinese Hukou System at 50. » *Eurasian Geography and Economics*, vol. 50, no 2, p. 197-221.

———. 2012. « Crossing the 50 Percent Population Rubicon: Can China Urbanize to Prosperity? » *Eurasian Geography and Economics*, vol. 53, no 1, p. 63-86.

Chan, Kam Wing et Li Zhang. 1999. « The Hukou System and Rural-Urban Migration in China: Processes and Changes. » *The China Quarterly*, no 160, p. 818-855.

Chayanov, A. V. 1986. *A.V. Chayanov on the theory of peasant economy*. Trad. par Daniel Thorner, Basile H. Kerblay, et R. E. F. Smith. Madison, Wis : The University of Wisconsin Press.

- Chen, Feng. 2003. « Industrial Restructuring and Workers' Resistance in China. » *Modern China*, vol. 29, no 2, p. 237-262.
- . 2006. « Privatization and Its Discontents in Chinese Factories. » *The China Quarterly*, vol. 185, p. 42-60.
- Cheng, Tiejun et Mark Selden. 1994. « The Origins and Social Consequences of China's Hukou System. » *The China Quarterly*, vol. 139, p. 644-668.
- Ch'en, Jerome. 2002. « The Communist movement 1927-1937. » Dans *Republican China, 1912 - 1949 ; Part 2*, sous la dir. de John King Fairbank et Denis Crispin Twitchett, vol. 13, p. 168-229. Reprinted. Coll. « The Cambridge history of China general eds.: Denis Twitchett and John K. Fairbank ; Vol. 13 ». Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- Chen, Yu. 2011. « Rural migrants in urban China: Characteristics and challenges to public policy. » *Local Economy*, vol. 26, no 5, p. 325-336.
- Clarke, Simon. 1982. *Marx, Marginalism and Modern Sociology: From Adam Smith to Max Weber*. Simon Clarke.
- Comninel, George C. 2000. « English feudalism and the origins of capitalism. » *Journal of Peasant Studies*, vol. 27, no 4, p. 1-53.
- Crenshaw, Kimberlé Williams. 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. » Trad. par Oristelle Bonis. *Cahiers du Genre*, vol. n° 39, no 2, p. 51-82.
- Croll, Elisabeth. 1978. *Feminism and socialism in China*. London; Boston : Routledge & K. Paul.
- Daune-Richard, Anne-Marie et Anne-Marie Devreux. 1992. « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique. » *Recherches féministes*, vol. 5, no 2, p. 7.
- Davis, Deborah et Stevan Harrell. 1993. *Chinese families in the post-Mao era*. Sous la dir. de Joint Committee on Chinese Studies (U.S.). Coll. « Studies on China 17 ». Berkeley : University of California Press.
- Dellemotte, Jean. 2002. « Gravitation et sympathie l'essai smithien d'application du modèle newtonien à la sphère sociale. » *Cahiers d'économie Politique /*

Papers in Political Economy, vol. n° 42, no 1, p. 49-74.

———. 2009. « La 'main invisible' d'Adam Smith : pour en finir avec les idées reçues ». *L'Économie politique*, vol. n° 44, no 4, p. 28-41.

Delphy, Christine. 1982. « Un féminisme matérialiste est possible. » *Nouvelles Questions Féministes*, no 4, p. 50-86.

———. 1998. *L'ennemi principal*. Coll. « Collection Nouvelles questions féministes ». Paris : Syllepse.

———. 2003. « Pour une théorie générale de l'exploitation. En finir avec la théorie de la plus-value. » *Mouvements*, no 26, p. 69-78.

———. 2004. « Pour une théorie générale de l'exploitation (2). Repartir du bon pied. » *Mouvements*, no 31, p. 97-97.

Domenach, Jean-Luc et Philippe Richer. 1995. *La Chine. 1, 1949-1971*. Paris : Imprimerie nationale.

Dong, Xiao-Yuan, Paul Bowles et Hongqin Chang. 2009. « Managing Liberalization and Globalization in Rural China: Trends in Rural Labour Allocation, Income and Inequality. » *Global Labour Journal*, vol. 1, no 1, p. 32-55.

Dorlin, Elsa. 2005. « De l'usage épistémologique et politique des catégories de « sexe » et de « race » dans les études sur le genre. » *Cahiers du Genre*, vol. n° 39, no 2, p. 83-105.

Du, Fangqin et Susan Mann. 2003. « Competing Claims on Womanly Virtue in Late Imperial China. » Dans *Women and Confucian cultures in premodern China, Korea, and Japan*, sous la dir. de Dorothy Ko, JaHyun Kim Haboush, et Joan R. Piggott, p. 219-247. Berkeley : University of California Press.

Dufour, Frédérick Guilhaume et Sébastien Rioux. 2008. « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété. » *Actuel Marx*, vol. 43, p. 126.

Duménil, Gérard. 1980. *De la valeur aux prix de production: une réinterprétation de la transformation*. Paris : Economica.

Ebrey, Patricia. 1984. « Conceptions of the Family in the Sung Dynasty. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 43, no 2, p. 219-245.

- Ebrey, Patricia Buckley, et James L. Watson (dir.). 1986. *Kinship organization in late imperial China, 1000-1940*. Coll. « Studies on China 5 ». Berkeley : University of California Press.
- Edwards, Ronald A. 2009. « Federalism and the Balance of Power: China's Han and Tang Dynasties and the Roman Empire. » *Pacific Economic Review*, vol. 14, no 1, p. 1-21.
- Elman, Benjamin A. 1991. « Political, Social, and Cultural Reproduction via Civil Service Examinations in Late Imperial China. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 50, no 01, p. 7-28.
- Elson, Diane et Ruth Pearson. 1981. « 'Nimble Fingers Make Cheap Workers': An Analysis of Women's Employment in Third World Export Manufacturing. » *Feminist Review*, vol. 7, no 1, p. 87-107.
- Elvin, Mark. 1984. « Female Virtue and the State in China. » *Past & Present*, no 104, p. 111-152.
- Engels, Friedrich. 1952. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.
- Epstein, Barbara. 2012. « Pourquoi le poststructuralisme est une impasse pour le féminisme. » *revue Agone. Histoire, Politique & Sociologie*, no 43, p. 85-105.
- Fairbank, John King. 1978. « The creation of the treaty system. » Dans *The Cambridge history of China*, sous la dir. de Denis Crispin Twitchett et John King Fairbank, vol. 10, p. 213-263. Cambridge [Eng.] ; New York : Cambridge University Press.
- . 2010. *La grande révolution chinoise 1800-1989*. Trad. par Sylvie Dreyfus. [Paris] : Flammarion.
- Falquet, Jules. 2006. « Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail. » *Cahiers du Genre*, vol. n° 40, no 1, p. 15-37.
- Fan, C. 2004. « The state, the migrant labor regime, and maiden workers in China. » *Political Geography*, vol. 23, p. 283-305.
- Fan, C. Cindy. 2002. « The Elite, the Natives, and the Outsiders: Migration and Labor Market Segmentation in Urban China. » *Annals of the Association of*

American Geographers, vol. 92, p. 103-124.

- . 2003. « Rural-urban migration and gender division of labor in transitional China. » *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, no 1, p. 24-47.
- Fay, Peter Ward. 1997. *The Opium War, 1840-1842: barbarians in the Celestial Empire in the early part of the nineteenth century and the war by which they forced her gates ajar*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Fei, Xiaotong. 2010. *Peasant Life in China A Field Study of Country Life in the Yangtze Valley*. Beijing : Foreign Languages Teaching and Research Press.
- Fei, Xiaotong et Zhiyi Zhang. 2010. *Earthbound China: a study of rural economy in Yunnan*. Abingdon : Routledge.
- Feuerwerker, Albert. 1970. « Handicraft and Manufactured Cotton Textiles in China, 1871-1910. » *The Journal of Economic History*, vol. 30, no 02, p. 338-378.
- Feuerwerker, Albert T. 2006a. « Economic trends in the late Ch'ing empire, 1870-1911. » Dans *Cambridge History of China: Late Ch'ing, 1800 - 1911 ; Part 2*, sous la dir. de John K. Fairbank, vol. 11, p. 1-69. 1. publ. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 11 ».
- . 2006b. « Economic trends, 1912-49. » Dans *Volume 12 Republican China 1912-1949, Part 1*, sous la dir. de John K. Fairbank, vol. 12, p. 1-69. 1. publ. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 12 ».
- Fiskesjö, Magnus. 2011. « Slavery as the commodification of people: Wa “slaves” and their Chinese “sisters”. » *Focaal*, vol. 2011, no 59, p. 3-18.
- Fligstein, Neil et Jianjun Zhang. 2011. « A New Agenda for Research on the Trajectory of Chinese Capitalism: Trajectory of Chinese Capitalism. » *Management and Organization Review*, vol. 7, no 1, p. 39-62.
- Froissart, Chloé. 2013. *La Chine et ses migrants: la conquête d'une citoyenneté*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Furth, Charlotte. 2006. « Intellectual change: from the Reform movement to the May Fourth movement, 1895-19 20. » Dans *Volume 12 Republican China 1912-*

1949, *Part 1*, sous la dir. de John K. Fairbank, vol. 12, p. 322-405. 1. publ. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 12 ».

- Gamble, Sidney D. 1968. *Ting Hsien : a north China rural community*. Stanford, Calif. : Stanford University Press.
- Gates, Hill. 1989. « The Commoditization of Chinese Women. » *Signs*, vol. 14, no 4, p. 799-832.
- . 1996a. *China's motor: a thousand years of petty capitalism*. Ithaca : Cornell University Press.
- . 1996b. « Buying Brides in China-Again. » *Anthropology Today*, vol. 12, no 4, p. 8-11.
- . 2001. « Footloose in Fujian: Economic correlates of footbinding. » *Comparative studies in society and history*, vol. 43, no 01, p. 130-148.
- Glosser, Susan L. 2002. « “The Truths I Have Learned”: Nationalism, Family Reform, and Male Identity in China’s New Culture Movement, 1915–1923 ». Dans *Chinese femininities, chinese masculinities: a reader*, sous la dir. de Susan Brownell et Jeffrey N. Wasserstrom. Berkeley : University of California Press.
- . 2003. *Chinese visions of family and state, 1915-1953*. Coll. « Asia--local studies/global themes 5 ». Berkeley : University of California Press.
- Godement, François. 1990. « La tourmente du vent communiste (1955-1965). » Dans *La Chine au XXe siècle : Tome 2, De 1949 à aujourd’hui*, sous la dir. de Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco, et Jürgen Domes, p. 35-60. Paris : Fayard.
- Golas, Peter J. 1980. « Rural China in the Song. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 39, no 2, p. 291-325.
- Graham, Gerald Sandford. 1978. *The China station: war and diplomacy 1830-1860*. Oxford [Eng.] : New York : Clarendon Press ; Oxford University Press.
- Gramsci, Antonio. 2000. *The Gramsci reader: selected writings, 1916-1935*. New York : New York University Press.

- Grinberg, Michael. 2008. *British trade and the opening of China 1800 - 42*. Reprint. Coll. « Cambridge studies in economic history ». Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- Grove, Linda et Joseph W. Esherick. 1980. « From Feudalism to Capitalism: Japanese Scholarship on the Transformation of Chinese Rural Society. » *Modern China*, vol. 6, no 4, p. 397-438.
- Guillaumin, Colette. 1978a. « Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes. » *Questions Féministes*, no 2, p. 5-30.
- . 1978b. « Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature. » *Questions Féministes*, no 3, p. 5-28.
- . 1992. « Sexe, race et pratique du pouvoir. » *L'idée de nature Côté-femmes, Paris*.
- Van Gulik, Robert. 1989. *La vie sexuelle dans la Chine ancienne*. Reprod. Coll. « Collection TEL 17 ». Paris : Gallimard.
- Hart-Landsberg, Martin et Paul Burkett. 2007. « China and the dynamics of transnational accumulation: Causes and consequences of global restructuring. » *Historical Materialism*, vol. 14, no 3, p. 3.
- Hartwell, Robert. 1962. « A Revolution in the Chinese Iron and Coal Industries During the Northern Sung, 960-1126 A.D. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 21, no 2, p. 153-162.
- Hartwell, Robert M. 1982. « Demographic, Political, and Social Transformations of China, 750-1550. » *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 42, no 2, p. 365-442.
- Haug, Frigga. 2010. « Sur la Théorie des Rapports de Sexe. » Dans *Les rapports sociaux de sexe*, sous la dir. de Annie Bidet-Mordrel, p. 44-59. Paris : Presses Universitaires de France.
- Heijdra, Martin. 2008. « The socio-economic development of rural China during the Ming. » Dans *The Ming dynasty, 1368 - 1644; Part 2*, sous la dir. de Denis Twitchett, p. 417-578. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 8 ».

- Hershatter, Gail. 2007. *Women in China's long twentieth century*. Berkeley : Global, Area, and International Archive : University of California Press.
- Hinton, William. 1990. *Great Reversal*. Monthly Review Press.
- . 2008. *Fanshen: a documentary of revolution in a Chinese village*. New York : Monthly Review Press.
- Honig, E. 1983. « The Contract Labor System and Women Workers: Pre-Liberation Cotton Mills of Shanghai. » *Modern China - MOD CHINA*, vol. 9, no 4, p. 421-454.
- Honig, Emily. 1989. « The Politics of Prejudice: Subei People in Republican-Era Shanghai. » *Modern China*, vol. 15, no 3, p. 243-274.
- . 1992. *Sisters and Strangers: Women in the Shanghai Cotton Mills, 1919-1949*. Stanford University Press.
- Ho, Ping-ti. 2008. *The Ladder of Success in Imperial China: Aspects of Social Mobility, 1368-1911*. S.l. : ACLS Humanities E-Book.
- Hsing, You-tien. 2010. *The great urban transformation: politics of land and property in China*. New York : Oxford University Press.
- Hsiung, Ping-Chun. 1996. *Living Rooms as Factories: Class, Gender, and the Satellite Factory System in Taiwan*. Temple University Press.
- Huang, Philip C. 1990. *The peasant family and rural development in the Yangzi Delta, 1350-1988*. Stanford, Calif : Stanford University Press.
- Huang, Philip C. C. 1991. « The Paradigmatic Crisis in Chinese Studies: Paradoxes in Social and Economic History. » *Modern China*, vol. 17, no 3, p. 299-341.
- . 2001. « Women's Choices under the Law: Marriage, Divorce, and Illicit Sex in the Qing and the Republic. » *Modern China*, vol. 27, no 1, p. 3-58.
- Jacka, Tamara. 1997. *Women's work in rural China : change and continuity in an era of reform*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- . 2006a. *Rural women in urban China : gender, migration, and social change*. Armonk N.Y. : M.E. Sharpe.

- . 2006b. « Approaches to Women and Development in Rural China. » *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no 49, p. 585-602.
- Jakov Smith, Paul. 2009. « The Sung Dynasty and Its Precursors, 907–1279. » Dans *The Cambridge history of China*, sous la dir. de Denis Crispin Twitchett et John King Fairbank. Vol. 5. Cambridge [Eng.] ; New York : Cambridge University Press.
- Jessop, Bob. 1990. *State Theory: Putting the Capitalist State in Its Place*. Penn State Press.
- Jian, Zang. 2003. « Women and the Transmission of Confucian Culture in Song China. » Dans *Women and Confucian cultures in premodern China, Korea, and Japan*, sous la dir. de Dorothy Ko, JaHyun Kim Haboush, et Joan R. Piggott, p. 123-141. Berkeley : University of California Press.
- Johnson, David. 1977. « The Last Years of a Great Clan: The Li Family of Chao chün in Late T'ang and Early Sung. » *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 37, no 1, p. 5-102.
- Johnson, David G. c1977. *The medieval Chinese oligarchy*. Boulder, Colorado.
- Johnson, David G. 1985. « Communication, Class and Conciousness in Late Imperial China. » Dans *Popular culture in late imperial China*, sous la dir. de Andrew J Nathan, Evelyn Sakakida Rawski, Judith A Berling, American Council of Learned Societies, et Committee on Studies of Chinese Civilization. Berkeley : University of California Press.
- Johnson, Kay Ann. 1983. *Women, the family, and peasant revolution in China*. Chicago : University of Chicago Press.
- Juteau, Danièle. 1999. « De la fragmentation à l'unité. Vers l'articulation des rapports sociaux. » Dans *L'ethnicité et ses frontières*, par Danielle Juteau et Danielle Juteau Lee. PUM.
- Juteau, Danielle. 2011. « « Nous » les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie. » *L'Homme et la société*, vol. n° 176-177, no 2, p. 65-81.
- Kalleberg, Arne L. et Aage B. Sorensen. 1979. « The Sociology of Labor Markets. » *Annual Review of Sociology*, vol. 5, no 1, p. 351-379.

- Kergoat, Danièle. 2000. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe. » *Dictionnaire critique du féminisme*, p. 35–44.
- . 2009. « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux. » *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, p. 111–125.
- . 2010. « Le rapport social de sexe: De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. » Dans *Les rapports sociaux de sexe*, sous la dir. de Annie Bidet-Mordrel. Paris : Presses Universitaires de France.
- Kim, Ilpyong J. 1973. *The Politics of Chinese Communism: Kiangsi Under the Soviets*. Sous la dir. de. University of California Berkeley Center for Chinese Studies. University of California Press.
- Kiser, Edgar et Michael Hechter. 1998. « The Debate on Historical Sociology: Rational Choice Theory and Its Critics. » *American Journal of Sociology*, vol. 104, no 3, p. 785-816.
- Ko, Dorothy. 2005. *Cinderella's sisters: a revisionist history of footbinding*. Berkeley, Calif : University of California Press.
- Ko, Dorothy, JaHyun Kim Haboush, et Joan R. Piggott (dir.). 2003. *Women and Confucian cultures in premodern China, Korea, and Japan*. Berkeley : University of California Press.
- Kracke, E. A., Jr. 1947. « Family Vs. Merit in Chinese Civil Service Examinations Under The Empire. » *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 10, no 2, p. 103-123.
- Kraus, Richard. 1981. *Class conflict in Chinese socialism*. New York : Columbia University Press.
- Krug, Barbara et Hans Hendrischke. 2008. « Framing China: Transformation and Institutional Change through Co-evolution. » *Management and Organization Review*, vol. 4, no 1, p. 81–108.
- Lafrance, Xavier. 2012. « Sociétés contemporaines et actualité de l'analyse de classe : une critique des théories de la société postindustrielle et des conceptions statiques des classes sociales. » *Cahiers de recherche sociologique*, no 52, p. 215.

- Lamouroux, Christian. 1995. « Crise politique et développement rizicole en Chine : la région du Jiang-Huai (VIIIe - Xe siècles). » *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, vol. 82, no 1, p. 145-184.
- . 2002. « Commerce et bureaucratie dans la Chine des Song (xe-xiie siècle). » *Études rurales*, no 161-162, p. 183-213.
- Laurin-Frenette, Nicole. 1978. *Classes et pouvoir: les théories fonctionnalistes*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Laurin, Nicole et Danièle Juteau. 1988. « L'évolution des formes de l'appropriation des femmes: des religieuses aux 'mères porteuses'. » *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 25, no 2, p. 183-207.
- Lavelly, William. 1991. « Marriage and Mobility under Rural Collectivism. » Dans *Marriage and Inequality in Chinese Society*, sous la dir. de Rubie S. Watson et Patricia Buckley Ebray, p. 287-313. University of California Press. En ligne. <<http://www.ucpress.edu/book.php?isbn=9780520071247>>. Consulté le 27 août 2015.
- Lavelly, William et R. Bin Wong. 1998. « Revising the Malthusian Narrative: The Comparative Study of Population Dynamics in Late Imperial China. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 57, no 3, p. 714.
- Lee, Ching. 2007. *Against the law : labor protests in China's rustbelt and sunbelt*. Berkeley : University of California Press.
- Lee, Ching Kwan. 1995. « Engendering the Worlds of Labor: Women Workers, Labor Markets, and Production Politics in the South China Economic Miracle. » *American Sociological Review*, vol. 60, no 3, p. 378-397.
- Lee, James et Wang Feng. 1999. « Malthusian Models and Chinese Realities: The Chinese Demographic System 1700-2000. » *Population and Development Review*, vol. 25, no 1, p. 33-65.
- Lee, James, Wang Feng et Cameron Campbell. 1994. « Infant and Child Mortality Among the Qing Nobility: Implications for Two Types of Positive Check. » *Population Studies*, vol. 48, no 3, p. 395-411.
- Lee, James Z. et Cameron D. Campbell. 2007. *Fate and fortune in rural China: social organization and population behavior in Liaoning 1774 - 1873*. Dig.

print. version 2007. Coll. « Cambridge studies in population, economy and society in past time 31 ». Cambridge { : Cambridge Univ. Press.

- Lee, James Z et Wang Feng. 2006. *La population chinoise mythes et réalités*. [Montréal, Que.] : Presses de l'Université de Montréal. En ligne. <<http://proxy2.hec.ca/login?url=http://site.ebrary.com/lib/hecm/Doc?id=10176827>>. Consulté le 7 juillet 2015.
- Lee, Thomas H. C. 1985. *Government Education and Examinations in Sung China*. Hong Kong : The Chinese University Press.
- Levy, H. S. 1966. *Chinese footbinding: the history of a curious erotic custom*. W. Rawls. En ligne. <<https://books.google.ca/books?id=KPYTAAAYAAJ>>.
- Lin, Chusheng. 2009. *Developing China: land, politics and social conditions*. Coll. « Routledge contemporary China series 40 ». London ; New York : Routledge.
- Lipietz, Alain. 1982. « Retour au problème de la « transformation des valeurs en prix de production ». » *Cahiers d'économie politique*, vol. 7, no 1, p. 141-165.
- Liu, James T. C. 1973. « How Did a Neo-Confucian School Become the State Orthodoxy? » *Philosophy East and West*, vol. 23, no 4, p. 483.
- Liu, Jieyu. 2007. *Gender and work in urban China: women workers of the unlucky generation*. Coll. « Routledge contemporary China series ». London ; New York : Routledge.
- Liu, William Guanglin. 2015. « The making of a fiscal state in Song China, 960–1279. » *The Economic History Review*, vol. 68, no 1, p. 48-78.
- Li, Wei et Dennis Tao Yang. 2005. « The Great Leap Forward: Anatomy of a Central Planning Disaster. » *Journal of Political Economy*, vol. 113, no 4, p. 840-877.
- Luxemburg, Rosa. 1969. « Le protectionnisme et l'accumulation. » Dans *Oeuvres 4: L'accumulation du capital II*, trad. par Irène Petit, p. 230. Paris : François Maspero. En ligne. <http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_31.htm>. Consulté le 5 mai 2013.
- Lü, Xiabo et Elizabeth J. Perry. 1997. *Danwei: The Changing Chinese Workplace in Historical and Comparative Perspective*. M.E. Sharpe.

- Mackinnon, Catharine. 2001. « Féminisme, marxisme et postmodernisme. » *Actuel Marx*, no 30, p. 101-130.
- Malthus, Thomas Robert. 2010. *Essai sur le principe de population*. Trad. par Jérôme Picon. [Paris] : "Le Monde : Flammarion.
- Martin, Brian G. 1996. *The Shanghai Green Gang: Politics and Organized Crime, 1919-1937*. University of California Press.
- Marx, Karl. 1902. *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre troisième. Le procès d'ensemble de la production capitaliste. Tome II (suite et fin)*. Trad. par Julian Borchardt et Hippolyte Vanderrydt. Vol. 2. Paris : V. Girard et E. Brière. En ligne.
<http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital/capital_livre_3/capital_livre_3_2/capital_livre_3_2_fichiers.html>. Consulté le 1 mai 2013.
- . 2006. *Le capital: critique de l'économie politique. Livre premier, Le procès de production du capital*. Trad. par Jean-Pierre Lefebvre. Paris : Presses universitaires de France.
- Mathieu, Nicole-Claude. 1991. « Identité sexuelle/ sexuée/ de sexe? Trois modes de conceptualisation du rapport entre sexe et genre. » Dans *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris, Côté-femmes, (Recherches),(Recueil d'articles publiés de 1971 à 1989).
- Mazumdar, Sucheta. 1998. *Sugar and society in China: peasants, technology, and the world market*. Coll. « Harvard-Yenching Institute monograph series 45 ». Cambridge, MA : Harvard University Asia Center.
- McDermott, Joseph P. 1984. « Charting Blank Spaces and Disputed Regions: The Problem of Sung Land Tenure. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 44, no 01, p. 13-41.
- McMichael, Philip. 1990. « Incorporating Comparison within a World-Historical Perspective: An Alternative Comparative Method. » *American Sociological Review*, vol. 55, no 3, p. 385.
- Mills, Mary Beth. 2003. « Gender and Inequality in the Global Labor Force. » *Annual Review of Anthropology*, vol. 32, no 1, p. 41-62.
- Moore, Barrington. 1993. *Social origins of dictatorship and democracy: lord and*

- peasant in the making of the modern world*. Boston : Beacon Press.
- Mungello, D. E. 2008. *Drowning girls in China: female infanticide since 1650*. Lanham, Md : Rowman & Littlefield Publishers.
- Murphy, Rachel. 2002. *How migrant labor is changing rural China*. Cambridge [u.a.] : Cambridge Univ. Press.
- Myers, Ramon H. 2002. « The agrarian system. » Dans *Republican China, 1912 - 1949 ; Part 2*, sous la dir. de John King Fairbank et Denis Crispin Twitchett, p. 230-269. Reprinted. Coll. « The Cambridge history of China general eds.: Denis Twitchett and John K. Fairbank ; Vol. 13 ». Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- Naughton, Barry. 1992. « Implications of the State Monopoly over Industry and Its Relaxation. » *Modern China*, vol. 18, no 1, p. 14-41.
- . 2007. *The Chinese economy : transitions and growth*. Cambridge Mass. : MIT Press.
- Nee, Victor. 1989. « A Theory of Market Transition: From Redistribution to Markets in State Socialism. » *American Sociological Review*, vol. 54, no 5, p. 663-681.
- . 1996. « The Emergence of a Market Society: Changing Mechanisms of Stratification in China. » *American Journal of Sociology*, vol. 101, no 4, p. 908-949.
- Nee, Victor, Sonja Opper et Sonia Wong. 2007. « Developmental State and Corporate Governance in China. » *Management and Organization Review*, vol. 3, no 1, p. 19-53.
- Ngai, P. et C. Smith. 2007. « Putting transnational labour process in its place: the dormitory labour regime in post-socialist China. » *Work, Employment & Society*, vol. 21, p. 27-45.
- Ngai, Pun. 1999. « Becoming Dagongmei (Working Girls): The Politics of Identity and Difference in Reform China. » *The China Journal*, no 42, p. 1.
- . 2004. « Engendering Chinese modernity: the sexual politics of dagongmei in a dormitory labour regime. » *Asian Studies Review*, vol. 28, no 2, p. 151-165.

- . 2007. « Gendering the dormitory labor system: production, reproduction, and migrant labor in south China. » *Feminist Economics*, vol. 13, p. 239-258.
- Ngai, Pun et Lu Huilin. 2010. « Unfinished Proletarianization: Self, Anger, and Class Action among the Second Generation of Peasant-Workers in Present-Day China. » *Modern China*, vol. 36, no 5, p. 493-519.
- Ng, Vivien W. 1987. « Ideology and Sexuality: Rape Laws in Qing China. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 46, no 1, p. 57-70.
- Nolan, Peter. 1993. « Economic Reform, Poverty and Migration in China. » *Economic and Political Weekly*, vol. 28, no 26, p. 1369-1377.
- Oi, Jean C. 1985. « Communism and Clientelism: Rural Politics in China. » *World Politics*, vol. 37, no 2, p. 238-266.
- . 1992. « Fiscal Reform and the Economic Foundations of Local State Corporatism in China. » *World Politics*, vol. 45, no 01, p. 99-126.
- Okco, Jonathan K. 1991. « Women, Property, and Law in the People's Republic of China. » Dans *Marriage and inequality in Chinese society*, sous la dir. de Rubie S. Watson et Patricia Buckley Ebrey, p. 313-347. Coll. « Studies on China 12 ». Berkeley : University of California Press.
- Ortner, Sherry. 1974. « Is Female to Male as Nature Is to Culture ? » Dans *Woman, Culture, and Society*, par Michelle Rosaldo et Louise Lamphere. Stanford, Calif : Stanford University Press.
- Peng, Mike W. et Yadong Luo. 2000. « Managerial Ties and Firm Performance in a Transition Economy: The Nature of a Micro-Macro Link. » *Academy of Management Journal*, vol. 43, no 3, p. 486-501.
- Perelman, Michael. 2007. « Primitive Accumulation from Feudalism to Neoliberalism. » *Capitalism Nature Socialism*, vol. 18, no 2, p. 44-61.
- . 2009. « Comment: primitive accumulation in modern China. » *Dialectical Anthropology*, vol. 32, no 4, p. 327-328.
- Perry, Elizabeth J. 1993. *Shanghai on strike: the politics of Chinese labor*. Stanford, Calif. : Stanford University Press.

- Piore, Michael J. 1970. « Jobs and training. » *The state and the poor*, p. 53–83.
- . 1972. « Notes for a theory of labor market stratification. »
- Piore, Michael J. 1983. « Labor Market Segmentation: To What Paradigm Does It Belong? » *American Economic Review*, vol. 73, no 2, p. 249-53.
- Pomeranz, Kenneth. 2000. *The great divergence : China, Europe, and the making of the modern world*. Princeton N.J. : Princeton University Press.
- . 2001. « IS THERE AN EAST ASIAN DEVELOPMENT PATH? LONG-TERM COMPARISONS, CONSTRAINTS, AND CONTINUITIES. » *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 44, no 3, p. 322-362.
- Poncet, Sandra et Nong Zhu. 2005. « La dynamique migratoire des ruraux vers les villes. » *Perspectives chinoises*, no 91. Coll. « Varia ». En ligne. <<http://perspectiveschinoises.revues.org/913>>. Consulté le 23 septembre 2011.
- Post, Charles. 2008. « Comment: primitive accumulation in modern China. » *Dialectical Anthropology*, vol. 32, no 4, p. 321-325.
- Rainey, Lee Dian. 2010. *Confucius & Confucianism: the essentials*. Oxford ; Malden, Mass : Wiley-Blackwell.
- Rawski, Evelyn Sakakida. 1985. « Economic and Social Foundations of Late Imperial Culture. » Dans *Popular culture in late imperial China*, sous la dir. de David G Johnson, Andrew J Nathan, Judith A Berling, American Council of Learned Societies, et Committee on Studies of Chinese Civilization. Berkeley : University of California Press.
- Richer, Philippe et Jean-Luc Domenach. 1995. *LA CHINE. Tome 1, 1949-1971 - Philippe Richer, Jean-Luc Domenach*. Paris : Imprimerie nationale. En ligne. <<http://www.decitre.fr/livres/la-chine-9782020198950.html>>. Consulté le 26 août 2015.
- Riley, Nancy E. 2004. *China's population: new trends and challenges*. Vol. 59. Coll. « 2 ». Population Reference Bureau Washington.
- Rofel, Lisa. 1999. *Other Modernities: Gendered Yearnings in China After Socialism*.

University of California Press.

- Rogaski, Ruth. 1997. « Beyond Benevolence: A Confucian Women's Shelter in Treaty-Port China. » *Journal of Women's History*, vol. 8, no 4, p. 54-90.
- Ruskola, Teemu. 2000. « Conceptualizing Corporations and Kinship: Comparative Law and Development Theory in a Chinese Perspective. » *Stanford Law Review*, vol. 52, no 6, p. 1599-1729.
- Safa, Helen I. 1981. « Runaway Shops and Female Employment: The Search for Cheap Labor. » *Signs*, vol. 7, no 2, p. 418-433.
- Salama, Pierre. 1992. *Introduction à l'économie de Marx*. Paris : La Découverte.
- Schmeder, Geneviève et Robert Boyer. 1990. « Division du travail, changement technique et croissance. Un retour à Adam Smith. » *Revue française d'économie*, vol. 5, no 1, p. 125-194.
- Scott, Joan W. 1991. « The evidence of experience. » *Critical inquiry*, p. 773-797.
- Selden, Mark. 1995. « Yan'an Communism Reconsidered. » *Modern China*, vol. 21, no 1, p. 8-44.
- Sheridan, James E. 2006. « The warlord era: politics and militarism under the Peking government, 1916-28. » Dans *Volume 12 Republican China 1912—1949, Part I*, sous la dir. de John K. Fairbank, vol. 12, p. 1-69. 1. publ. Coll. « The Cambridge history of China general editors: Denis Twitchett ... ; 12 ».
- Shiba, Yoshinobu. 1970. *Commerce and society in Sung China*. Trad. par Mark Elvin. Coll. « 2 ». Center for Chinese Studies, The Universi.
- Skinner, G. William. 1964. « Marketing and Social Structure in Rural China: Part I. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 24, no 1, p. 3-43.
- . 1965. « Marketing and Social Structure in Rural China: Part II. » *The Journal of Asian Studies*, vol. 24, no 2, p. 195-228.
- . 1971. « Chinese Peasants and the Closed Community: An Open and Shut Case. » *Comparative Studies in Society and History*, vol. 13, no 3, p. 270-281.
- . 1985. « Presidential Address: The Structure of Chinese History. » *The*

Journal of Asian Studies, vol. 44, no 2, p. 271-292.

- . 1997. « Family Systems and Economic Processes. » Dans *Anthropological demography: toward a new synthesis*, sous la dir. de David I. Kertzer et Thomas E. Fricke, p. 53-95. Coll. « Population and development ». Chicago : University of Chicago Press.
- Skocpol, Theda. 1976. « Old Regime Legacies and Communist Revolutions in Russia and China. » *Social Forces*, vol. 55, no 2, p. 284-315.
- . 1979. *States and social revolutions: a comparative analysis of France, Russia, and China*. Cambridge; New York : Cambridge University Press.
- Smith, S. A. 2002. *Like cattle and horses: nationalism and labor in Shanghai, 1895-1927*. Coll. « Comparative and international working-class history ». Durham [N.C.] : Duke University Press.
- So, Alvin Y. 1986. *The South China silk district: local historical transformation and world-system theory*. Albany, N.Y. : State University of New York Press.
- . 2006. « The Communist Path of Developmental State : The Chinese Experience. » Dans *Globalization and Social Change*, p. 254. Lotus Press.
- . 2008. « Comment: Primitive accumulation in modern China. » *Dialectical Anthropology*, vol. 32, no 4, p. 329-332.
- Solinger, D. J. 2006. « The creation of a new underclass in China and its implications. » *Environment and Urbanization*, vol. 18, p. 177-193.
- Solinger, Dorothy J. 1995. « The Chinese Work Unit and Transient Labor in the Transition from Socialism. » *Modern China*, vol. 21, no 2, p. 155-183.
- Spence, Jonathan D. 1990. *The search for modern China*. 1st ed. New York : Norton.
- Tabet, Paola. 1979. « Les Mains, les outils, les armes. » *L'Homme*, vol. 19, no 3, p. 5-61.
- . 1985. « Fertilité naturelle, reproduction forcée. » Dans *L'Arraînement des femmes: essais en anthropologie des sexes*, sous la dir. de Nicole Echard et Nicole-Claude Mathieu. Coll. « Cahiers de l'homme : ethnologie, géographie, linguistique nouv. sér., 24 ». Paris : Editions de l'École des hautes

études en sciences sociales.

- Tackett, Nicolas. 2008. « Great Clansmen, Bureaucrats, and Local Magnates: The Structure and Circulation of the Elite in Late-Tang China. » *Asia Major*, vol. 21, no 2. Coll. « THIRD SERIES », p. 101-152.
- Taylor, Marcus (dir.). 2008. *Global economy contested: power and conflict across the international division of labor*. Coll. « Rethinking globalizations 14 ». London ; New York : Routledge.
- Teschke, Benno. 2002. « Theorizing the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism. » *European Journal of International Relations*, vol. 8, no 1, p. 5-48.
- Thompson, E. 1988. *La Formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Gallimard ; Le Seuil.
- Tian, Xiaowen. 2001. « Privatization and economic performance: evidence from Chinese provinces. » *Economic Systems*, vol. 25, no 1, p. 65-77.
- Tilly, Louise. 1990. « Genre, histoire des femmes et histoire sociale. » *Genèses*, vol. 2, no 1, p. 148-167.
- Veblen, Thorstein. 1994. *The theory of the leisure class*. Coll. « Dover thrift editions ». New York : Dover Publications.
- Vega, Louis Mercier. 1968. *Technique du contre-état: les guérillas en Amérique du Sud*. P. Belfond.
- Wakeman, Frederic. 1978. « The Canton trade and the Opium War. » Dans *The Cambridge history of China*, sous la dir. de Denis Crispin Twitchett et John King Fairbank, vol. 10, p. 163-214. Cambridge [Eng.] ; New York : Cambridge University Press.
- Walby, S. 2007. « Complexity Theory, Systems Theory, and Multiple Intersecting Social Inequalities. » *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 37, no 4, p. 449-470.
- Walder, Andrew G. 1992. « Property Rights and Stratification in Socialist Redistributive Economies. » *American Sociological Review*, vol. 57, no 4, p. 524-539.

- . 1995. « Career Mobility and the Communist Political Order. » *American Sociological Review*, vol. 60, no 3, p. 309-328.
- Walder, Andrew G., Bobai Li et Donald J. Treiman. 2000. « Politics and Life Chances in a State Socialist Regime: Dual Career Paths into the Urban Chinese Elite, 1949 to 1996. » *American Sociological Review*, vol. 65, no 2, p. 191-209.
- Walker, Kathy Le Mons. 1993. « Economic Growth, Peasant Marginalization, and the Sexual Division of Labor in Early Twentieth-Century China: Women's Work in Nantong County. » *Modern China*, vol. 19, no 3, p. 354-386.
- Walker, Richard et Daniel Buck. 2007. « The Chinese Road. » *New Left Review*, no 46. Coll. « II », p. 39-66.
- Wang, Junmin. 2009. « Global-market building as state building: China's entry into the WTO and market reforms of China's tobacco industry. » *Theory and Society*, vol. 38, no 2, p. 165-194.
- Wang, Xiaobing, Nick Weaver et Jing You. 2013. « The Social Security Function of Agriculture in China. » *Journal of International Development*, vol. 25, no 1, p. 1-10.
- Watson, James L. 1980. « Transaction in People: The Chinese Market in Slaves, Servants, and Heirs. » Dans *Asian and African systems of slavery*, sous la dir. de James L. Watson et University of London. Berkeley : University of California Press.
- Watson, Rubie S. 1981. « Class Differences and Affinal Relations in South China. » *Man*, vol. 16, no 4. Coll. « New Series », p. 593-615.
- Webber, Michael. 2008. « Primitive accumulation in modern China. » *Dialectical Anthropology*, vol. 32, no 4, p. 299-320.
- . 2009. « Reply to So, Perelman, and Post. » *Dialectical Anthropology*, vol. 32, no 4, p. 333-338.
- Weber, Max Chavy, Jacques. 2003. *Économie et société 1*. Trad. par Éric de Dampierre. Paris : Pocket.
- van Westen, A C M (Guus). 2011. « Land in China: Struggle and reform. » *Development*, vol. 54, no 1, p. 55-58.

- Wolf, Arthur P. et Chieh-shan Huang. 1980. *Marriage and adoption in China, 1845-1945*. Stanford, Calif : Stanford University Press.
- Wolf, Margery. 1972. *Women and the family in rural Taiwan*. Stanford, Calif. : Stanford University Press. En ligne. <<http://hdl.handle.net/2027/heb.04206>>. Consulté le 13 juillet 2015.
- . 1989. *Revolution postponed: women in contemporary China*. Nachdr. Stanford, Calif : Stanford Univ. Press.
- Wolpe, Harold. 1972. « Capitalism and cheap labour-power in South Africa: from segregation to apartheid 1. » *Economy and Society*, vol. 1, no 4, p. 425-456.
- Wood, Ellen. 2009. *L'origine du capitalisme*. [Montréal] : Lux.
- Wood, Ellen Meiksins. 1990. « Explaining Everything or Nothing? » *New Left Review*, no 184. Coll. « I », p. 116-128.
- . 1995. *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*. Cambridge University Press.
- . 1999. « The politics of capitalism. » *Monthly Review*, vol. 51, no 4, p. 12-26.
- . 2002a. « The Question of Market Dependence. » *Journal of Agrarian Change*, vol. 2, no 1, p. 50-87.
- . 2002b. « The Question of Market Dependence. » *Journal of Agrarian Change*, vol. 2, p. 50-87.
- Wu, Yiching. 2013. « Coping with Crisis in the Wake of the Cultural Revolution: Rehistoricising Chinese Postsocialism. » *Historical Materialism*, vol. 21, no 4, p. 145-176.
- Xin, Katherine K. et Jone L. Pearce. 1996. « Guanxi: Connections As Substitutes for Formal Institutional Support. » *Academy of Management Journal*, vol. 39, no 6, p. 1641-1658.
- Xinwu, Xu et Byung-Kun Min. 1988. « The Struggle of the Handicraft Cotton Industry against Machine Textiles in China. » *Modern China*, vol. 14, no 1, p. 31-49.

- Yang, Cao et Victor Nee. 2000. « Comment: Controversies and Evidence in the Market Transition Debate. » *American Journal of Sociology*, vol. 105, no 4, p. 1175-1189.
- Yeh, Wen-Hsin. 1997. « Shanghai Modernity: Commerce and Culture in a Republic City. » *China Quarterly*, vol. 1997, p. 375.
- Zeytinoglu, Isik Urla et Jacinta Khasiala Muteshi. 2000. « Gender, Race and Class Dimensions of Nonstandard Work. » *Relations industrielles*, vol. 55, no 1, p. 133.
- Zhiqiang, Liu. 2005. « Institution and inequality: the hukou system in China. » *Journal of Comparative Economics*, vol. 33, no 1, p. 133-157.